

UNIVERSITÉ DE PARIS -- FACULTÉ DE DROIT

La loi du 7 mars 1925
sur les Sociétés à responsabilité limitée
et ses récents projets de réforme

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 21 novembre 1928, à 14 heures

par

JEAN GENISSERLIS

PRÉSIDENT DU JURY : M. PERCEROU
PROFESSEUR

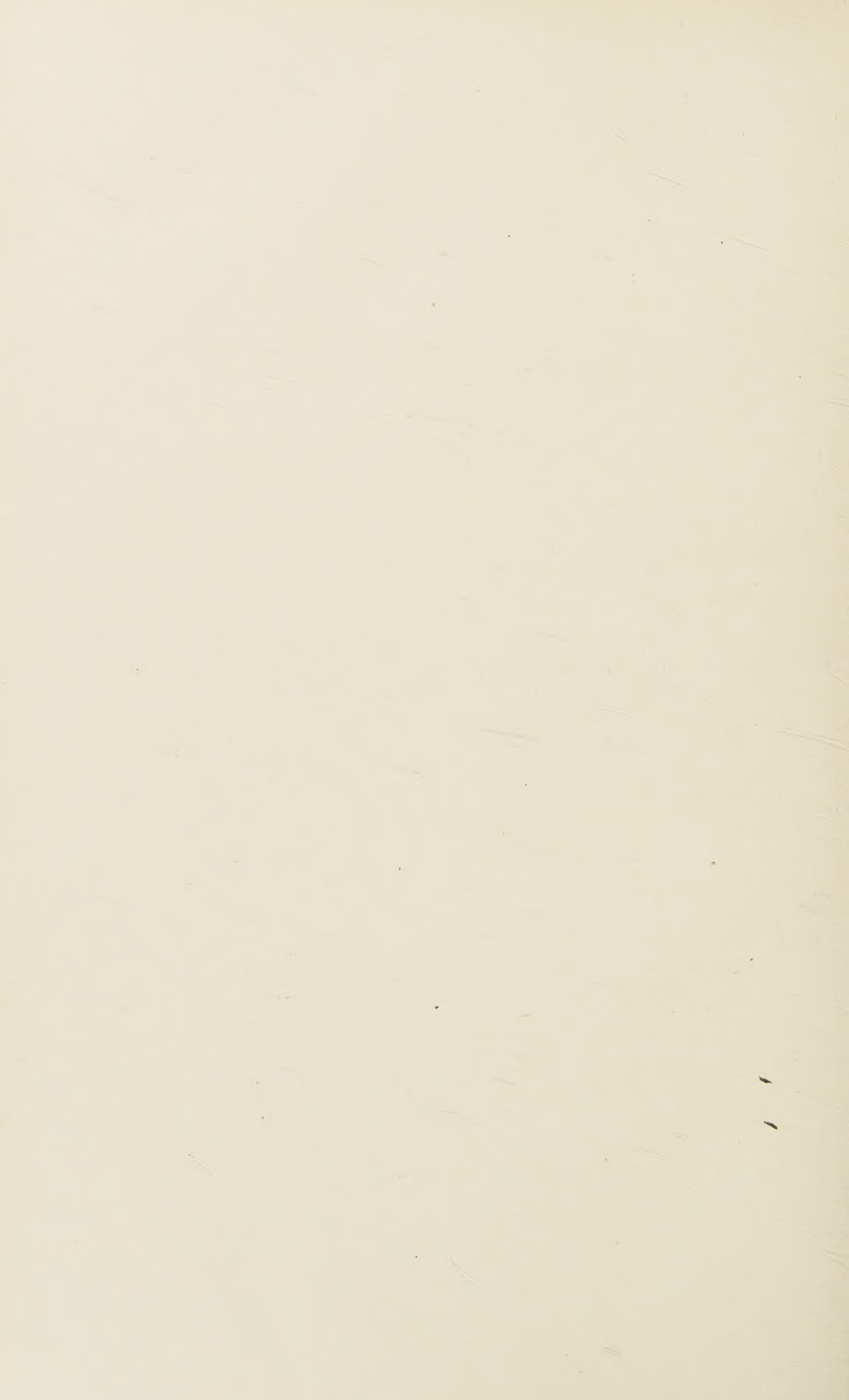
SUFFRAGANTS { **M. WAHL, PROFESSEUR**
M. RIPERT, PROFESSEUR

1928

IMPRIMERIE DU « PETIT JOURNAL »
59-61, Rue Lafayette
PARIS-IX^e



Digitized by the Internet Archive
in 2026



La loi du 7 mars 1925

sur les Sociétés à responsabilité limitée
et ses récents projets de réforme

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

La loi du 7 mars 1925
sur les Sociétés à responsabilité limitée
et ses récents projets de réforme

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 21 novembre 1928, à 14 heures

par

JEAN GENISSERLIS

PRÉSIDENT DU JURY : M. PERCEROU
PROFESSEUR

SUFFRAGANTS { **M. WAHL, PROFESSEUR**
M. RIPERT, PROFESSEUR

1928

IMPRIMERIE DU « PETIT JOURNAL »
59-61, Rue Lafayette
PARIS-IX^e



La loi du 7 mars 1925

sur les Sociétés à responsabilité limitée et ses récents projets de réforme

INTRODUCTION

Du fait de l'incorporation à la France de l'Alsace et de la Lorraine il est arrivé que les mêmes lois ne régissaient plus l'ensemble du territoire français.

En effet, l'Alsace et la Lorraine, ayant fait partie de l'Empire allemand, étaient régies par les lois de cet Etat.

Au nombre de ces lois il y avait celles relatives aux sociétés.

Or, en Allemagne, et par conséquent aussi bien dans les provinces dont il s'agit, on pouvait créer une sorte de société appelée « Gesellschaft mit beschränkter Haftung », dans la pratique « G. m. b. H. » et qui se traduit en français par « Société à responsabilité limitée. »

Cette forme de société n'existait pas en France. De sorte qu'après l'incorporation à la France de l'Alsace et de la Lorraine, il y avait en ces provinces des sociétés à responsabilité limitée, sociétés qui ne pouvaient pas exister dans le restant du territoire français, le législateur français n'ayant pas prévu la création de ce genre de sociétés.

Etant donné les raisons qui font que l'ensemble du territoire d'un pays doit être régi par les mêmes lois, cette situation ne pouvait durer éternellement. Il fallait, en conséquence, ou bien interdire la création de sociétés à responsabilité limitée dans les territoires désannexés, ou bien introduire les sociétés à responsabilité limitée dans toute la France.

On n'a pas interdit la création de sociétés à responsabilité limitée en Alsace et en Lorraine et on n'a pas dissout les sociétés de ce genre fonctionnant dans ces provinces, car ces mesures auraient lésé trop d'intérêts et il était de bonne politique — non pas

de heurter —, mais, plutôt, de ménager les intérêts des nouveaux sujets de la France.

On l'a fait d'autant moins que la forme de la société à responsabilité limitée présentait certains avantages, évidents a priori et confirmés par le fait que cette forme de société est très répandue en Allemagne, en Angleterre et dans d'autres pays.

On s'est donc posé la question de savoir s'il n'était pas préférable, plutôt que de l'interdire dans les provinces recouvrées, de l'étendre à l'ensemble du territoire français.

En vérité, les avantages de la société à responsabilité limitée étaient connus en France avant la guerre de 1914, vu que cette forme de société existait dans les pays voisins, comme l'Angleterre et l'Allemagne. Il est toutefois probable que nous n'aurions pas encore eu en France la société à responsabilité limitée, si le fait qu'elle existait déjà dans les provinces dont il s'agit, n'avait pas obligé nos dirigeants, ou de l'y interdire, ou de l'autoriser dans tout le pays.

Quoi qu'il en soit, on s'est donc préoccupé de savoir s'il n'était pas utile d'introduire dans le restant du territoire français, la forme de société à responsabilité limitée (1).

Il est pourtant permis de remarquer que, si ces sortes de sociétés n'avaient pas présenté des avantages certains, on ne les aurait pas introduites sur l'ensemble du territoire, uniquement parce qu'elles existaient déjà dans les départements recouverts. En effet, on n'a pas introduit en France toutes les lois qui ont existé en Alsace et en Lorraine.

En conséquence, c'est surtout parce que l'on a été d'accord pour reconnaître aux sociétés à responsabilité limitée d'appréciables avantages, que le législateur les a autorisées dans toute la France.

Il convient donc d'examiner les avantages que l'on attribue aux sociétés à responsabilité limitée et de voir si la loi du 7 mars 1925 les présente.

Il convient également d'examiner si, à côté de ces avantages, il n'y a pas d'inconvénients qui se trouvent reproduits dans la loi dont il s'agit et si celle-ci ne les a pas exagérés par certains côtés.

Cette étude une fois faite au point de vue des avantages et des inconvénients de la susdite loi, il sera nécessaire de l'examiner pour savoir si elle ne présente pas certaines omissions qu'il faudrait combler, si elle n'a pas de points qu'il serait bon de préc-

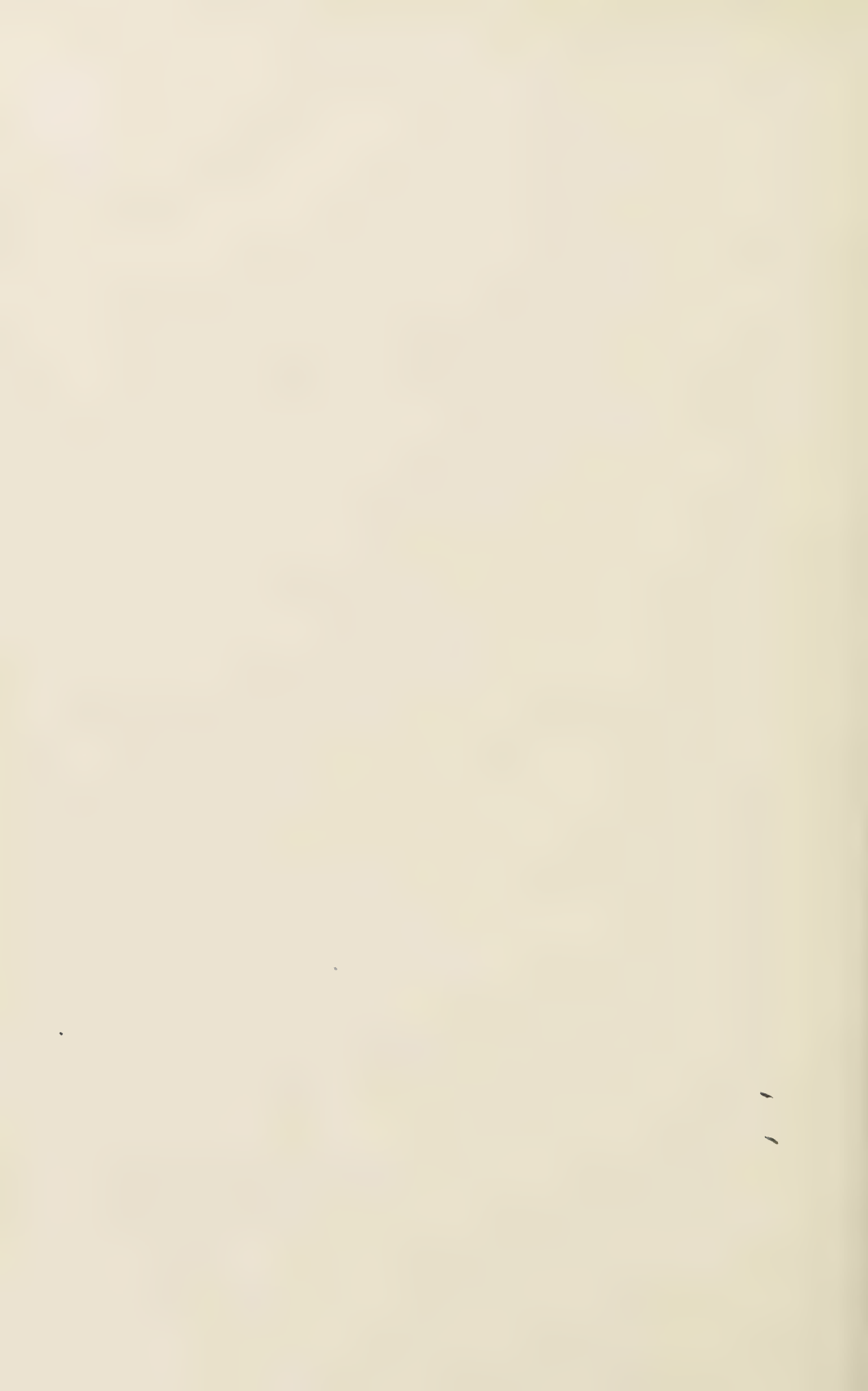
(1) Voir notamment à ce sujet les très intéressants articles de MM. Bourcart et Percerou : « L'introduction en Alsace-Lorraine des lois commerciales françaises », *Annales de Droit Commercial*, Année 1920, pages 20 et suivantes.

ser, en un mot, si sa rédaction ne devrait pas être corrigée en certains endroits.

Il serait également utile de savoir si on ne pourrait la modifier pour augmenter certains de ses avantages et pour faire disparaître ou atténuer certains de ses inconvénients.

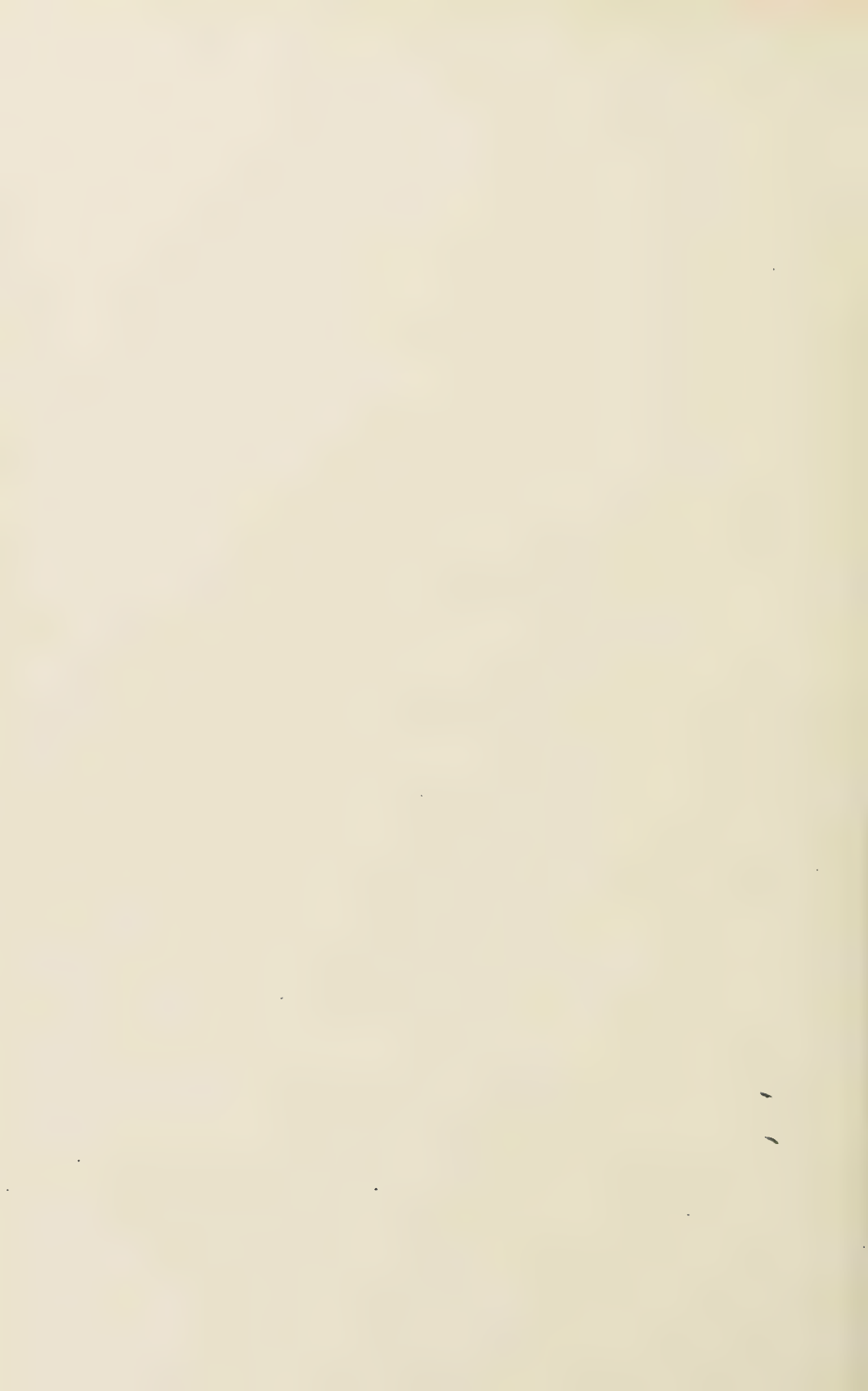
Nous examinerons, à ce sujet, certaines réformes proposées de la loi du 7 mars 1925, notamment le rapport présenté au nom de la Commission de la Société d'Etudes Législatives.

Ainsi notre ouvrage se divisera en deux parties : La première partie traitera de la loi du 7 mars 1925 sur les sociétés à responsabilité limitée ; la deuxième partie étudiera les récents projets de réforme de cette loi.



Première Partie





La loi du 7 mars 1925 sur les Sociétés à responsabilité limitée

CHAPITRE PREMIER

Les avantages et les inconvénients des sociétés à responsabilité limitée, en général

Il y a des sociétés à responsabilité limitée en plusieurs pays. Elles ont été créées en Allemagne par la loi du 29 avril 1892, retouchée le 10 mai 1897. Elles portent le nom de « Gesellschaft mit beschränkter Haftung », en pratique G. m. b. H. ». Le texte de la loi allemande a été publié le 20 mai 1898.

Il y a des sociétés à responsabilité limitée en Angleterre. Elles portent le nom de compagnies privées, « private companies ». Elles ont été consacrées par l'acte du 21 décembre 1908, amendé par l'acte de 1913 et par celui de 1917.

L'Autriche a imité l'Allemagne par la loi du 6 mars 1906.

Le Code de Commerce italien de 1882 prévoit le principe de la société à responsabilité limitée.

Le Code soviétique de 1922, dans ses articles 318 à 321, organise une forme de société à responsabilité limitée un peu particulière. La société à responsabilité limitée existe également en Tchécoslovaquie et en Pologne (1) et il est question de l'introduire en Suisse et en Argentine.

Les sociétés à responsabilité limitée de tous ces pays ne pré-

(1) Il y aurait lieu d'ajouter à cette liste la plupart des Etats de la Confédération américaine et le Portugal où elle aurait été introduite par la loi du 11 avril 1901.

sentent évidemment pas les mêmes avantages, de même qu'elles n'ont pas les mêmes inconvénients.

Ainsi, pour n'en citer que quelques exemples :

En droit allemand, les associés ont l'avantage de pouvoir libérer seulement en partie leurs souscriptions en espèces. Il en est de même en droit anglais.

Ces avantages n'existent pas pour les sociétés à responsabilité limitée créées en France. En effet, l'article 7 de la loi du 7 mars 1925, exige, pour que les sociétés puissent être définitivement constituées que toutes les parts soient libérées intégralement.

En droit anglais, le nombre maximum d'associés ne peut dépasser 50. Il n'y a aucune limite pour le nombre des associés des sociétés à responsabilité limitée françaises.

Les sociétés à responsabilité limitée allemandes peuvent augmenter effectivement — non officiellement — leur capital, sans formalités. Il leur suffit de demander à cet effet aux associés d'effectuer des versements complémentaires en sus de leurs apports. (C'est la clause dite « nachschüsse »).

Ces avantages n'existent pas pour les sociétés à responsabilité limitée françaises. Celles-ci doivent, pour augmenter leur capital, ou bien modifier leurs statuts et accomplir certaines des formalités prévues pour la souscription du capital originaire, ou bien adopter la forme à capital variable qui les soumet à certaines règles de la loi du 24 juillet 1867 (articles 48 à 54).

La loi allemande laisse libre la cession des parts des associés, sauf restriction des statuts.

Par contre, il est très difficile de céder les parts, dans les sociétés à responsabilité limitée françaises, à des personnes autres que les associés. (Voir à ce sujet les articles 21, 22 et 23 de la loi du 7 mars 1925)...

Si les sociétés à responsabilité limitée des différents pays de l'Europe ne présentent pas toutes les mêmes avantages, elles en ont toutefois quelques-uns qui leur sont communs.

Nous mentionnerons parmi ces avantages :

- 1° Le risque limité à l'apport ;
 - 2° Le minimum d'associés, de formalités et de frais.
-

PREMIÈRE SECTION : AVANTAGES

§ I

LE RISQUE LIMITE A L'APPORT.

C'est l'avantage considérable des sociétés de ce genre que de limiter le risque de leurs associés au montant de leurs apports.

Il y a toutefois lieu de faire remarquer que les sociétés anonymes par actions présentent, à ce point de vue, le même avantage. Dans ces sociétés, le risque de l'associé est limité uniquement au chiffre de son apport. Il n'est tenu qu'à concurrence du montant des actions qu'il a souscrites. Ce qui constitue la supériorité de la société à responsabilité limitée, c'est qu'à côté de l'avantage dont il s'agit, elle en présente d'autres dont il sera question plus bas, avantages que n'ont point les sociétés anonymes.

La raison pour laquelle on a limité dans ce genre de société le risque des associés a été pour les inciter à apporter leur capital à l'œuvre de la production.

En somme, c'est pour encourager la production qu'on a limité le risque des associés.

On pourrait se demander, tout d'abord, non pas si l'Etat fait bien d'encourager la production — la question est hors de doute — mais s'il fait bien de l'encourager de la façon sus-indiquée. En effet, on peut, sauf certaines restrictions prévues notamment par la loi du 7 mars 1925, se constituer en société à responsabilité limitée pour n'importe quel objet.

Or, il n'est pas utile d'encourager d'une façon générale toute la production quelle qu'elle soit. Cela peut conduire à la surproduction, cause de crises économiques violentes.

De même, encourager la production, quelle qu'elle soit, c'est encourager certaines branches de production qui ne méritent pas de l'être.

Actuellement, la production ayant lieu un peu au hasard, sans savoir exactement quels sont les besoins de la consommation, il aurait été plus intéressant, plutôt que de l'encourager toute, sans aucune distinction, de n'en encourager que certaines de ses branches paraissant les plus intéressantes.

On aurait pu, dans ce cas, pour encourager ces branches de la production, leur offrir certains avantages : primes, réduction des droits de douane, etc., etc.

Une deuxième objection, bien plus importante, serait celle-ci :

Etant donné le fait que les associés ne sont responsables que jusqu'à concurrence de leur mise, ne peuvent-ils pas en profiter

pour commettre des détournements — tout en restant dans le cadre des lois — ayant pour effet de léser les créanciers de la société ?

Des auteurs l'ont pensé (1).

Nous citerons également à ce sujet les objections de M. le sénateur Mazurier, parlant au nom de la commission de législation civile et criminelle du Sénat, qui avait été appelée à donner son avis sur le projet d'où est sortie la loi du 7 mars 1925 :

« Un important industriel ou banquier fortuné possède une « terre d'une valeur d'un ou plusieurs millions. Cette fortune « connue dans la région lui assure un crédit indiscutable. Il met « son industrie ou sa banque avec ses enfants en société à responsabilité limitée. Viennent les mauvaises années, la débâcle et « la faillite. Certains créanciers de la faillite sont ruinés. Que « diront-ils en voyant celui qu'ils considéraient comme leur débiteur principal, le gérant de cette société qui portait toujours « son nom, jouir sans inquiétude de sa grosse fortune ter- « rienne ? »

On pourrait répondre, tout d'abord, que les créanciers de la société n'avaient qu'à s'en prendre à eux-mêmes. En effet, ils auraient dû savoir qu'ils avaient affaire à une société à responsabilité limitée, étant donné que, tout au moins en droit français, on doit commencer par faire une certaine publicité, consistant dans le dépôt au greffe de la justice de paix et du tribunal de commerce des statuts de ladite société et par l'insertion dans un journal d'annonces légales des extraits de ces statuts. On doit, de plus, faire suivre la raison sociale de la société de l'indication qu'elle est « à responsabilité limitée », accompagnée du montant du capital social.

Pour reprendre l'exemple de M. le sénateur Mazurier, on pourrait dire aux créanciers de la faillite qu'ils n'avaient qu'à faire attention, sachant qu'il s'agissait d'une société à responsabilité limitée, qu'ils n'avaient donc pas à s'occuper de la fortune personnelle de l'important industriel ou du banquier dont il s'agit : ils ne devaient se préoccuper que du montant du capital de la société, leur débitrice.

Mais il y a une raison plus haute qui a fait décider les législateurs à limiter le risque des associés.

Nous citerons à ce sujet quelques extraits du « Guide pratique des sociétés à responsabilité limitée » par Robert Moreau et Georges Berot (2).

(1) Voir notamment à ce sujet l'article de M. Valéry : « Des mesures de précaution à prendre dans les rapports avec les sociétés à responsabilité limitée. (*Revue des Sociétés* 1926, pages 213 et suiv.)

(2) Guide pratique des sociétés à responsabilité limitée 2^e édition, pages 29 et suiv.

« L'honneur commercial à notre époque ne saurait avoir les
« mêmes exigences qu'aux siècles passés parce que ces exigen-
« ces, si elles étaient maintenues, aboutiraient dans un avenir
« plus ou moins prochain à la disparition du commerce, personne
« n'osant plus encourir les risques que comporterait, de ce fait,
« l'état de commerçant.

« Si, remontant plus haut que le dix-neuvième siècle, nous en-
« visageons pour une période de plusieurs siècles consécutifs les
« conditions matérielles du commerce et de l'industrie, nous
« n'apercevons que bien difficilement les faibles changements
« que le temps leur faisait subir.

« Les moyens de production, de transports, d'échanges, de paie-
« ments étaient toujours les mêmes. Les méthodes de travail, les
« secrets de fabrication se transmettaient de père en fils. Une
« gestion prudente assurait la garantie d'une bonne marche des
« affaires et ne laissait subsister que les risques accidentels tels
« que le naufrage, l'incendie, le vol, etc. Encore ces accidents pou-
« vaient-ils, dans une certaine mesure, être l'objet de prévisions.

« Aujourd'hui les assurances garantissent parfaitement de
« tous ces risques accidentels. Mais il n'y a pas de garantie con-
« tre l'instabilité économique qui, en bouleversant sans cesse les
« marchés, place le plus prudent des industriels dans les mêmes
« conditions qu'un hasardeux spéculateur.

« Laissons de côté les causes politiques et sociales auxquelles
« on attribue généralement cette instabilité et dont il est per-
« mis d'envisager la disparition. Toutes ces causes étant effa-
« cées, il resterait encore un facteur de trouble qui, lui, ne sau-
« rait avoir la durée éphémère d'une crise. Ce facteur est la
« marche continue et progressive de la science. C'est le progrès
« auquel nous devons déjà tant de bienfaits et duquel nous en
« attendons tant d'autres, qui, sans cesse et toujours davantage,
« bouleverse les moyens de production et d'échange.

« Calculez les répercussions économiques de l'ouverture
« d'une grande voie de communication nouvelle : représentez-
« vous les modifications apportées dans les procédés commer-
« ciaux par l'emploi de moyens de transports nouveaux, hier
« le chemin de fer, aujourd'hui l'automobile, demain l'aviation,
« après-demain quelque autre chose, pensez aux bénéfices que
« comportent l'invention d'un outillage nouveau, la découverte
« d'une matière première jusqu'ici méconnue, l'utilisation des
« forces naturelles par des procédés inusités et pensez aux rui-
« nes que ne peuvent manquer d'amener, en retour, la mise au
« rebut des matériels anciens, la dévalorisation des matières dé-
« sormais moins employées, l'abandon des vieux procédés et

« aussi les changements survenant brutalement dans l'orientation séculaire des grands courants commerciaux.

« Et pensez à ce qui reste de responsabilité personnelle dans la déconfiture de l'industriel ou du commerçant dont l'affaire est ainsi balayée comme par un formidable raz de marée.

« A courir de tels risques, à n'avoir pas la certitude en dépit d'un labeur acharné et de la plus scrupuleuse probité de consacrer la plus modeste aisance, ni même l'honneur par-dessus le marché, on ne trouverait plus un jour dans l'industrie et le commerce que des joueurs et des aventuriers.

« C'est ainsi que la limitation des responsabilités commerciales est devenue une nécessité pour la conservation de l'état social dans lequel vivent actuellement les nations civilisées. » Nous nous rangeons entièrement à cette manière de voir.

La limitation du risque des associés au montant de leur mise ne l'est pas d'une manière absolue.

Ainsi, dans les sociétés à responsabilité limitée allemandes, tous les associés sont solidairement responsables des montants non versés. Il en résulte que les associés peuvent être tenus au delà de leurs apports sociaux. Si, par exemple, la somme à verser était de 100.000 marks et s'il y avait 100 associés, dont 99 insolvable, il en résulterait que le centième associé serait obligé de verser, en sus de son apport, les 100.000 marks qui auraient dû être versés par ses co-associés.

Toujours dans les sociétés à responsabilité limitée allemandes, en vertu de la clause « nachschüsse », les associés versent dans les caisses de la société certaines sommes en sus de leurs apports. Ces sommes courent le risque de l'entreprise et peuvent, en conséquence, être irrémédiablement perdues.

En droit français, aux termes de l'article 8 de la loi du 7 mars 1925, « les associés sont solidairement responsables vis-à-vis des tiers de la valeur attribuée au moment de la constitution de la société aux apports en nature. »

Il en résulte que si quelque temps après la fondation de la société, on prouvait que tout ou partie des apports ont été majorés, les associés, quels qu'ils soient, c'est-à-dire souscripteurs en espèces aussi bien qu'apporteurs, seraient solidairement responsables de la différence entre la valeur attribuée aux apports en nature et leur valeur réelle.

Si donc la société tombait en faillite et si cette différence était de 100.000 francs, par exemple, le syndic de la faillite pourrait poursuivre le ou les associés solvables, étant donné qu'ils sont tous solidairement responsables du paiement de ladite somme.

Comme il est possible de prétendre qu'une des causes, ou

bien même que l'unique cause pour laquelle la société a été déclarée en état de faillite, est due précisément au fait de la majoration frauduleuse des apports, le syndic pourrait poursuivre les associés, non seulement en paiement de la différence dont il a été question plus haut, mais en paiement de tout le passif non éteint de la société (1).

En conclusion de tout ce qui précède, nous dirons que la limitation de la responsabilité des associés au montant de leurs apports, se justifie pour bien des raisons, mais que cette limitation des risques n'est pas absolue.

§ II

MINIMUM D'ASSOCIÉS, DE FORMALITES ET DE FRAIS

Les autres avantages des sociétés à responsabilité limitée, avous-nous dit, sont représentés par le fait qu'elles n'exigent qu'un minimum d'associés, de formalités et de frais.

I. — MINIMUM D'ASSOCIÉS

La société à responsabilité limitée peut se faire avec le minimum possible d'associés, qui est de deux — une société ne pouvant pas être constituée par une seule et unique personne.

En vérité, la société à responsabilité limitée n'est pas la seule à pouvoir se constituer seulement avec deux associés. Sauf la société anonyme par actions, qui exige un minimum de 7 associés, et la société en commandite par actions dont le minimum d'associés ne pourrait pas être inférieur à 4, les autres sociétés du droit français — à savoir : la société en commandite simple et la société en nom collectif — peuvent se former seulement entre deux associés.

Ce qu'il faut souligner, c'est que la société à responsabilité limitée possède cet avantage avec les sociétés autres que celles par actions et que, d'autre part, elle possède d'autres avantages, que ces dernières sociétés n'ont pas.

Dans quel but a-t-on permis la constitution des sociétés à responsabilité limitée avec un minimum d'associés ?

(1) Voir à ce sujet, Thaller et Percerou : « Traité élémentaire de droit commercial » 7^e édition, appendice n° 4.

Ce fut pour permettre à cette société d'être une société de famille.

Ainsi, si un père veut associer son fils ou ses fils à son affaire, tout en ayant le désir légitime de mettre à l'abri du risque une partie de sa fortune, il n'avait, jusqu'à la loi du 7 mars 1925, que la possibilité de la transformer en société anonyme. Comme pour cela, il faut qu'il y ait au moins 7 associés, il aurait dû s'adjoindre des personnes autres que ses fils. L'affaire n'aurait plus été la sienne. De plus, il en aurait pu résulter certains inconvénients, à savoir : certains secrets de fabrication n'auraient pu être gardés que si l'affaire n'était pas sortie du cadre familial.

Supposons, également, le cas d'un père qui meurt et qui laisse en héritage son affaire à ses enfants. Ceux-ci peuvent continuer l'exploitation du fonds en adoptant le régime de la société à responsabilité limitée; l'affaire serait exploitée par eux-mêmes ou par un tiers gérant, et s'ils voulaient la vendre, ils pourraient le faire plus tard dans des conditions plus avantageuses, sans risquer tous leurs biens dans l'entreprise.

De même, un commerçant dont les enfants seraient trop jeunes pour qu'il puisse leur confier la direction de son affaire, alors que lui-même il n'aurait plus la capacité de la diriger convenablement, pourrait la transformer en société à responsabilité limitée. Il en confierait la gérance à un directeur capable, tout en gardant la majorité des parts, afin de pouvoir la surveiller.

II. — MINIMUM DE FORMALITÉS ET DE FRAIS

Une des raisons qui ont fait décider les législateurs de tous les pays à créer la forme de société à responsabilité limitée, fut que la seule société où le risque est limité à l'apport, c'est-à-dire la société anonyme par actions, exige pour se constituer et pour fonctionner, des formalités multiples et des frais assez élevés.

Les règles qui président à la création des sociétés anonymes par actions, en Allemagne, sont des plus rigoureuses. Aussi bien, ce pays est-il le premier qui a créé des sociétés à responsabilité limitée.

En France, les formalités de constitution des sociétés par actions sont également assez complexes.

Ainsi, le notaire a un rôle qui lui est assigné dans la formation de ces sociétés par la loi du 24 juillet 1867.

L'article premier de cette loi décide que la souscription des actions et les versements doivent être constatés « par une déclaration du gérant dans un acte notarié ».

Si le capital se compose — en plus des souscriptions en numéraire — d'apports en nature, il est nécessaire qu'une première assemblée générale fasse apprécier la valeur des apports. La société n'est définitivement constituée qu'après l'approbation des apports, donnée par une autre assemblée générale à la suite d'une nouvelle convocation. La seconde assemblée générale ne pourra statuer sur l'approbation des apports « qu'après un rapport qui sera imprimé et tenu à la disposition des actionnaires, cinq jours au moins avant la réunion de cette assemblée. » (Voir l'article 4 de la loi du 24 juillet 1867).

La société par actions exige la création de bulletins de souscription qui doivent être faits sur du papier timbré à 3 fr. 60.

Les actions doivent payer du jour de leur création le droit de timbre ou souscrire un abonnement annuel qui est de 0 fr. 20 % du montant de chaque action. Les actions au porteur ou non encore créées doivent payer l'impôt de transmission, qui est de 0 fr. 50 %. Si les actions sont créées et si elles sont nominatives, elles paient un droit de 0 fr. 90 %. Ce même droit est de 0 fr. 75 % pour les actions d'apport pendant les deux années de leur non négociabilité. Il est enfin de 0 fr. 25 % pour les actions à ordre qui se transfèrent par endos.

Aucun de ces droits n'est dû pour les parts des associés d'une société à responsabilité limitée, sauf le cas où elles sont cédées.

Du reste, nous aurons l'occasion de revenir un peu plus loin sur les avantages fiscaux qui sont accordés aux sociétés à responsabilité limitée.

Durant son existence, la société anonyme doit convoquer ses actionnaires au moins une fois par an pour l'assemblée générale et plusieurs fois par an s'il y a des assemblées extraordinaires ou des assemblées réunies extraordinairement. A chaque fois, les actionnaires doivent être convoqués, soit sous pli recommandé, soit par insertion dans les journaux.

Enfin, la société anonyme doit avoir un commissaire aux comptes, un conseil d'administration. La société en commandite par actions doit avoir un conseil de surveillance composé au moins de trois actionnaires.

Les administrateurs et les membres du conseil ont droit à des jetons de présence et à des tantièmes, etc..

La société à responsabilité limitée n'est pas soumise à toutes ces formalités et elle est loin d'avoir tous ces frais. Elle peut être faite sous seings privés, l'intervention du notaire n'étant point obligatoire. Il n'y a pas d'assemblées générales — tout au

moins tant que la société ne se compose pas de plus de 20 membres — il n'y a pas d'assemblées constitutives. Pas de commissaire aux apports, pas de commissaire aux comptes, pas de statuts imprimés.

Ainsi donc, les formalités de constitution des sociétés à responsabilité limitée sont des plus simples et il suffit pour les fonder que deux ou plusieurs associés se réunissent, rédigent le contrat de société, le déposent aux greffes du Tribunal de commerce et de la justice de paix et fassent la déclaration au registre du commerce et l'insertion d'un extrait de l'acte de société dans un journal d'annonces légales.

Quant aux frais de constitution, ils se réduisent aux droits d'enregistrement, au coût du papier timbré sur lequel sont faits les actes de la société, au coût du dépôt aux greffes, à celui de la déclaration à faire au registre du commerce et de l'insertion dans le journal d'annonces légales.

Les sociétés à responsabilité limitée présentent, par conséquent, des avantages considérables sur les autres formes de société.

DEUXIÈME SECTION : INCONVÉNIENTS

Malheureusement, chaque médaille ayant son revers, les sociétés à responsabilité limitée présentent certains inconvénients.

Nous en citerons trois qui sont à peu près communs à toutes les sociétés de cette nature :

- 1° La défense qui leur est faite de faire appel au crédit public;
- 2° La restriction à la négociation des parts;
- 3° Leur crédit qui est plutôt discuté.

Nous passerons en revue ces trois inconvénients des sociétés à responsabilité limitée.

§ I

INTERDICTION DES EMISSIONS PUBLIQUES

Cette interdiction existe pour les sociétés à responsabilité limitée anglaises. Pour ce qui concerne les sociétés à responsabilité limitée françaises, l'article 4 de la loi du 7 mars 1925 « in-

« terdit à la société d'émettre pour son propre compte, par souscription publique, des valeurs mobilières quelconques. »

Il en résulte que les sociétés à responsabilité limitée ne peuvent se fonder qu'entre amis et que, de plus, lorsqu'elles veulent augmenter leur capital, elles ne peuvent le faire qu'en s'adressant aux associés ou à leurs relations.

La raison de ce procédé est la suivante : on a voulu que les sociétés à responsabilité limitée gardent leur cachet de société de famille. Or, elles auraient perdu ce caractère si elles avaient pu se fonder ou augmenter leur capital en s'adressant à des capitalistes recrutés par voie de publicité, en un mot, en faisant appel à la souscription publique.

Une autre raison de ce procédé tient au fait qu'on a voulu réserver la forme de société à responsabilité limitée aux petites affaires.

Les grandes affaires qui ont besoin de nombreux capitaux ne pourront revêtir — de par la force des faits — que la forme par actions. Cette forme leur permet d'effectuer des émissions publiques et de se procurer ainsi les capitaux élevés dont elles peuvent avoir besoin.

On a pensé que la société à responsabilité limitée, ne devant être empruntée que pour les petites et les moyennes affaires, n'avait pas besoin de capitaux très élevés et que, par conséquent, elle pouvait se passer des émissions publiques.

Voici une illustration de ce fait : D'après la statistique du compte général de l'administration de la justice civile et commerciale pour 1913, il résulte que, sur 1.566 sociétés constituées en 1913, 540 étaient d'un capital inférieur à 50.000 francs, 203 avaient un capital compris entre 50 et 100.000 francs, et 105 avaient un capital compris entre 200 et 300.000 francs.

Donc, deux tiers des sociétés anonymes avaient un capital originaire inférieur à 300.000 francs (1).

La grosse majorité des sociétés anonymes, ayant un capital originaire inférieur à 300.000 fr., toutes les sociétés de cette envergure pourraient se transformer ou revêtir, à l'avenir, la forme à responsabilité limitée, la modicité de leur capital leur permettant, sans de gros inconvénients, de ne pas s'adresser au public pour la formation de ce capital.

(1) Voir à ce sujet Pic et Baratin : « Des sociétés à responsabilité limitée ». *Revue des Sociétés* 1925, pag. 137 et suiv.

§ 2

RESTRICTION A LA NEGOCIATION

Cette restriction existe pour ce qui concerne la négociation des parts d'associés des sociétés à responsabilité limitée anglaises.

Elle n'est vraie, pour les sociétés à responsabilité limitée allemandes, que si les statuts la prévoient. Quant aux sociétés créées en vertu de la loi du 7 mars 1925, les articles 21, 22 et 23 de cette loi apportent des restrictions à la négociation des parts des associés, alors surtout que les nouveaux acquéreurs ne font pas partie de la société.

On donne de cette restriction à la négociation plusieurs raisons :

1° On veut éviter l'intrusion des tiers dans la société, afin qu'elle puisse garder le caractère de société de famille;

2° On désire que les fondateurs de l'affaire en soient les maîtres;

3° On veut éviter la spéculation sur les titres de la société.

Nous développerons ces trois points.

I. — EMPÊCHEMENT A L'INTRUSION DES TIERS

Dans les sociétés par actions, lorsque surtout les titres sont au porteur — ce qui est vrai dans la majorité des cas — les actions se transfèrent avec la plus grande facilité.

Lorsque les titres sont au nominatif, il faut que le transfert s'opère par l'inscription du nouvel acquéreur sur les livres de la société. Mais, sauf de très rares exceptions, la société ne prévoit pas de clause soumettant à son agrément les nouveaux associés (1).

Ainsi donc, il serait facile de devenir l'actionnaire d'une société. Or, en achetant beaucoup de ces actions, on peut imposer sa volonté au sein des assemblées générales. Des tierces personnes seraient capables, par ce moyen, d'imprimer leurs directives à la société en faisant nommer, comme administrateurs, des personnes de leur choix. On conçoit bien que, dans ces conditions, la société serait à la merci de celui qui, grâce à ses moyens financiers, pourrait acheter un nombre important d'actions.

(1) Des clauses de ce genre existent pour la Société des Laiteries Maggi, pour les Grands Magasins du Bon Marché, etc.

On a voulu que dans les sociétés à responsabilité limitée, les associés, qui sont très souvent les fondateurs de la société, ne soient pas évincés par des tiers. Pour ce faire, il a fallu rendre la cession des parts très difficile. Celle-ci ne peut avoir lieu que si elle a reçu l'agrément de la « majorité des associés, représentant au moins les trois quarts du capital social ». (Article 22 de la loi du 7 mars 1925).

N'empêche que cette restriction à la négociation est un gros inconvénient pour les associés qui, pour des raisons diverses, voudraient faire argent de leurs parts.

II. POSSIBILITÉ POUR LES FONDATEURS DE GARDER LA MAÎTRISE DE L'AFFAIRE

Une autre raison pour laquelle on a restreint la négociation des parts dans les sociétés à responsabilité limitée, tient au fait que l'on désire que les maîtres de l'affaire, ceux qui l'ont créée, continuent à la diriger. Si les parts pouvaient être cédées facilement, les personnes étrangères à la société pourraient s'en procurer un nombre suffisant, représentant, par exemple, les trois quarts du capital. Elles pourraient même les distribuer entre plusieurs personnes pour disposer de cette manière de la majorité des voix. Or, ayant la majorité des voix et les trois quarts du capital de la société, elles la dirigeraient à leur gré et pourraient, s'il leur plaisait, en évincer celui ou ceux qui l'ont fondée. Cela est vrai malgré les dispositions de l'article 24 de la loi du 7 mars 1925, aux termes duquel « les gérants nommés par l'acte de société ou par un acte postérieur ne sont révoqués que pour des causes légitimes ». En effet, on pourra révoquer le gérant sous prétexte qu'il y a cause légitime. Celui-ci sera obligé de quitter la société, et s'il peut démontrer, devant les tribunaux qu'il a été révoqué sans cause légitime, tout ce qu'on pourra lui accorder, ce sera des dommages-intérêts. Il n'en sera pas moins vrai qu'il aura été évincé de la société qu'il avait fondée.

III. EMPÊCHEMENT DE LA SPÉCULATION SUR LES TITRES

Enfin, une troisième raison de la restriction à la négociabilité tient au fait qu'on a voulu éviter la spéculation sur les titres des sociétés à responsabilité limitée.

Nous devons faire remarquer tout de suite, qu'en fait, les parts des associés dans ce genre de société, ne sont pas repré-

sentées par des titres. Tout au plus peut-on leur délivrer des certificats non négociables. Mais si, au lieu de cela, on leur avait remis des titres négociables, à l'instar des actions, rien n'aurait empêché qu'ils ne fussent, comme ces dernières, l'objet de la spéculation.

§ III

CREDIT DISCUTE

Le crédit d'une affaire est, en raison de plusieurs éléments fort divers, de sorte qu'on ne peut pas dire, d'une façon générale, qu'il suffit de revêtir telle forme de société, pour jouir d'un grand crédit, ou telle autre, pour ne pas en avoir. Quoi qu'il en soit, c'est un fait qu'en France, où les sociétés à responsabilité limitée sont de date récente, leur crédit n'est pas très grand.

Nous lisons à ce sujet, dans le rapport présenté au nom de la commission de la société d'études législatives chargée d'examiner les modifications à apporter à la loi du 7 mars 1925, qui a institué les sociétés à responsabilité limitée (1), les lignes suivantes :

« On doit noter l'habitude prise par de nombreuses banques
« d'exiger des gérants des sociétés à responsabilité limitée
« qu'ils se portent personnellement caution solidaire de la
« société... »

Par conséquent, les banques préfèrent au crédit de la société à responsabilité limitée le crédit du gérant indéfiniment responsable sur ses biens personnels.

Cette pratique est, du reste, enseignée par certains auteurs (2).

Pourtant, on ne comprend pas pourquoi le crédit d'une société anonyme serait plus grand que celui d'une société à responsabilité limitée ayant le même capital. C'est le contraire qui devrait avoir lieu. En effet, dans les sociétés par actions, il est possible que le quart seul du capital soit versé, alors que, dans les sociétés à responsabilité limitée, toutes les parts doivent être intégralement libérées dès la formation de la société.

En seconde ligne, dans les sociétés par actions, si les apports ont été ratifiés par l'assemblée des actionnaires, ceux-ci, pas plus que les fondateurs de la société, n'encourent plus aucune responsabilité de ce fait, sauf le cas de dol et de fraude.

(1) Voir Bulletin de la Société d'Etudes Législatives 1927 pages 235 et suiv.

(2) Voir à ce sujet l'article précité de M. Valéry.

Mieux que cela, aux termes de l'article 4, dernier alinéa, de la loi du 24 juillet 1867, sur les sociétés par actions « les dispositions du présent article relatives à la vérification de l'apport qui ne consiste pas en numéraire, ne sont pas applicables au cas où la société à laquelle est fait ledit apport est formée entre ceux seulement qui en étaient propriétaires par indivis. »

A la faveur de ces dispositions, des gens de mauvaise foi pourraient fonder entre eux une société, attribuer à l'apport commun une somme bien plus élevée qu'il n'aurait en réalité et procéder à une augmentation de capital, en plaçant les titres dans le public. La société posséderait ainsi un capital nominal supérieur à son capital réel du fait de la majoration des apports.

Cette majoration des apports est plus difficile à faire dans les sociétés à responsabilité limitée, étant donné l'article 8 de la loi du 7 mars 1925, en vertu duquel « les associés sont solidairement responsables vis-à-vis des tiers de la valeur attribuée au moment de la constitution de la société aux apports en nature. »

Cette responsabilité solidaire, qui pèse même sur les associés n'ayant pas fait des apports en nature, aura pour effet que ceux-ci veilleront à ce qu'on ne les majore pas.

Une autre raison qui devrait militer en faveur du crédit des sociétés à responsabilité limitée, c'est que dans celles-ci, le ou les gérants peuvent être nommés à vie et sont difficilement révocables. Par conséquent, la société présente une certaine continuité dans sa direction, et lorsque l'on traite avec elle dans la personne de son gérant, on est assuré, tout au moins jusqu'à un certain point, de le retrouver à la tête de l'affaire.

Cette continuité dans la direction n'est pas aussi bien établie dans les sociétés par actions où les administrateurs ne peuvent être élus que pour six ans, où ils peuvent être révoqués même avant, étant donné qu'ils sont révocables *ad nutum*.

On a prétendu, pour justifier le manque de confiance dans les sociétés à responsabilité limitée, que celles-ci présentaient le plus grand nombre de faillites.

Cela est en effet vrai pour l'Allemagne où 55 % des faillites des sociétés de commerce sont des faillites de sociétés à responsabilité limitée (1).

Pour ce qui concerne la France, il n'en est pas de même :

« Il suffit pour mesurer toute l'exagération des critiques qui ont été formulées contre la société à responsabilité limitée, de

(1) Voir à ce sujet Lescot : « Le projet de loi tendant à introduire dans la législation française les Sociétés à responsabilité limitée. » *Revue des Sociétés* 1924, pages 283 et suiv.

« relever le nombre extrêmement réduit des faillites qui ont été
« prononcées par les tribunaux de commerce, encore qu'on ne
« puisse évidemment tirer que des conclusions très prudentes
« des renseignements peu abondants dont nous disposons à
« l'heure actuelle. En dépit des difficultés inhérentes à la pé-
« riode de crise que nous traversons, difficultés qui atteignent
« d'une façon particulièrement grave les entreprises de faible
« ou de moyenne importance, le nombre des sociétés à responsa-
« bilité limitée déclarées en état de faillite ou de liquidation ju-
« diciaire, est bien moins important qu'on ne le prétend volon-
« tiers. C'est ainsi qu'au cours de l'année 1926, pour un total de
« 1.973 sociétés à responsabilité limitée existant dans le départe-
« ment de la Seine, 10 seulement, au dire du président du Tri-
« bunal de commerce de la Seine, lui-même, ont été déclarées
« en faillite; pendant les cinq premiers mois de l'année 1927, le
« nombre des jugements de cette nature, intervenus dans toute
« la France, n'a pas été supérieur à 18, dont 10 pour le seul dé-
« partement de la Seine, 5 pour les trois départements recou-
« vrés, tandis que 11 sociétés à responsabilité limitée étaient
« déclarées en état de liquidation judiciaire. » (1 et 2).

Il faut en conclure que c'est à tort qu'on manque de confiance dans les sociétés à responsabilité limitée, uniquement parce qu'elles ont revêtu cette forme.

Il faut, toutefois, croire que les avantages des sociétés à responsabilité limitée l'emportent sur leurs inconvénients. En effet, en juillet 1921, il y avait en Allemagne 44.000 sociétés à responsabilité limitée contre 6.000 sociétés anonymes.

En Angleterre, sur 75.000 compagnies, 58.000 sont des compagnies privées. Plus des trois quarts des compagnies anglaises existantes, revêtent la forme privée, c'est-à-dire à responsabilité limitée, et les neuf dixièmes des compagnies nouvelles adoptent cette forme (3).

En France, « depuis son vote, la loi du 7 mars 1925 a reçu
« de nombreuses applications. Dans le seul département de la
« Seine, le nombre des constitutions des sociétés à responsabilité
« limitée s'est élevé à 365 en 1925 et à 1.617 en 1926, soit une
« proportion de 8,25 % et de 36 % par rapport au nombre total

(1) Rapport précité de M. Drouets.

(2) A Strasbourg, cependant, les statistiques démontrent, au cours des deux dernières années, que, sur cinq faillites déclarées, il y a une société à responsabilité limitée.

(3) Troullier : Les sociétés à responsabilité limitée. Rev. des Soc. 1922, pages 500 et suiv.

« des sociétés de commerce formées pendant ces mêmes années » (1).

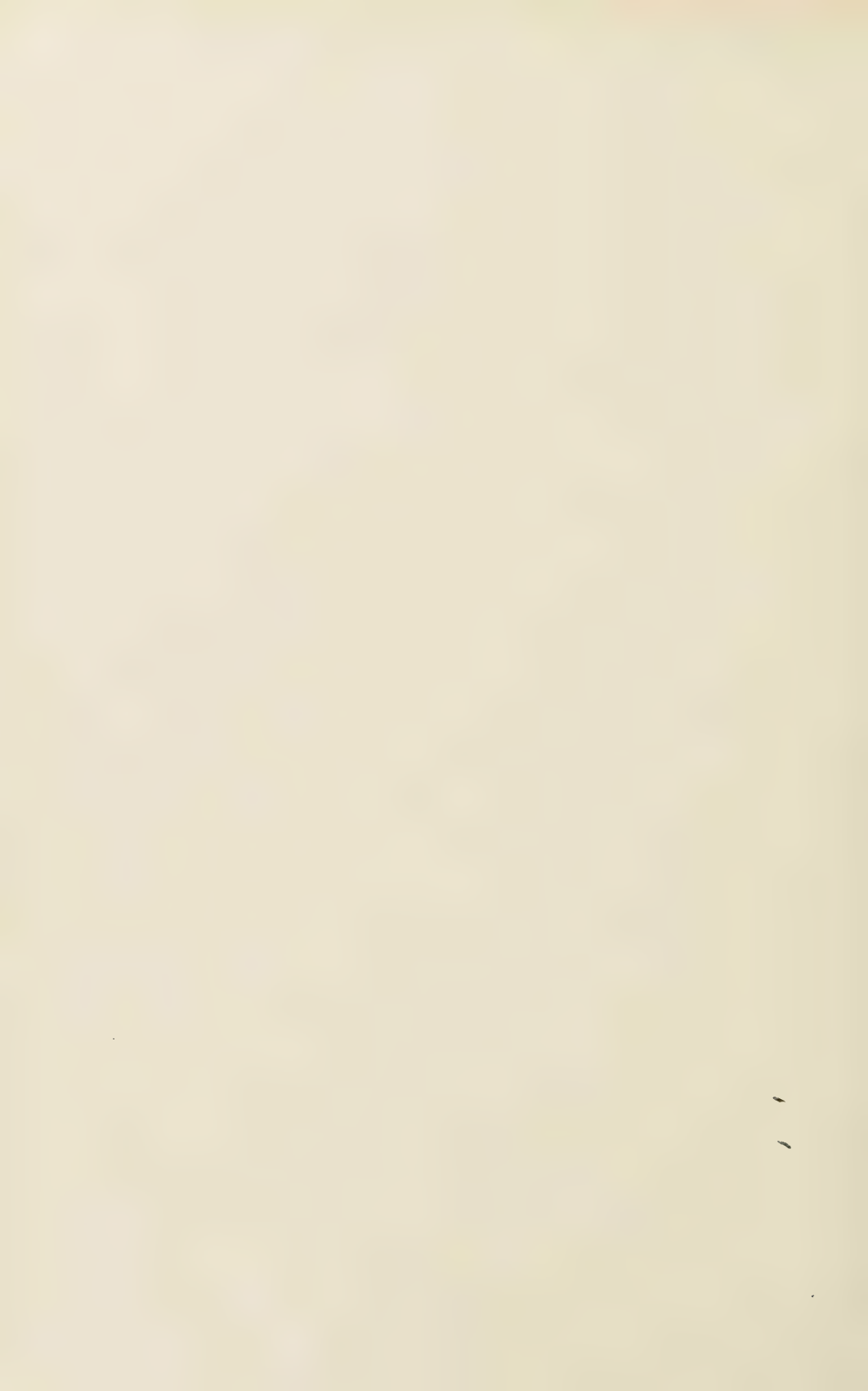
Au cours de l'année 1927, 2.570 sociétés à responsabilité limitée ont été constituées dans le seul département de la Seine, alors que seulement 838 sociétés en nom collectif, 103 en commandite ou à capital variable et 1.230 sociétés anonymes ont été créées (2).

Nous avons donné dans les lignes qui précèdent une idée générale de quelques-uns des avantages et des inconvénients communs aux sociétés à responsabilité limitée.

Nous examinerons, à présent, la loi du 7 mars 1925, ses avantages et ses inconvénients.

(1) Voir le rapport précité de M. Drouets.

(2) Trib. de Com. de la Seine (audience solennelle du 25 janvier 1928).
V. Gaz Pal n° du 27 janvier 1928.



CHAPITRE II

La loi du 7 mars 1925

PREMIÈRE SECTION

HISTORIQUE DE LA LOI DU 7 MARS 1925

La loi dont il s'agit a été rendue nécessaire, ainsi que nous l'avons dit dans l'introduction, aussi bien parce qu'elle présentait des avantages appréciables que parce qu'elle se trouvait déjà dans l'Alsace et la Lorraine. Voici ce qu'en dit, à ce sujet, M. Maurice Garçon, dans son article intitulé : « Les sociétés à responsabilité limitée », publié dans *L'Economiste Français* du 11 août 1925 :

« Les causes profondes de la réforme sont beaucoup plus anciennes que le retour de nos deux provinces. »

Voici également l'opinion de M. Chéron (1) :

« Ce qui a fait éclore en France la loi du 7 mars 1925, ce n'est pas tant les réclamations du commerce français que l'existence en Alsace et en Lorraine d'un type allemand de société inconnue en France, très apprécié des Alsaciens, et que le gouvernement a voulu, pour cette raison, non seulement conserver dans les provinces recouvrées, mais encore propager dans les autres parties de la France. »

Une commission a été chargée de préparer l'introduction des lois commerciales françaises en Alsace et en Lorraine.

Elle était composée, entre autres, de MM. Bourcart et Percrou.

La commission avait reconnu qu'il y avait lieu de prendre plusieurs décisions, dont la première était de « maintenir défi-

(1) « La Société à responsabilité limitée en droit allemand et en droit français ». *Annales de droit commercial* 1925, p. 209 et suiv.

nitivement dans leur ensemble et d'introduire dans la législation française certaines institutions », par exemple, la société à responsabilité limitée. « G. m. b. H. » (1).

Deux députés, MM. Marc Réville et Leredu, déposèrent, en janvier 1919, une proposition de loi. Celle-ci n'était que la traduction de la loi allemande de 1892.

Le 23 janvier 1920, MM. Maillard et Bureau soumirent à la Chambre un autre texte.

Enfin, le gouvernement déposa un projet le 16 mars 1920.

Le rapport Manceau fut déposé le 16 novembre 1921 et fut adopté par la Chambre le 10 juillet 1923.

Il fut ratifié par le Sénat le 17 février 1925, après le dépôt du rapport Chapsal.

La société à responsabilité limitée créée par la loi du 7 mars 1925 est nouvelle dans la législation française.

Il ne faudrait pas la confondre avec une autre société qui portait le même nom et qui avait été créée par la loi du 23 mai 1863.

Cette loi, qui avait été abrogée par la loi du 24 juillet 1867, avait institué des sociétés qui portaient le nom de sociétés à responsabilité limitée mais qui n'étaient, en réalité, que des sociétés anonymes ayant au plus 20 millions de francs de capital et qui pouvaient se fonder sans avoir besoin de l'autorisation gouvernementale (2).

Nous allons, à présent, donner le texte de la loi du 7 mars 1925 et de celles qui ont été publiées depuis, afin de la compléter.

(1) Voir à ce sujet les articles précités de MM. Bourcart et Percerou : « L'introduction en Alsace-Lorraine des lois commerciales françaises ».

On trouvera même un projet de texte, rédigé par M. Percerou, qui était intéressant, entre autres parce que quelques-uns des articles du projet sont mieux rédigés que ne l'est la loi du 7 mars 1925.

(2) Voir à ce sujet l'article de M. Percerou : « La Société à responsabilité limitée ». Annales de droit commercial 1925, pages 91 et suiv. et op. cit. appendice n° 2.

DEUXIÈME SECTION

§ I

Texte de la loi du 7 mars 1925 tendant à instituer des sociétés à responsabilité limitée (J. Off. du 8 mars 1925.)

Article premier. — Il peut être formé, en dehors des sociétés anonymes, qui sont et demeurent soumises à la législation sur les sociétés anonymes, des sociétés dans lesquelles aucun des associés n'est tenu au delà de sa mise.

Ces sociétés portent le titre de sociétés à responsabilité limitée et sont soumises aux dispositions suivantes :

Art. 2. — Elles peuvent être constituées pour un objet quelconque.

Toutefois, les sociétés d'assurances, de capitalisation et d'épargne ne peuvent adopter cette forme.

Art. 3. — Quel que soit leur objet, les sociétés à responsabilité limitée sont commerciales et soumises aux lois et usages du commerce.

Art. 4. — Elles sont constatées soit par acte devant notaire, soit par acte sous seings privés.

Si l'acte est sous seings privés, il en est dressé autant d'originaux qu'il est nécessaire pour que l'un reste déposé au siège social, et les autres à l'appui des diverses formalités requises.

Tous les associés doivent intervenir à l'acte, en personne ou par des mandataires justifiant d'un pouvoir spécial.

Il est interdit à la société d'émettre pour son propre compte, par souscription publique, des valeurs mobilières quelconques.

Art. 5. — Le nombre des associés n'est pas limité. Il peut être de deux seulement.

Art. 6. — Le capital social doit être de 25.000 francs au moins. Il ne peut être réduit au-dessous de ce chiffre.

Il se divise en parts sociales de 100 francs ou de multiples de 100 francs.

Art. 7. — Les sociétés à responsabilité limitée ne peuvent être définitivement constituées qu'après que toutes les parts ont

été réparties entre les associés dans l'acte de société et qu'elles ont été libérées intégralement.

Les parts sociales correspondant en tout ou en partie à des apports en nature doivent toujours être entièrement libérées au moment de la constitution de la société.

Les fondateurs doivent déclarer expressément dans l'acte de société que ces conditions sont remplies.

Art. 8. — L'acte de société doit contenir l'évaluation des apports en nature. Les associés sont solidairement responsables vis-à-vis des tiers de la valeur attribuée au moment de la constitution de la société aux apports en nature.

L'action en responsabilité résultant des dispositions du paragraphe précédent se prescrit par dix ans, à partir de la constitution de la société.

Art. 9. — Est nulle et de nul effet à l'égard des intéressés, toute société à responsabilité limitée constituée contrairement aux prescriptions des articles 2, 4, 5, 6, 7 et 8.

La nullité ne peut être opposée aux tiers par les associés.

Art. 10. — Lorsque la nullité de la société a été prononcée aux termes de l'article précédent, les associés auxquels la nullité est imputable sont responsables, envers les autres et envers les tiers, solidairement entre eux et avec les premiers gérants, du dommage résultant de cette annulation.

Les actions en nullité et en responsabilité se prescrivent par dix ans.

Art. 11. — La société à responsabilité limitée est, soit qualifiée par la désignation de l'objet de son entreprise, soit désignée sous une raison sociale comprenant les noms d'un ou de plusieurs associés.

Art. 12. — Dans le mois de la constitution de la société, une expédition de l'acte constitutif, s'il est notarié, ou un original, s'il est sous seings privés, est déposé aux greffes de la justice de paix et du tribunal de commerce du lieu dans lequel est établie la société.

Art. 13. — Dans le même délai d'un mois, un extrait de l'acte constitutif est publié dans un des journaux pouvant recevoir des annonces légales.

Il sera justifié de l'insertion par un exemplaire du journal, certifié par l'imprimeur, légalisé par le maire et enregistré dans les trois mois de sa date.

Les formalités prescrites par l'article précédent et par le

présent article seront observées, à peine de nullité à l'égard des intéressés; mais le défaut d'aucune d'elles ne pourra être opposé aux tiers par les associés.

Art. 14. — L'extrait doit indiquer : que la société est à responsabilité limitée ; son objet ; les noms des associés ; la raison sociale ou la dénomination adoptée par la société et le siège social; les personnes autorisées à gérer, administrer et signer pour la société ; le montant du capital social ; l'espèce et la valeur des apports en nature; la clause qui attribue des intérêts aux associés, même en l'absence de bénéfices dans les termes de l'art. 34; l'époque où la société commence; celle où elle doit finir et la date du dépôt aux greffes de la justice de paix et du tribunal de commerce.

Art. 15. — Si la société a plusieurs établissements ou succursales situés dans divers arrondissements, le dépôt prescrit par l'article 12 et la publication prescrite par l'article 13 ont lieu dans chacun des arrondissements où existent ces établissements ou succursales.

Dans les villes divisées en plusieurs arrondissements, le dépôt sera fait seulement au greffe de la justice de paix du principal établissement.

Art. 16. — L'extrait est signé par le notaire qui a reçu l'acte de société, ou si cet acte est sous seings privés, par un des associés investi à cet effet d'un pouvoir spécial.

Art. 17. — Sont soumis aux formalités et aux sanctions prescrites par les articles 12 et 13, tous actes et délibérations ayant pour objet la modification des statuts et tout changement d'associé.

Art. 18. — Dans tous les actes, factures, annonces, publications ou autres documents émanés de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie immédiatement des mots, écrits visiblement et en toutes lettres « Société à responsabilité limitée » et de l'énonciation du montant du capital social.

Toute contravention aux dispositions qui précèdent est punie d'une amende de 50 à 1.000 francs.

Art. 19. — Toute personne a le droit de prendre communication des pièces déposées aux greffes de la justice de paix et du tribunal de commerce ou même de s'en faire délivrer, à ses frais, des expéditions ou extraits par le greffier.

Art. 20. — La société doit être immatriculée dans le registre du commerce, créé par la loi du 18 mars 1919, dans le délai et sous les sanctions déterminés par cette loi.

La déclaration à faire au greffier, conformément à l'article 6 de cette loi, doit contenir, outre les mentions prescrites par cet article, les noms et prénoms des associés, la date et le lieu de naissance, la nationalité de chacun d'eux avec toutes les indications prescrites par l'article 4, 4°, de ladite loi.

Les mentions indiquées dans l'article 7 de la loi du 18 mars 1919 doivent également être inscrites au registre du commerce.

La société devra aussi être inscrite dans le registre central du commerce, conformément à l'article 10 de ladite loi.

Art. 21. — Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables, nominatifs, au porteur ou à ordre, elles ne peuvent être cédées que conformément aux dispositions des articles ci-après.

Art. 22. — Les parts sociales ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 23. — Les cessions de parts sociales doivent être constatées par un acte notarié ou sous seings privés. Elles ne sont opposables à la société et aux tiers qu'après qu'elles ont été signifiées à la société ou acceptées par elle dans un acte notarié, conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Art. 24. — Les sociétés à responsabilité limitée sont gérées par un ou plusieurs mandataires, associés ou non associés, salariés ou gratuits.

Ils sont nommés par les associés, soit dans l'acte de société, soit dans un acte postérieur, pour un temps limité ou sans limitation de durée. Sauf stipulation contraire des statuts, ils ont tous les pouvoirs pour agir au nom de la société, en toutes circonstances; toute limitation contractuelle des pouvoirs des gérants est sans effet à l'égard des tiers.

Les gérants nommés par l'acte de société ou par un acte postérieur ne sont révocables que pour des causes légitimes.

Art. 25. — Les gérants sont responsables, conformément aux règles du droit commun, individuellement ou solidairement, suivant les cas, envers la société et envers les tiers, soit des infractions aux dispositions de la présente loi, soit des violations des statuts, soit des fautes commises par eux dans leur gestion.

Art. 26. — Les décisions des associés sont prises en assemblée.

Toutefois, la tenue d'une assemblée n'est pas nécessaire quand le nombre des associés n'est pas supérieur à vingt. Dans ce cas, chaque associé recevra le texte des résolutions ou décisions à prendre, expressément formulées et émettra son vote par écrit.

Art. 27. — Aucune décision n'est valablement prise dans les deux cas prévus par l'article précédent qu'autant qu'elle a été adoptée par des associés représentant plus de la moitié du capital social. Sauf stipulation contraire dans les statuts, si ce chiffre n'est pas atteint à la première consultation, les associés sont convoqués une seconde fois par lettres recommandées, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

Art. 28. — Nonobstant toute clause contraire de l'acte de société, tout associé peut prendre part aux décisions. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre des parts sociales qu'il possède.

Art. 29. — Dans les sociétés comptant plus de vingt associés, il doit être tenu, chaque année, au moins, une assemblée générale à l'époque fixée par les statuts.

D'autres assemblées peuvent toujours être convoquées par le ou les gérants, à leur défaut, par le conseil de surveillance, s'il en existe un, et, à défaut de celui-ci, par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Art. 30. — Tout associé peut, par lui, ou par un fondé de pouvoir, prendre, au siège social, communication de l'inventaire, du bilan et du rapport du conseil de surveillance, constitué conformément à l'article 32.

Dans les sociétés de plus de vingt membres, cette communication ne sera permise que pendant les quinze jours qui précéderont cette assemblée générale.

Art. 31. — Les associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la société. Toutes autres modifications dans les statuts, sauf stipulation contraire, sont décidées à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social. Toutefois, dans aucun cas la majorité ne peut obliger un des associés à augmenter sa part sociale.

Art. 32. — Dans toute société à responsabilité limitée comprenant plus de vingt associés, est établi un conseil de surveillance composé de trois associés au moins.

Ce conseil est nommé dans l'acte de société. Il est soumis à la réélection aux époques déterminées par les statuts. Les pouvoirs du conseil de surveillance sont déterminés par l'art. 10, alinéas 1 et 2, de la loi du 24 juillet 1867.

Les membres de ce conseil n'encourent aucune responsabilité à raison des actes des gérants et de leurs résultats.

Chaque membre du conseil de surveillance est responsable, soit envers la société, soit envers les tiers, de ses fautes personnelles dans l'exécution de son mandat.

Art. 33. — Il est fait annuellement sur les bénéfices un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un fonds de réserve.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint un dixième du capital social.

Art. 34. — Il peut être stipulé dans l'acte de société, mais seulement pour la période de temps nécessaire à l'exécution des travaux qui, d'après l'objet de la société, doivent précéder le commencement de ses opérations, que les associés auront droit à des intérêts à un taux déterminé, même en l'absence de bénéfices. L'acte de société détermine cette période.

Cette clause doit, à peine de nullité, être insérée dans l'extrait de l'acte de société publié dans un journal d'annonces légales en vertu de l'article 13.

Le montant des intérêts ainsi payés doit être compris parmi les frais de premier établissement et réparti avec ces frais, suivant le mode et dans le délai que doivent fixer les statuts, sur les années qui présenteront des bénéfices.

Art. 35. — La répétition des dividendes ne correspondant pas à des bénéfices réellement acquis, est admise contre les associés qui les ont reçus.

L'action en répétition se prescrit par cinq ans, à partir du jour fixé pour la distribution des dividendes.

Art. 36. — La société n'est point dissoute par l'interdiction, la faillite, la déconfiture ou la mort d'un des associés, sauf en ce dernier cas, stipulation contraire des statuts.

Art. 37. — Sont punis d'une amende de 500 à 10.000 francs et d'un emprisonnement de quinze jours à six mois, ou de l'une de ces peines seulement :

Les fondateurs qui ont fait dans l'acte de société une déclaration fautive concernant la répartition des parts sociales entre tous les associés ou la libération des associés.

Les gérants qui, directement ou par personne interposée, ont

ouvert une souscription publique à des valeurs mobilières quelconques pour le compte de la société.

Art. 38. — Sont punis des peines portées par l'art. 405 du Code Pénal, sans préjudice de l'application de cet article, à tous les faits constitutifs du délit d'escroquerie :

Ceux qui ont, à l'aide de manœuvres frauduleuses, fait attribuer à un apport en nature une évaluation supérieure à sa valeur réelle.

Les gérants qui, en l'absence d'inventaires ou au moyen d'inventaires frauduleux, ont opéré entre les associés la répartition de dividendes fictifs.

Art. 39. — L'article 463 du Code Pénal est applicable à tous les délits prévus par les dispositions de la présente loi.

Art. 40. — Il peut être stipulé dans les statuts des sociétés à responsabilité limitée que le capital social sera susceptible d'augmentation par des versements successifs faits par les associés ou l'admission d'associés nouveaux, et de diminution par la reprise totale ou partielle des apports effectués.

Les sociétés dont les statuts renferment la stipulation ci-dessus sont soumises, indépendamment des règles contenues dans la présente loi, aux dispositions de la loi du 24 juillet 1867, relatives aux sociétés à capital variable (art. 48 à 54).

Art. 41. — Les sociétés en nom collectif ou en commandite et les sociétés anonymes constituées antérieurement ou postérieurement à la présente loi, peuvent se transformer en sociétés à responsabilité limitée, sous réserve des droits des tiers.

Sous la même réserve, les sociétés à responsabilité limitée constituées conformément à la présente loi, pourront se transformer en sociétés anonymes.

Art. 42. — L'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, édité par l'art. 1^{er} de la loi du 29 juin 1872 et l'art. 31 de la loi du 29 mars 1914 et par l'art. 50 de la loi du 25 juin 1920 ne s'applique pas, dans les sociétés prévues par la présente loi, aux dividendes, intérêts, arrérages et autres produits revenant aux gérants, prévus à l'art. 24 de la présente loi.

Ces sociétés sont assujetties aux communications prescrites par les articles 16 et 28 de la loi du 5 juin 1850, 22 de la loi du 23 août 1871 et 7 de la loi du 21 juin 1875, sous les sanctions édictées tant par ces lois que par l'art. 5 de la loi du 17 avril 1906.

Art. 43. — Les dispositions de la présente loi sont applicables à l'Algérie et aux colonies.

§ II

Texte de la loi du 10 février 1926 concernant le régime des Sociétés à Responsabilité limitée dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.

Article premier. — L'art. 5, alinéa 8 de la loi du 1^{er} juin 1924, portant introduction de la législation commerciale française dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, relatif à la loi du 29 avril 1892, révisée le 20 mai 1898, sur les sociétés à responsabilité limitée, est abrogé. Les dispositions de la loi du 7 mars 1925 sur les sociétés à responsabilité limitée sont applicables à ces départements, sous réserve des dispositions des art. 19, 20 et 21 de la loi du 1^{er} juin 1924 visée ci-dessus.

Art. 2. — Les sociétés à responsabilité limitée qui se sont constituées sous l'empire de la législation locale, seront régies par la loi française, un an au plus tard après la mise en vigueur de la présente loi. A cet effet, elles devront, dans le délai ci-dessus, modifier leurs statuts pour les mettre en harmonie avec la loi française et déterminer la date à laquelle elles entendent se soumettre à cette loi.

Faute d'avoir opéré cette transformation dans ledit délai, elles seront de plein droit soumises aux règles correspondantes de la loi française, et les dispositions de leurs statuts, incompatibles avec cette loi, seront réputées sans valeur, sous réserve, toutefois, des dispositions de l'article 3 ci-après.

Les transformations prévues par le présent article ne donneront pas lieu, par elles-mêmes, à la perception de droits fiscaux.

Toute transformation de société en vue de l'application de la présente loi, pourra être votée à la majorité simple, nonobstant toute disposition contraire.

Les droits et obligations des tiers vis-à-vis de toute société transformée en exécution de la présente loi ne seront pas modifiés.

Art. 3. — Les dispositions des articles 2, 4, 5, 6, 7 et 8 de la loi du 7 mars 1925 et les nullités édictées par l'art. 9 de cette loi, ne sont applicables aux sociétés valablement constituées d'après la loi locale que du jour de la mise en vigueur de la présente loi et pour des faits postérieurs à cette date.

Tout membre d'une société à responsabilité limitée, constituée conformément à la législation locale dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, devra avoir achevé le versement intégral de son apport dans le délai de deux ans, à

courir de la mise en vigueur de la présente loi. Faute de ce versement, les tiers intéressés pourront demander la dissolution et la liquidation de la société. Les sociétés soumises aux règles de la loi française seront tenues de mentionner, dans les documents visés à l'article 18 de la loi du 7 mars 1925, la fraction du capital restant à verser.

Art. 4. — Les actes et délibérations antérieurs à l'entrée en vigueur de la loi française et déjà publiés suivant le droit local, seront dispensés des formalités prévues par les art. 12 à 17 et 34 de la loi du 7 mars 1925.

Art. 5. — Dans les cas où la loi française prévoit qu'un délai doit courir à partir de la constitution de la société, ce délai, pour les sociétés déjà constituées conformément au droit local, courra du jour où elles seront régies par la loi française.

§ III

Texte de la loi du 3 mai 1928, prorogeant les délais précédemment impartis aux sociétés commerciales des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle pour se conformer à la législation française (J. Off. du 5 mai 1928).

Article premier. — Le délai prévu à l'article 42, alinéa premier, de la loi du 1^{er} juin 1924 portant introduction des lois commerciales françaises dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle n'expirera qu'à la fin du sixième mois qui suivra celui où sera promulguée la présente loi.

Art. 2. — Est prorogé jusqu'à la date fixée par l'article 1^{er} le délai pendant lequel les sociétés commerciales qui étaient auparavant régies par la loi locale, pourront transformer leurs statuts, conformément à l'article 39, alinéas 2 et 4 de la même loi du 1^{er} juin 1924, sans que ces transformations donnent lieu par elles-mêmes à la perception des droits fiscaux.

Art. 3. — Jusqu'à l'expiration du même délai, les sociétés en nom collectif et les sociétés en commandite simple constituées sans acte écrit dans les trois départements, avant le 1^{er} janvier 1925, pourront dresser l'acte prévu par l'article 39 du Code de commerce en bénéficiant de l'exemption de droits fiscaux, admise par l'article 39, alinéa 5 de la loi susmentionnée, du 1^{er} juin 1924.

Art. 4. — Les sociétés à responsabilité limitée constituées sous l'empire de la législation locale, bénéficieront, pendant le même délai, des dispositions prévues par les alinéas 3 et 4 de l'article 2 de la loi du 10 février 1926.

Art. 5. — Les droits fiscaux, perçus contrairement aux articles 2, 3 et 4 ci-dessus, seront restitués.

§ IV

Texte de la loi du 13 janvier 1927, fixant les conditions d'application aux Colonies de la loi du 7 mars 1925 relative aux sociétés à responsabilité limitée. (J. Off. du 19 janvier 1927).

Article unique. — L'article 43 de la loi du 7 mars 1925, tendant à instituer des sociétés à responsabilité limitée, est complété par les dispositions suivantes :

« Des règlements d'administration publique détermineront, en ce qui concerne les colonies, les conditions de cette application. »

TROISIÈME SECTION

AVANTAGES DE LA LOI DU 7 MARS 1925

Nous passerons ci-dessous en revue les avantages principaux de la loi du 7 mars 1925.

§ I

RESPONSABILITÉ LIMITÉE AUX APPORTS

Cet avantage, que nous considérons comme étant le plus important des sociétés à responsabilité limitée, est énoncé par l'article I de la loi dont il s'agit, qui est conçu en ces termes :

« Il peut être formé, en dehors des sociétés anonymes qui

« sont et demeurent soumises à la législation sur les sociétés
« anonymes, des sociétés dans lesquelles aucun des associés n'est
« tenu au delà de sa mise. »

Nous avons donné plus haut les raisons pour lesquelles on a cru bon de fonder des sociétés à responsabilité limitée, et nous avons essayé de justifier la faveur faite aux associés de limiter le risque à leurs apports.

Nous avons expliqué qu'en réalité, ce risque n'est pas limité dans tous les cas à l'apport et que pour ce qui concerne la loi du 7 mars 1925, vu les termes de son article 8, qui dispose que « les associés sont solidairement responsables vis-à-vis des tiers de la valeur attribuée au moment de la constitution de la société aux apports en nature », les associés peuvent se trouver responsables de sommes dépassant leurs apports sociaux.

Les associés peuvent également être responsables, en vertu de l'article 10 de la même loi, qui dispose que « lorsque la nullité de la société a été prononcée aux termes de l'article précédent, les associés auxquels la nullité est imputable, sont *responsables* envers les autres et envers les tiers *solidairement* entre eux et avec les premiers gérants du *dommage* résultant de cette annulation. »

Par conséquent, les associés des sociétés créées sous l'empire de la loi du 7 mars 1925, ne sont, en réalité, tenus jusqu'à concurrence de leur mise que si la société a été légalement constituée et si aucune irrégularité n'a pu lui être reprochée.

§ II

MINIMUM D'ASSOCIÉS, DE FORMALITES ET DE FRAIS

Le minimum d'associés est prévu par l'article 5, qui est conçu dans ces termes : « Le nombre des associés n'est pas limité. *Il peut être de deux seulement*. »

Les formalités de constitution sont indiquées dans l'article 4, qui dit que les sociétés « sont constatées soit par acte de *vant notaire*, soit par acte sous seings privés. Si l'acte est sous seings privés, il en est dressé autant d'originaux qu'il est nécessaire pour que l'un reste déposé au siège social et les autres à l'appui des diverses formalités requises. Tous les associés doivent intervenir à l'acte en personne ou par des mandataires justifiant d'un pouvoir spécial. »

L'article 7 dispose que : « les sociétés à responsabilité limitée ne peuvent être définitivement constituées qu'après que

« toutes les parts ont été réparties entre les associés dans l'acte de société et qu'elles ont été libérées intégralement.

« Les parts sociales correspondant en tout ou en partie à des apports en nature doivent toujours être entièrement libérées au moment de la constitution de la société.

« Les fondateurs doivent déclarer expressément dans l'acte de société que ces conditions sont remplies. »

L'article 8 dispose, entre autres, que l'acte de société « doit contenir l'évaluation des apports en nature ».

Aux termes de l'article 12 « dans le mois de la constitution de la société, une expédition de l'acte constitutif, s'il est notarié, ou un original, s'il est sous seings privés, est déposé aux greffes de la justice de paix et du tribunal de commerce du lieu dans lequel est établie la société. »

Article 13 : « Dans le même délai d'un mois, un extrait de l'acte constitutif est publié dans un des journaux pouvant recevoir des annonces légales.

« Il sera justifié de l'insertion par un exemplaire du journal certifié par l'imprimeur, légalisé par le maire et enregistré dans les trois mois de sa date. »

L'article 14 indique ce que doit contenir ledit extrait.

Article 15 : « Si la société a plusieurs établissements ou succursales situés dans divers arrondissements, le dépôt prescrit par l'article 12 et la publication prescrite par l'article 13 ont lieu dans chacun des arrondissements où existent ces établissements ou succursales. »

« Dans les villes divisées en plusieurs arrondissements, le dépôt sera fait seulement au greffe de la justice de paix du principal établissement. »

Article 16 : « L'extrait est signé par le notaire qui a reçu l'acte de société ou, si cet acte est sous seings privés, par un des associés investi à cet effet d'un pouvoir spécial. »

Article 17 : « Sont soumis aux formalités et aux sanctions prescrites par les articles 12 et 13, tous actes et délibérations ayant pour objet la modification des statuts et tout changement d'associé. »

Article 20 : « La société doit être immatriculée dans le registre du commerce créé par la loi du 18 mars 1919 dans le délai et sous les sanctions déterminées par cette loi..

« La société devra aussi être inscrite dans le registre central du commerce, conformément à l'article 10 de ladite loi. »

L'article 20 indique également ce que doit contenir la déclaration à faire au greffier.

Aux termes de l'article 26, « les décisions des associés sont prises en assemblée.

« Toutefois, la tenue d'une assemblée n'est pas nécessaire quand le nombre des associés n'est pas supérieur à vingt. Dans ce cas, chaque associé recevra le texte des résolutions ou décisions à prendre, expressément formulées, et émettra son vote par écrit. »

Article 29 : « Dans les sociétés comptant plus de vingt associés, il doit être tenu, chaque année, au moins, une assemblée générale, à l'époque fixée par les statuts. »

Aux termes de l'article 32 : « Dans toute société à responsabilité limitée comprenant plus de 20 associés, est établi un conseil de surveillance composé de trois associés au moins. »

Ce sont là toutes les formalités prévues pour l'institution et le fonctionnement des sociétés à responsabilité limitée. On se rend compte qu'elles sont des plus réduites, notamment si la société comporte moins de vingt associés.

Il y a toutefois lieu de regretter la disposition de l'article 17 qui soumet aux formalités et aux sanctions prescrites par les articles 12 et 13, tous actes et délibérations ayant pour objet le changement d'un associé.

On en comprendrait la nécessité si cet associé était un des gérants de la société. On n'en voit guère l'utilité si c'est un associé non gérant.

§ III

LE FONDATEUR DE LA SOCIETE PEUT EN GARDER LA DIRECTION.

C'est un avantage que n'ont point les fondateurs des sociétés anonymes qui ne peuvent être nommés que pour 6 ans, qui sont, il est vrai, rééligibles au bout de ce délai, mais qui peuvent être révocables *ad nutum*.

Le fondateur de la société à responsabilité limitée peut en garder la direction pour plusieurs raisons :

1° Parce qu'aux termes de l'article 24 de la loi du 7 mars 1925, les gérants peuvent être nommés pour un temps limité ou *sans limitation de durée*. Ils peuvent donc être nommés à vie ;

2° Parce qu'aux termes du même article « ils ont tous les pouvoirs pour agir au nom de la société, en toutes circonstances » et parce qu'ils « ne sont révocables que pour des causes légitimes » ;

3° Parce qu'aux termes de l'article 22, « les parts sociales ne
« peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec
« le consentement de la majorité des associés représentant au
« moins les trois quarts du capital social. »

Il en résulte que le fondateur de la société qui se ferait nommer son gérant à vie et posséderait les trois quarts du capital social, par lui-même ou par l'intermédiaire de ses amis, pourrait se créer dans la société une situation inexpugnable, aucune décision importante ne pouvant être prise sans son consentement.

§ IV

AVANTAGES FISCAUX

I. — EXEMPTION DU DROIT DE TIMBRE

La société à responsabilité limitée est exemptée du timbre proportionnel sur les titres représentatifs des parts sociales.

On sait que les sociétés par actions sont soumises au timbre au comptant de 2 % lorsque leur durée ne dépasse pas dix ans. Ce droit est de 4 % pour les sociétés dont la durée est supérieure à dix ans. Ce droit peut être remplacé par l'abonnement au timbre qui est de 0 fr. 20 % par an pendant toute la durée de la société sans qu'il y ait à faire une distinction entre les sociétés d'une durée de plus ou de moins de dix ans;.

Le droit de timbre n'étant applicable qu'aux titres négociables, et les parts des associés dans les sociétés à responsabilité limitée n'étant pas négociables, il s'ensuit qu'elles n'ont pas à payer ce droit de timbre. Dès lors, si elles sont créées matériellement et émises, elles ne seront assujetties qu'au timbre de dimension.

II. — EXEMPTION DE L'IMPÔT SUR LE REVENU DES CAPITAUX MOBILIERS SUR LES PRODUITS REVENANT AUX GÉRANTS

Aux termes de l'article 42 de la loi du 7 mars 1925, « l'impôt
« sur le revenu des capitaux mobiliers, édicté par l'article 1^{er} de
« la loi du 29 juin 1872, l'article 31 de la loi du 29 mars 1914 et
« par l'article 50 de la loi du 25 juin 1920, ne s'applique pas dans
« les sociétés prévues par la présente loi aux dividendes, inté-
« rêts, arrérages et autres produits revenant aux gérants, pré-
« vus à l'article 24 de la présente loi. »

Or, pour peu que tous les associés soient gérants — ce qui arrive assez souvent dans les sociétés à responsabilité limitée — aucun d'eux ne paiera la taxe sur le revenu des valeurs mobilières. Etant donné que le taux de cette taxe est actuellement de 18 %, on se rend compte de la faveur fiscale très appréciable qui est faite aux sociétés à responsabilité limitée.

III. — IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

Les sociétés à responsabilité limitée, comme toutes les autres sociétés de commerce, doivent acquitter l'impôt cédulaire sur les bénéfices industriels et commerciaux institué par la loi du 31 juillet 1917. Par cela seul qu'elles sont assujetties à l'impôt cédulaire sur les bénéfices industriels et commerciaux, elles doivent acquitter, en outre, la taxe sur le chiffre d'affaires, instituée par les art. 59 et suivants de la loi du 25 juin 1920. Le taux actuel de cette taxe est, *en principe*, de 2 %.

Cette solution ne fait pas de doute pour les sociétés à responsabilité limitée, dont l'objet consiste à faire des actes ayant le caractère d'actes de commerce. Quant aux sociétés ayant un objet civil, elles doivent être dispensées de l'acquittement de ces deux impôts malgré les termes de l'article 3 de la loi du 7 mars 1925.

En effet, aux termes de l'art. 59 de la loi du 25 juin 1920, sont soumises à la taxe sur le chiffre d'affaires les personnes qui « *accomplissent des actes* relevant des professions assujetties à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. » Par conséquent, il faut considérer la nature des opérations accomplies (1).

Alors que les commerçants seuls ou les associés en nom collectif n'ont pas le droit de s'accorder des appointements, leurs prélèvements devant être réintégrés dans les bénéfices, pour le calcul de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, les gérants des sociétés à responsabilité limitée peuvent, en l'état actuel du droit fiscal, avoir des appointements dont le chiffre vient en déduction du bénéfice imposable de la société.

Le taux de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux étant actuellement de 15 % l'an, si les bénéfices dépassent 50.000 francs par an, c'est une économie de 15 % calculée sur le chiffre des appointements des gérants, que réalisent, de ce chef, les sociétés à responsabilité limitée.

(1) Dans ce sens : Drouets : « *Traité théorique et pratique des sociétés à responsabilité limitée* », 2^e éd. numéros 533, 534, 537.

Il est bien entendu que les gérants auront à payer sur leurs appointements l'impôt de 12 % sur les salaires. Toutefois, cet impôt permet des abattements à la base et des dégrèvements pour chargés de famille, abattements et dégrèvements qui n'existent pas pour l'impôt sur les bénéfices industriels. Enfin, l'impôt sur les salaires n'est que de 12 %, alors que celui sur les bénéfices commerciaux est de 15 %.

Il convient, d'ailleurs, d'ajouter que, d'après le projet de loi budgétaire de 1929, qui a été présenté tout dernièrement, la société à responsabilité limitée ne bénéficierait plus de cet avantage; les salaires des associés gérants des sociétés à responsabilité limitée seront soumis à l'impôt sur les bénéfices commerciaux.

IV. — PATENTE

On sait que la patente se compose d'un droit fixe et d'un droit proportionnel.

Or, le droit proportionnel est établi sur la valeur locative aussi bien des locaux occupés par la société que de ceux occupés par le commerçant seul ou par les commerçants réunis en société à nom collectif.

Dans la société à responsabilité limitée, le droit proportionnel de la patente est établi uniquement sur la base de la valeur locative des locaux occupés par la société, à l'exclusion de l'habitation personnelle des associés ou des gérants de la société.

V. — IMPÔT GÉNÉRAL SUR LE REVENU

Dans les sociétés en nom collectif, aussi bien que dans les entreprises dirigées par le commerçant ou l'industriel seul, il n'est pas défendu de constituer des réserves. Seulement, ces réserves sont réintégrées dans les bénéfices revenant aux commerçants ou aux associés en nom collectif pour le calcul de l'impôt général sur le revenu.

Or, dans les sociétés à responsabilité limitée, les associés ne doivent pas payer l'impôt sur le revenu du chef des sommes mises en réserve (1).

La société à responsabilité limitée, qui jouit de ces avanta-

(1) MM. Thaller et Percerou, op. cit. appendice n° 16.

Voir également à ce sujet l'instruction n° 3851 du 11 avril 1925 : « La direction générale de l'enregistrement sur le régime fiscal des sociétés à responsabilité limitée. » (Journal des sociétés, 1925, pages 599 et s.)

ges fiscaux, doit, par contre, payer la taxe de mainmorte. On sait que cette taxe est un impôt établi sur les biens immeubles bâtis et non bâtis, passibles de la contribution foncière et appartenant à des personnes morales qui subsistent indépendamment des mutations qui peuvent se produire dans leurs membres, à l'exclusion des sociétés en nom collectif et en commandite simple non divisées en parts d'intérêts cessibles.

Or, aux termes de l'article 36 de la loi du 7 mars 1925 « la société n'est point dissoute par l'interdiction, la faillite, la déconfiture ou la mort d'un des associés, sauf, en ce dernier cas, stipulation contraire des statuts ».

Par conséquent, si les statuts ne prévoient pas que la société serait dissoute à la mort d'un des associés, elle aurait à payer la taxe de mainmorte si elle possédait des biens immeubles passibles de la contribution foncière.

VI. — TRANSFORMATION DE SOCIÉTÉS

Lorsqu'une société se crée, elle doit payer sur son capital un droit d'enregistrement, qui est actuellement de 3 %.

Par contre, lorsqu'une société en nom collectif, une société en commandite ou une société anonyme se transforment en société à responsabilité limitée, ou lorsqu'une société à responsabilité limitée se transforme en société anonyme (cas prévus par l'article 41 de la loi du 7 mars 1925), on admet que cette transformation n'a pas comme effet de créer une société nouvelle si l'objet social de la société, sa durée ou son capital n'ont pas changé. Dès lors, la société n'aura pas à payer le droit proportionnel de 3 % sur son capital, mais uniquement le droit fixe de 22 fr. 50.

QUATRIÈME SECTION

INCONVENIENTS DE LA LOI DU 7 MARS 1925

§ I

INTERDICTION DE L'EMISSION PUBLIQUE

Nous avons parlé plus haut de cette interdiction qui est faite par l'article 4 de la loi dont il s'agit (1).

Nous en avons donné les raisons. Nous n'y reviendrons donc point ici.

Nous nous contenterons simplement de faire remarquer que cette interdiction pourra, en certaines circonstances, rendre difficile à la société l'augmentation de son capital, notamment si cette augmentation doit porter sur un chiffre élevé.

§ II

RESTRICTION A LA NEGOCIATION

Nous avons déjà parlé de cette restriction prévue par les articles 21, 22 et 23 de la loi du 7 mars 1925.

Nous avons eu l'occasion d'exposer les raisons de cette interdiction, qui constitue évidemment un inconvénient, mais qui est une contre-partie des avantages faits aux sociétés à responsabilité limitée par la loi du 7 mars 1925.

§ III

GARANTIE SOLIDAIRE DES ASSOCIES

Aux termes de l'article 8 de la loi du 7 mars 1925, « les associés sont solidairement responsables vis-à-vis des tiers de la valeur attribuée au moment de la constitution de la société aux apports en nature. »

(1) Voir supra p. 22.

C'est là un des gros inconvénients de la société à responsabilité limitée parce que si la société tombe en faillite, le syndic peut poursuivre les associés en paiement de tout le passif social non éteint, s'il est prouvé qu'il y a eu majoration des apports en nature. Dès lors, le risque des associés ne serait plus limité à leur mise.

§ IV

RESPONSABILITE POUR LA NULLITE DE LA SOCIETE

Aux termes de l'article 10 de la loi du 7 mars 1925, « lorsque « la nullité de la société a été prononcée, aux termes de l'article « précédent, les associés auxquels la nullité est imputable sont « responsables, envers les autres et envers les tiers, solidairement « entre eux et avec les premiers gérants du dommage résultant « de cette annulation.

« Les actions en nullité et en responsabilité se prescrivent « par dix ans. »

Or, la nullité qui frappe une société irrégulièrement constituée, est d'ordre public. En conséquence, elle n'est pas susceptible de réparations et subsiste malgré la disparition du vice, cause de la nullité.

Donc, une société qui se trouve viciée à sa fondation par une irrégularité, restera exposée pendant dix années à une action en nullité. A supposer que cette action triomphe, son succès pourra nuire à de nombreux intérêts.

Bien plus, étant donné que la réparation de l'irrégularité commise à la fondation de la société n'entraîne pas de plein droit l'extinction des actions en nullité, cette réparation reste sans aucune influence sur l'existence des actions en responsabilité.

Il en résulte que les personnes qui concourent à la constitution d'une société à responsabilité limitée, peuvent être poursuivies en réparation du préjudice causé par la nullité, longtemps après que le vice de constitution a disparu (1).

§ V

POUVOIRS INDEFINIS DES GERANTS

Aux termes de l'article 24 de la loi du 7 mars 1925, « toute limitation contractuelle des pouvoirs des gérants est sans effet « à l'égard des tiers. »

(1) Voir à ce sujet le rapport précité de M. Drouets.

D'après la plupart des auteurs et la jurisprudence, il faut donner à cette expression l'interprétation suivante : Les gérants ont tous les pouvoirs d'agir au nom de la société vis-à-vis des tiers. Toute limitation contractuelle de ces pouvoirs ne les empêcherait point de faire des actes dépassant les limites qui leur seraient astreintes, et ces actes n'en seraient pas moins valables. Si la société à responsabilité limitée peut limiter, par ses statuts, les pouvoirs de ses gérants, cette limitation reste sans effet à l'égard des tiers, alors même que ceux-ci auraient eu connaissance, en fait, de la clause restrictive (1).

Voir pourtant, en sens contraire, M. Wahl (2). D'après le savant professeur, « *limitation contractuelle* » ne veut pas dire limitation statutaire.

En conséquence, les statuts pourraient limiter les pouvoirs des gérants et, dans ce cas, cette limitation ne serait pas sans effet à l'égard des tiers.

Si l'opinion de M. Wahl était admise, et cela serait souhaitable, les statuts pourraient limiter les pouvoirs des gérants et ne pas leur permettre ainsi de disposer à leur guise de la société.

On a eu beau prétendre que les pouvoirs des gérants étaient limités parce qu'ils ne pouvaient agir que dans les limites de l'objet social.

En effet, ainsi que l'a démontré M. Wahl dans l'article précité, il est difficile aux tiers de savoir si les gérants agissent ou non dans les limites de l'objet social.

Ainsi, c'est agir dans les limites de l'objet social que de placer en immeubles les réserves de la société. Les gérants pourraient ensuite vendre ces immeubles pour placer ces réserves sous une autre forme.

Par conséquent, les gérants ont pu acheter et vendre des immeubles alors que ces opérations n'entraient pas dans le cadre de l'objet social de la société.

Or, si les pouvoirs des gérants ne peuvent être limités par les statuts — la question est fort discutée — il en résulte que les associés se trouveront à leur complète discrétion. Ce risque est d'autant plus grand que le gérant d'une société à responsabilité limitée peut être choisi même en dehors des associés.

(1) V. Trib. Com. de la Seine du 12 jan. 1928 (Le Quotidien Juridique des 20, 21, 22 sept. 1928).

(2) Les pouvoirs des gérants dans les sociétés à responsabilité limitée. (Journal des Sociétés 1926, p. 193 et suiv.).

§ VI

LIBERATION INTEGRALE DES APPORTS

Aux termes de l'article 7 de la loi du 7 mars 1925, la société à responsabilité limitée ne peut être définitivement constituée qu'après que toutes les parts ont été libérées intégralement.

Or, c'est là un inconvénient. En effet, il peut obliger les associés à verser dans les caisses de la société des sommes dépassant ses besoins.

Alors qu'une société anonyme peut se contenter de ne demander aux actionnaires que le versement du premier quart, se réservant de faire l'appel des autres quarts au fur et à mesure de ses besoins, la société à responsabilité limitée doit demander, dès sa constitution, le versement intégral de tout son capital.

Mais, si ce capital dépasse ses besoins, il restera en partie improductif.

On pourrait prétendre que la société n'a qu'à se constituer au capital exact dont elle a besoin.

On oublie qu'il est difficile de calculer d'une façon précise le capital dont peut avoir besoin une société et, ceci, dès sa fondation.

Il est vrai qu'il resterait aux associés la ressource d'augmenter leur capital — mais alors ils devraient se soumettre à bon nombre de formalités prévues pour la souscription du capital originaire —, ou de prévoir dans leurs statuts la clause de variabilité du capital qui les soumettrait à certaines dispositions de la loi du 24 juillet 1867.

L'obligation de verser intégralement le capital dès l'origine de la société a été prévue pour éviter aux associés d'être solidairement responsables des versements non effectués, ainsi que cela se pratique dans les sociétés à responsabilité limitée allemandes.

N'empêche que cette obligation peut être un inconvénient pour la société.

§ VII

DISTRIBUTION DE DIVIDENDES FICTIFS

Aux termes de l'article 35 de la loi dont il s'agit, « la répétition des dividendes ne correspondant pas à des bénéfices réellement acquis est admise contre les associés qui les ont reçus. »

Dans les sociétés anonymes, la répétition des dividendes n'est admise que si ceux qui les ont reçus ont été de mauvaise foi.

Dans les sociétés à responsabilité limitée, les associés, même

de bonne foi, sont obligés de restituer les dividendes qu'ils ont reçus.

Etant donné, d'autre part, le deuxième alinéa de l'article 35, qui prévoit que « l'action en répétition se prescrit par cinq ans « à partir du jour fixé pour la distribution des dividendes », il en résulte que les associés qui ont reçu, de bonne foi, ces dividendes, peuvent être poursuivis au bout de plusieurs années pour les rendre. Or, il se peut qu'à cette époque, ils se trouvent dans l'impossibilité de le faire.

§ VIII

FORMALITES POUR TOUT CHANGEMENT D'ASSOCIE

Aux termes de l'article 17, « sont soumis aux formalités et « aux sanctions prescrites par les articles 12 et 13, tous actes « et délibérations ayant pour objet », non seulement la modification des statuts, ce que se comprendrait, mais encore « tout changement d'associé. »

Ainsi donc, à chaque fois qu'un associé quitterait la société ou qu'un autre y entrerait, on devrait déposer l'acte constatant ce changement aux greffes de la justice de paix et du tribunal de commerce du lieu dans lequel est établie la société (article 12). On devrait, de plus, publier un extrait de cet acte dans un des journaux pouvant recevoir des annonces légales (Art. 13), journal qui devrait être certifié par l'imprimeur, légalisé par le maire et enregistré dans les trois mois de sa date. Il faudrait enfin faire la publicité au registre de commerce.

Ce sont là des formalités compliquées et coûteuses qui auraient leur raison d'être si l'associé dont il s'agit était gérant, mais qui ne s'expliquent pas lorsque le changement s'est produit dans la personne d'un associé non gérant.

Si nous comparons les avantages et les inconvénients de la loi du 7 mars 1925 avec ceux communs à toutes les sociétés à responsabilité limitée, nous constatons :

1° Que la loi du 7 mars 1925 limite réellement le risque de l'associé à sa mise si la société est régulièrement constituée et s'il n'y a pas de majoration des apports. En cela, elle présente un avantage sur les sociétés à responsabilité limitée allemandes ;

2° Qu'elle admet le minimum d'associés comme le font les autres sociétés à responsabilité limitée, mais qu'elle est plus souple que la loi anglaise parce qu'elle ne prévoit pas de maximum à leur nombre ;

3° Qu'elle accorde à la société à responsabilité limitée d'appréciables avantages fiscaux ;

4° Qu'elle a prévu un ensemble de dispositions ayant pour effet de permettre aux fondateurs de l'affaire d'en garder la maîtrise sans crainte d'en être évincés.

De sorte que le législateur français a augmenté le nombre des avantages des sociétés à responsabilité limitée et les a rendus plus grands.

A ce point de vue, puisque le but de la création des sociétés à responsabilité limitée est d'encourager les producteurs à adopter cette forme de société, le législateur a été logique avec lui-même en faisant de son mieux pour atteindre le but qu'il s'était proposé.

La pratique, du reste, lui a donné raison, étant donné que depuis le vote de la loi du 7 mars 1925, la forme de société à responsabilité limitée se répand de plus en plus en France.

Malheureusement, la société à responsabilité limitée n'a pas que des avantages. Certains de ses inconvénients sont la condition de quelques-uns de ses avantages et, par conséquent, ne peuvent être évités. Mais il y en a d'autres qui sont dus à des lacunes de la loi, à des imprécisions et à des erreurs.

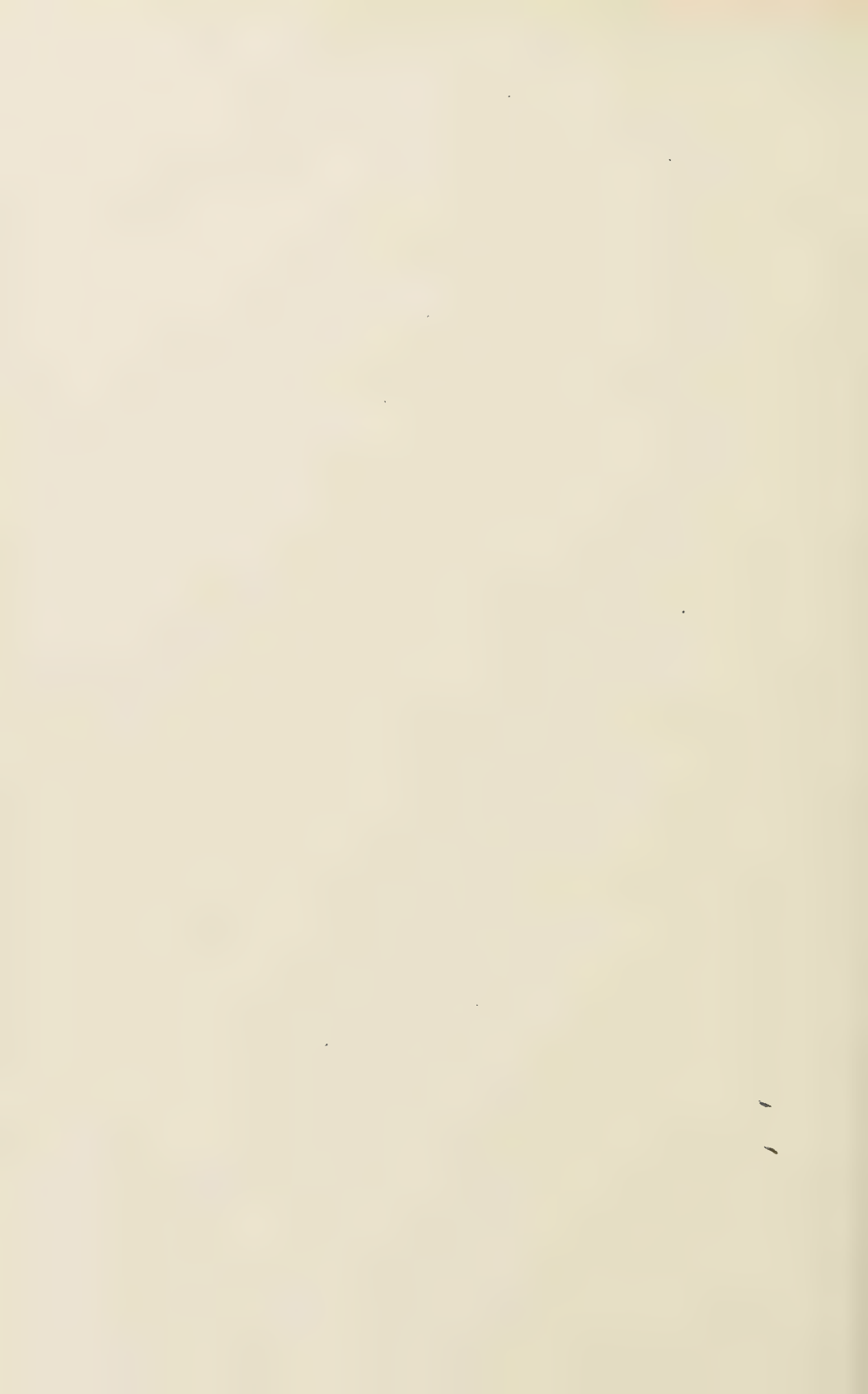
Aussi bien, la loi du 7 mars 1925 a-t-elle été critiquée dans de nombreux articles et dans presque tous les ouvrages qui lui ont été consacrés.

Nous nous réservons de l'examiner par le détail dans la deuxième partie de ce livre en passant en revue ses récents projets de réforme.



Deuxième Partie





Les récents projets de réforme de la loi du 7 mars 1925

Nombreux sont les auteurs qui ont critiqué la loi du 7 mars 1925 (1). S'ils n'ont point apporté de projets de réforme tendant à se substituer à la loi dont il s'agit, beaucoup d'entre eux ont imaginé des réformes de détail concernant certains articles de cette loi. Parmi eux, on peut ranger M. Ch. Laurent (2) et MM. A. Troullier et Ch. d'Aygurande (3).

M. Drouets a tenu compte d'un grand nombre de ces critiques et a présenté, au nom de la commission de la Société d'Etudes Législatives, chargée d'examiner les modifications à apporter à la loi du 7 mars 1925, un projet de réforme de cette loi (4).

Ce projet n'a pas pour but de procéder à une révision complète de la loi du 7 mars 1925.

Il n'a visé qu'à « rechercher parmi les dispositions de la loi, « celles qui avaient donné lieu à des difficultés d'interprétation » ou d'application et qu'il convenait de réformer sans retard. »

A notre tour, nous passerons en revue les articles de la loi dont il s'agit, nous mentionnerons à l'occasion de chacun d'eux les critiques qui ont été faites, ainsi que notre propre opinion à ce sujet.

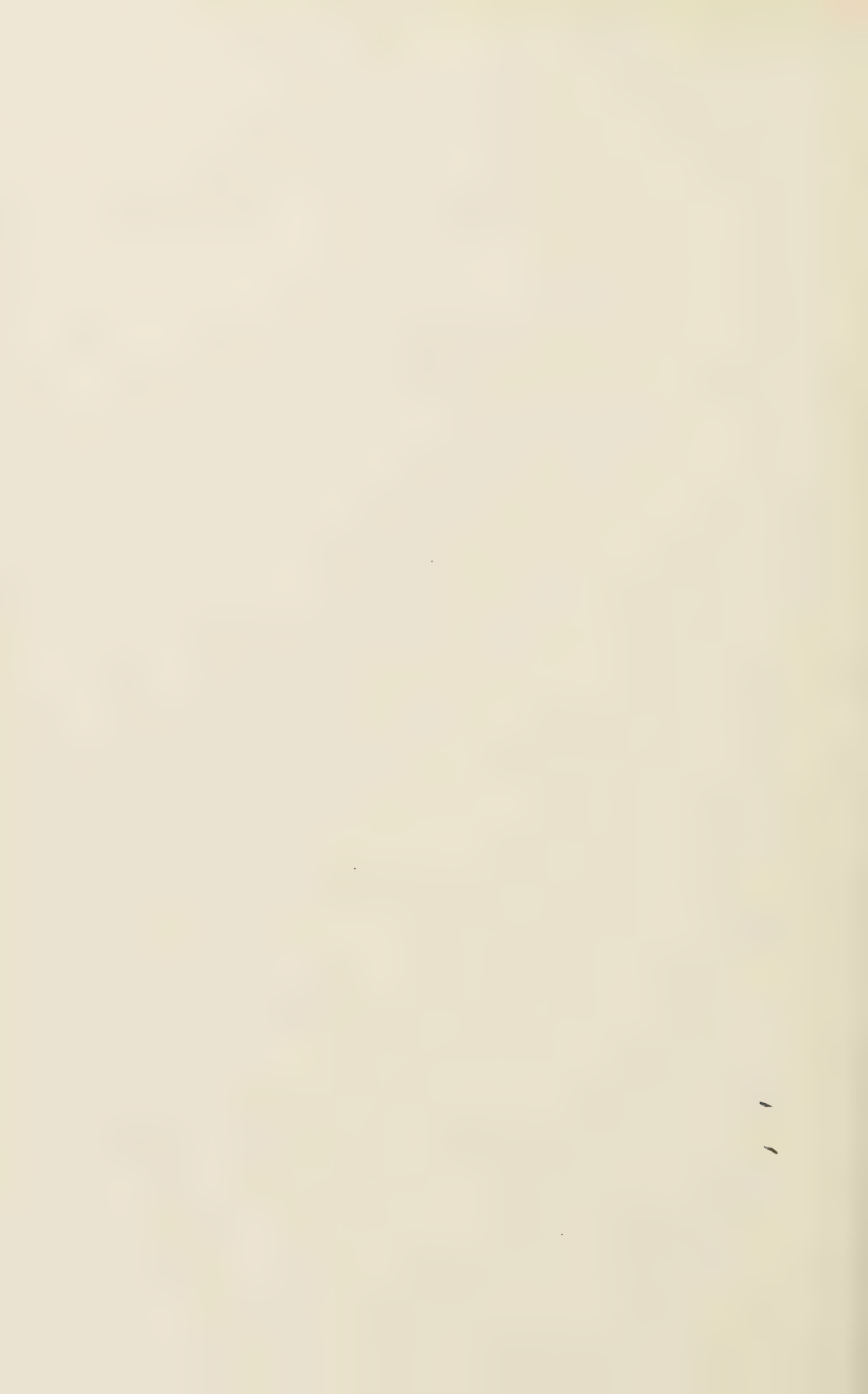
Nous passerons également en revue quelques questions qui se sont posées en relation étroite avec la loi du 7 mars 1925, quoi qu'elles n'y soient pas mentionnées.

(1) On ne s'est pas contenté seulement de critiquer la loi du 7 mars 1925. Un député, M. Georges Richard, est allé jusqu'à en proposer la suppression. Il a déposé à cet effet une proposition de loi le 5 avril 1927 tendant à l'abrogation pure et simple de la loi du 7 mars 1925, proposition qui a, du reste, été vivement combattue.

(2) Voir son rapport présenté à la Section de Législation. (L'Economie Nouvelle, nov. 1927, pages 529 et suiv.).

(3) « A propos des sociétés à responsabilité limitée. De quelques modifications à apporter au régime actuel de ces sociétés. » (L'Economie Nouvelle, n° de décembre 1927.)

(4) Voir son rapport précité.



CHAPITRE PREMIER

Critiques et projets de réforme de certains articles de la loi du 7 mars 1925.

PREMIÈRE SECTION

REGLES DE CONSTITUTION ET DE PUBLICITE

§ I

Article premier. — TITRE DE LA SOCIETE

On a reproché au législateur de ne pas avoir défini la société à responsabilité limitée. Nous ferons remarquer à ce sujet qu'il n'a pas davantage défini la société anonyme ni les autres sociétés.

Evidemment, cela n'était pas une raison pour ne pas le faire pour la société à responsabilité limitée.

Le législateur a quand même dit ce qu'il entendait par une société à responsabilité limitée car, en lisant attentivement l'article premier de la loi qui nous préoccupe, nous constaterons qu'il définit la société à responsabilité limitée comme étant une société différente de la société anonyme et dans laquelle, comme dans cette dernière, aucun associé n'est tenu au delà de sa mise.

On a reproché également au titre de la société : 1° d'être trop long ; 2° de ne pas être précis, étant donné que les sociétés anonymes sont également à responsabilité limitée (1).

Au sujet du premier reproche, nous ferons remarquer que l'expression « société à responsabilité limitée » n'est pas plus

(1) Voir au sujet de ces critiques l'article de M. Pic : « Définition et caractères spécifiques de la société à responsabilité limitée ». (Revue des Sociétés 1925, pages 393 et suivantes.)

longue que celle de « société anonyme par actions » ; que, d'autre part, cette expression a déjà existé dans la législation française puisqu'elle a été appliquée aux sociétés créées par la loi du 23 mai 1863.

Il n'est pas à recommander de mettre seulement les initiales de ce titre, comme on le fait en Allemagne où les initiales *G. m. b. H.* servent de titre aux sociétés à responsabilité limitée.

En effet, ces initiales ne feraient que contribuer à rendre plus obscure aux profanes la société à responsabilité limitée, d'autant plus qu'elle est de création récente en droit français.

Par ailleurs, il n'est pas à recommander de faire abus d'initiales alors qu'une circulaire encore récente du ministère de la Guerre en soulignait les inconvénients et les interdisait à l'avenir.

Quant au reproche que l'on fait à la société dont il s'agit de prendre le nom de société à responsabilité limitée alors que les sociétés anonymes sont également à responsabilité limitée, nous répondrons que nous ne voyons guère qu'il puisse être fait une confusion entre ces deux genres de sociétés.

D'autre part, il est essentiel que l'expression « responsabilité limitée » figure, afin que les tiers qui ont affaire à la société se rendent bien compte qu'il s'agit d'une société dont la responsabilité est limitée au montant de son capital et, cela, malgré le fait que sa raison sociale peut se composer du nom d'un ou de plusieurs associés qui en font partie.

Pour toutes ces raisons, nous estimons que l'article 1^{er} de la loi du 7 mars 1925 peut rester tel quel.

§ 2

Article 2. — OBJET DE LA SOCIÉTÉ

Les sociétés à responsabilité limitée ne sont pas admises en France pour les sociétés d'assurances, puisque celles-ci sont soumises au décret du 8 mars 1922 concernant les assurances contre les accidents du travail et à la loi du 17 mars 1905 sur les sociétés assurances-vie.

La forme de société à responsabilité limitée ne peut pas être prise non plus par les sociétés de capitalisation soumises à la loi du 19 décembre 1907, ni par les sociétés d'épargne soumises à la loi du 3 juillet 1913.

Par contre, les sociétés coopératives de consommation peuvent se mettre en responsabilité limitée (1).

(1) Voir à ce sujet Drouets : « Les Sociétés à responsabilité limitée, à capital variable. » Journ. des Soc. 1926, p. 192 et suiv.

Toutefois, il y a lieu de faire remarquer qu'il existe certaines contradictions entre la loi du 7 mai 1917 qui les régit et les dispositions de la loi du 7 mars 1925.

En effet, aux termes de la loi du 7 mai 1917 « aucun associé « ne pourra avoir pour les parts sociales ou actions dont il « est titulaire plus d'une voix aux assemblées générales de la « société coopérative de consommation à laquelle il adhère ».

On sait, par contre, qu'aux termes de la loi du 7 mars 1925, tout associé a autant de voix que de parts.

De même, d'après l'article 12 de la même loi du 7 mai 1917, modifiée par la loi du 14 juin 1920 « les actions pourront être « d'un minimum de 25 francs, quel que soit le capital de la « société. » Dans les sociétés à responsabilité limitée du droit français, la part de chaque associé doit être au minimum de 100 francs.

Si donc, on voulait créer des sociétés coopératives de consommation et leur donner la forme de la société à responsabilité limitée, il faudrait que leurs statuts ne contiennent pas de dispositions contraires à la loi du 7 mars 1925.

Pendant l'élaboration de cette loi, on a discuté sur le point de savoir s'il ne fallait pas interdire cette forme de société aux banques.

Comme toutes les banques ne sont pas à des capitaux très élevés et comme c'est justement parmi les petites banques que l'on trouve celles rendant le plus de services aux producteurs, nous estimons qu'on a bien fait de leur permettre de se constituer en société à responsabilité limitée au lieu d'entraver leur constitution.

Cependant nous serions d'avis d'imposer des obligations spéciales aux sociétés à responsabilité limitée qui font le commerce de banque, comme, par exemple, l'obligation de publier leurs bilans (publicité à laquelle ne sont pas assujetties, en règle générale, les sociétés à responsabilité limitée), comme cela a lieu dans certains pays étrangers. Cette mesure se rapporte à la protection du public.

§ 3

Article 3. — CARACTERE COMMERCIAL DES SOCIETES A RESPONSABILITE LIMITEE

Cet article a été copié d'après l'article 68 de la loi du 24 juillet 1867, article qui, du reste, avait été ajouté par la loi du 1^{er} août 1893.

On a donné ce caractère commercial aux sociétés à responsabilité limitée pour qu'elles puissent être déclarées en état de faillite.

On sait, en effet, qu'en droit français il n'y a que les commerçants qui peuvent être déclarés en état de faillite, contrairement à ce qui se passe en droit allemand où même les personnes non commerçantes peuvent être déclarées en faillite.

C'est une des raisons pour lesquelles on peut fonder en Allemagne des sociétés à responsabilité limitée ayant un but même non lucratif. Cela n'est pas possible en droit français.

L'article 3 est mal rédigé : si les sociétés à responsabilité limitée sont commerciales, il s'ensuit nécessairement qu'elles sont soumises aux lois et usages du commerce. Il n'y avait donc pas lieu de dire qu'elles sont commerciales et soumises aux lois et usages du commerce.

Nous proposons donc de modifier cet article comme suit :

« Les sociétés à responsabilité limitée sont commerciales quel que soit leur objet. En conséquence, elles sont soumises aux lois et usages du commerce. »

§ 4

FORMALITES DE CONSTITUTION DES SOCIETES A RESPONSABILITE LIMITEE

1^o Article 4. — *PREUVE DU CONTRAT DE SOCIETE*

La loi a voulu, pour leur économiser les frais, que les sociétés à responsabilité limitée ne soient pas obligées de recourir au notaire. Elles peuvent donc être constituées par acte sous seings privés.

Toujours dans cette même pensée d'économiser les frais, la loi du 7 mars 1925, imitant en cela les dispositions des articles 1 et 24 de la loi du 24 juillet 1867 a permis, contrairement aux prescriptions de l'article 1325 du code civil, que l'on dresse seulement autant d'originaux qu'il est nécessaire pour l'accomplissement des diverses formalités prévues par la loi.

Dans ces conditions, on se demande de quelle manière il faudrait résoudre les difficultés provenant du fait que le gérant de la société refuserait de communiquer aux associés l'exemplaire des statuts déposés au siège social dont ces derniers auraient besoin pour intenter une action contre lui.

Les associés devraient, dans ce cas, demander une expédition

de l'acte original aux greffes de la justice de paix et du tribunal de commerce. Mais, cela entraîne des pertes de temps.

D'autre part, on pourrait étendre aux sociétés à responsabilité limitée les dispositions de l'article 63, alinéa 2, de la loi du 24 juillet 1867, c'est-à-dire les obliger à délivrer à toute personne, moyennant le paiement d'une somme ne devant pas dépasser un franc, une copie certifiée des statuts. Cette obligation aurait pour effet d'imposer aux sociétés régies par la loi du 7 mars 1925 des frais que, précisément, on a voulu leur éviter.

Il est donc préférable de restreindre cette obligation de la société seulement envers ses associés ainsi que le propose M. Drouets dans son rapport (1).

2° Article 7. — *LIBERATION INTEGRALE DES PARTS*

En traitant des inconvénients des sociétés régies par la loi du 7 mars 1925, nous avons parlé du désavantage qui peut résulter de l'obligation dans laquelle on se trouve de libérer intégralement le capital dès la fondation de la société.

A ce point de vue, l'article 7 du projet de texte fait par M. Percerou était supérieur à la loi qui nous préoccupe parce qu'il prévoyait que les parts souscrites en numéraire pouvaient n'être libérées que du quart.

A remarquer que la libération totale n'est prévue ni par les sociétés à responsabilité limitée d'Allemagne, ni par celles d'Angleterre.

On sait, d'autre part, que le législateur a prévu cette clause parce qu'on ne voulait pas appliquer en France les dispositions des lois allemandes sur les sociétés à responsabilité limitée qui rendent tous les associés solidairement responsables des sommes non versées par les associés faisant défaut (2).

Le projet primitif prévoyait la libération partielle des souscriptions en espèces. L'article 7 de la loi en porte la trace.

En effet, dans l'alinéa 2, il est dit que « les parts sociales « correspondant en tout ou en partie à des apports en nature « doivent être entièrement libérées au moment de la constitution « de la société. » Or, cette clause aurait pu se comprendre si les souscriptions en espèces avaient pu être libérées seulement en partie. Cela n'est pas le cas, puisque le premier alinéa de l'article 7 dit que « les sociétés à responsabilité limitée ne peuvent être définitivement constituées qu'après que toutes les « parts... ont été libérées intégralement. »

(1) Rapport déjà cité.

(2) Voir pour cette question MM. Thaller et Percerou, op. cit., appendice n° 3.

Dans ces conditions, l'alinéa 2 de l'article 7 n'a plus sa raison d'être et nous proposons de le supprimer.

§ 5

Article 5. — NOMBRE DES ASSOCIES

Doit-on limiter le nombre des associés ainsi que cela a lieu dans les sociétés à responsabilité limitée du droit anglais ? Des auteurs l'ont proposé (1).

Le législateur français ne l'a pas voulu parce qu'il désirait que l'on puisse intéresser les ouvriers à ce genre de société.

Nous remarquerons qu'il aurait été préférable pour les ouvriers de les intéresser simplement aux bénéfices de la société sans leur en faire courir les aléas, ce qui arrivera du jour où ils en feront partie en qualité d'associés.

Si nous ne voyons pas la nécessité de permettre aux sociétés à responsabilité limitée de se former avec un nombre illimité d'associés, nous en voyons, par contre, les inconvénients. En effet, vu les avantages divers des sociétés à responsabilité limitée, beaucoup de sociétés qui, avant la loi du 7 mars 1925, auraient pris la forme par actions préféreront se constituer en société à responsabilité limitée.

Nous proposons donc de limiter le nombre des associés et de le porter à cinquante, comme c'est le cas pour les sociétés à responsabilité limitée anglaises.

L'article 5 sera donc rédigé comme suit :

« Le nombre des associés est limité à 50. Il peut être de deux seulement. »

§ 6

Article 6. — CAPITAL DE LA SOCIETE

L'article 6 a provoqué des critiques diverses. Nous les passerons en revue.

Est-il nécessaire de fixer un minimum pour le capital des sociétés à responsabilité limitée ? Le chiffre actuel de 25.000 francs a été copié d'après la loi allemande qui prévoit un minimum de 20.000 marks. Nous ne voyons pas que cela soit une raison pour imposer un minimum de capital aux sociétés à responsabilité limitée françaises.

Il peut y avoir, en effet, des associés qui ne disposent pas de

(1) Lire Lescot « Le projet de loi... », article déjà cité.

cette somme. Pourquoi les empêcher de se constituer en société à responsabilité limitée ? Nous préférons donc supprimer ce minimum et n'en point fixer.

Des auteurs suggèrent, au contraire, d'élever ce minimum. Ainsi M. Auger propose de le porter de 25.000 francs à 200.000 francs. (1)

D'après l'opinion de M. Auger, avec le système actuel, ou bien la société n'aura pas de crédit, ou bien ses fondateurs s'en serviront pour duper les créanciers de la société.

Ce n'est pas là notre avis, car environ les deux tiers des sociétés anonymes ont un capital originaire inférieur à 300.000 francs (2).

Il en résulte que beaucoup de sociétés de ce genre ne pourraient plus prendre la forme à responsabilité limitée si le minimum de capital était élevé.

Actuellement, n'importe qui pourrait faire une société à responsabilité limitée à condition de faire souscrire une seule part à un de ses amis. On voit que dans ces conditions, la société ne serait que sur le papier.

Beaucoup de commerçants ou d'industriels pourraient être incités à agir de la sorte pour jouir de tous les avantages des sociétés à responsabilité limitée, notamment de leurs avantages fiscaux.

Pour éviter cela, M. Auger, dans l'article précité, propose que la loi stipule une clause en vertu de laquelle un associé ne pourrait pas posséder à lui seul plus des trois quarts du capital social.

Des auteurs ont proposé d'élever le taux nominal des parts (3). La raison en serait pour éviter que la société à responsabilité limitée ne soit en réalité qu'une société par actions déguisée. En effet, il est plus facile de faire souscrire à n'importe qui une part de 100 francs qu'une part d'un montant plus élevé.

A remarquer, à ce sujet, que dans les sociétés à responsabilité limitée allemandes, la part ne doit pas être au-dessous de 500 frs.

D'après l'article 4 du projet de texte déjà cité de M. Percerou, la part de chaque associé devrait être de 1.000 francs au moins.

Nous proposons, en conséquence, de modifier l'article 6 en ce sens que les parts sociales devront être de 1.000 francs au lieu de 100 francs.

L'alinéa 2 de l'article 6 dispose que les parts sociales devront être de 100 francs ou de multiples de 100 francs.

(1) Auger. « Au sujet des sociétés à responsabilité limitée. » Revue des sociétés 1927, pages 121 et suiv.

(2) Pic et Baratin : « Des Sociétés à responsabilité limitée », article précité.

(3) Voir notamment l'article susindiqué de M. Lescot.

Dans ces conditions, il serait difficile d'admettre que l'on puisse créer des parts non multiples de 100 francs, par exemple, des parts de 250 francs. Cela d'autant plus qu'aux termes de l'article 9, toute société à responsabilité limitée constituée contrairement aux prescriptions des articles 2, 4, 5, 6, 7 et 8 est nulle et de nul effet à l'égard des intéressés.

Le but de l'alinéa 2 de l'article 6 est de faciliter le calcul des majorités.

Cette raison nous semble puérile. Le législateur n'avait pas besoin de prendre en tutelle les associés des sociétés à responsabilité limitée. Ceux-ci se seraient bien arrangés pour calculer les majorités, même si les parts n'étaient pas des multiples de 100 francs.

Cette disposition présente, par ailleurs, un inconvénient. En effet, supposons qu'une société anonyme veuille se transformer en société à responsabilité limitée. Si ses actions ne sont pas des multiples de 100 francs, comment devra-t-elle procéder? Prenons un exemple : les actions de la société anonyme sont de 250 francs. Pour former une part d'un multiple de 100 francs, il faudrait réunir deux actions ou bien porter l'action de 250 francs à 500 francs et remplacer chaque action par une part.

Mais que décider dans la première hypothèse s'il y a des actionnaires qui ne possèdent qu'une seule action ?

Dans la deuxième hypothèse, on sait qu'on ne peut augmenter les engagements des actionnaires, à moins d'avoir leur approbation unanime, sauf disposition contraire des statuts.

Toutes ces difficultés n'existeraient pas si la loi n'obligeait pas les sociétés à responsabilité limitée à avoir des parts qui soient des multiples de 100 francs.

L'alinéa 2 de l'article 6 ne tranche pas la question de savoir si les parts d'une société à responsabilité limitée peuvent être d'une valeur nominale inégale. Des auteurs ont conclu que les parts des associés d'une société à responsabilité limitée pouvaient être d'un montant inégal (1 et 2).

Cette manière de voir aura pour effet de permettre le vote privilégié dans les sociétés à responsabilité limitée. Il suffirait pour cela qu'il y ait des parts d'un montant de 10.000 francs et d'autres d'un montant de 100 francs, par exemple. Avec 10.000 francs, on pourrait donc avoir 100 parts de 100 francs, et ainsi le détenteur de ces 100 parts aurait 100 voix, alors que le détenteur

(1) Voir dans ce sens M. Lepargneur : « Le vote privilégié dans les sociétés à responsabilité limitée ». (Journ. Soc 1927, p. 257.)

(2) et M. Wahl : « Le vote plural dans les sociétés à responsabilité limitée ». (Le Semaine juridique 1927, pag. 401 et 402).

de la part de 10.000 francs n'aurait qu'une seule voix, quoique les deux aient fait le même apport. Il y aurait donc vote privilégié en faveur du premier.

Or, si le vote privilégié peut avoir sa raison d'être dans les sociétés anonymes, son utilité est contestable dans les sociétés à responsabilité limitée où le gérant de la société n'a pas besoin d'user de ce subterfuge pour pouvoir la diriger à son gré.

En conséquence, l'alinéa 2 de l'article 6 devrait être modifié.

Tenant compte de ce qui vient d'être dit, nous proposons de modifier l'article 6 comme suit :

« Le capital social peut être fixé à n'importe quel chiffre.

« Il se divise en parts sociales d'une valeur nominale égale.

« Cette valeur ne peut être inférieure à 1.000 francs.

« Aucun associé ne pourra posséder plus des trois quarts du capital social. »

§ VII

Article 8. — APPORTS EN NATURE

1°. Responsabilité solidaire pour l'évaluation des apports. —

Cette responsabilité solidaire mise à la charge des associés originaires a été introduite dans la loi à la suggestion de la commission de commerce de la Chambre des députés.

En parlant des inconvénients de la société à responsabilité limitée, nous avons dit que cette responsabilité solidaire en était un des plus grands.

Elle pourra donner lieu à mille difficultés. Il sera très difficile, en effet, de déterminer la valeur exacte des apports quelques années après la constitution de la société. Cela sera d'autant plus vrai lorsqu'il s'agira de valeurs incorporelles comme c'est, par exemple, le cas d'un fonds de commerce.

On ne comprend pas, d'autre part, pourquoi seraient responsables de cette majoration, non seulement les associés ayant fait les apports, mais même ceux qui ont fait uniquement des souscriptions en numéraire.

Enfin, lorsqu'il y a des mineurs, il leur sera très difficile de faire partie d'une société à responsabilité limitée ayant des apports en nature à cause de la responsabilité qu'ils peuvent encourir, aux termes de l'article 8. Il serait bon, dans ce cas, que la loi stipule l'obligation pour les associés de s'adresser au tribunal civil pour lui demander de commettre un expert aux fins de vérifications des apports en nature (1).

(1) Voir à ce sujet le rapport précité de M. Drouets.

2. *Prescription de la responsabilité.* — D'après l'article 8, l'action en responsabilité se prescrit par dix ans.

Aux termes de l'article 3 de la loi de 1867, la prescription est de deux ans.

Enfin, le code de commerce, dans son article 64, prévoit une prescription de cinq ans.

Dans ces conditions, on peut se demander quelle serait la durée de la prescription qu'il faudrait appliquer dans l'espèce.

Nous pensons que la prescription devrait être de dix ans. La première raison, c'est que l'article 8 est formel à ce sujet. La deuxième raison c'est que l'article 3 de la loi de 1867 s'applique aux versements non libérés par les actionnaires. Or, dans les sociétés à responsabilité limitée, il n'y a pas de versements non libérés, les sociétés ne pouvant se constituer tant que les parts n'ont pas été intégralement libérées.

Enfin l'article 64 du code de commerce concerne bien toutes les sociétés, seulement il est préférable d'appliquer la prescription plus longue de l'article 8 de la loi de 1925. Ce sera là une des contre-parties des avantages que l'on fait, par ailleurs, aux sociétés à responsabilité limitée.

Tenant compte de tout ce qui précède, nous proposons de modifier l'article 8 comme suit :

« L'acte de société doit contenir l'évaluation des apports en nature. Les associés apporteurs en nature et les gérants, associés ou non, sont solidairement responsables vis-à-vis des tiers de la valeur attribuée au moment de la constitution de la société aux apports en nature.

« Si, parmi les associés, il y a des mineurs, l'évaluation des apports en nature sera obligatoirement faite par un expert désigné par le tribunal civil du siège de la société, à la demande d'un de ses gérants.

« L'action en responsabilité résultant des dispositions du paragraphe précédent, se prescrit par dix ans à partir de la constitution de la société. »

§ VIII

Article 9. — NULLITE DE LA SOCIÉTÉ

Il n'y a rien de particulier à dire au sujet de cet article qui a été copié d'après l'article 41 de la loi du 24 juillet 1867. On peut le laisser tel quel.

§ IX

*Article 10. — RESPONSABILITE POUR RAISON
DE NULLITE DE LA SOCIETE*

L'article 10 a été copié d'après l'article 42 de la loi du 24 juillet 1867.

Une première question qui peut se poser à ce sujet est celle de savoir si tous les associés originaires sont responsables, ou seulement les coupables vis-à-vis des autres. Cette question est suggérée par l'expression de l'article 10, aux termes duquel « les associés « auxquels la nullité est imputable, sont responsables *envers les « autres et envers les tiers... »*

On pourrait en déduire que tous les associés ne sont pas responsables. Mais alors, comment savoir ceux qui le sont ? Nous pensons qu'il faudrait rendre responsables uniquement les gérants. C'est à eux de veiller afin que les prescriptions de la loi soient fidèlement observées.

Le législateur a omis d'appliquer aux sociétés à responsabilité limitée les dispositions de l'article 8 de la loi du 24 juillet 1867. De sorte qu'actuellement, pour les sociétés à responsabilité limitée, les actions en nullité et en responsabilité sont encore recevables même si avant l'introduction de la demande le vice qui entachait la société a disparu.

Pour cette raison, nous sommes d'accord pour remplacer l'alinéa 2 de l'article 10 conformément aux suggestions du rapport de M. Drouets (1).

Mentionnons pour mémoire à ce sujet que l'article 8, alinéa 3, du projet déjà cité, était mieux rédigé. Il prévoyait, en effet, que les actions en nullité et en responsabilité s'éteignaient conformément aux dispositions de l'article 8 de la loi du 24 juillet 1867. Nous devons ajouter qu'en pratique l'application de l'article 10, tel qu'actuellement rédigé, soulève de grandes difficultés. Nombreuses sont les sociétés à responsabilité limitée, viciées à l'origine par une irrégularité quelconque (les parts, par exemple, n'ont pas été libérées intégralement) et qui doivent attendre dix ans avant la prescription de l'action en nullité.

Une modification de l'article 10 s'impose sans retard.

Nous modifierons l'article 10 comme suit :

« Lorsque la nullité de la société a été prononcée aux termes « de l'article précédent, les gérants seront solidairement res-

(1) Rapport déjà cité.

« pensables entre eux et avec les premiers gérants, envers les autres et envers les tiers, du dommage résultant de cette annulation.

« L'action en nullité de la société ou des actes et délibérations postérieurs à sa constitution n'est pas recevable lorsque, avant l'introduction de la demande, la cause de nullité a cessé d'exister. L'action en responsabilité pour les faits dont la nullité est résultée, cesse également d'être recevable lorsque, avant l'introduction de la demande, la cause de nullité a cessé d'exister et, en outre, que trois ans se sont écoulés depuis le jour où la nullité est encourue.

« Si, pour couvrir cette nullité, il fallait convoquer une assemblée générale ou provoquer un vote par correspondance, l'action en nullité ne sera plus recevable à partir de la date de la convocation régulière de cette assemblée ou de l'envoi aux associés du texte des résolutions ou décisions à prendre.

« Les actions en nullité ou en responsabilité se prescrivent par dix ans. »

§ X

Article 11. — DESIGNATION DE LA SOCIETE

Cet article imite l'article 4 de la loi allemande.

Différents auteurs ont critiqué la faculté qui a été laissée à la société à responsabilité limitée de mettre dans sa raison sociale les noms des associés. Cela pourrait faire croire aux tiers que les associés dont le nom figure dans la raison sociale, sont solidairement et indéfiniment responsables, alors qu'il n'en est rien (1).

En conséquence, nous proposons de modifier l'article 11 comme suit :

« La société à responsabilité limitée est uniquement qualifiée « par la désignation de l'objet de son entreprise. »

§ XI

Articles 12, 13, 14 et 20. — FORMALITES DE PUBLICITE A LA CONSTITUTION DE LA SOCIETE

L'obligation de publier les noms de tous les associés, prévue par l'article 14, est une innovation de la loi française. La loi al-

(1) V. à ce sujet MM. Thaller et Percerou, op. cit., appendice n° 7 en note, et M. Valéry, article cité, ainsi que le rapport de M. Drouets déjà cité.

lemande ne prévoit pas cette obligation. Par contre, l'article 20 de la loi de 1925 imite l'article 40 de la loi allemande.

Cette innovation n'est pas heureuse. En effet, les autres sociétés de commerce ne sont tenues de publier que les noms des associés responsables indéfiniment et ceux de leurs gérants et administrateurs. On ne voit pas pourquoi il en serait différemment dans les sociétés à responsabilité limitée. On voit, par contre, l'avantage qu'il y aurait à supprimer l'obligation de publier les noms de tous les associés. On éviterait ainsi de remplir des formalités longues et coûteuses toutes les fois qu'il se produirait des changements parmi les associés.

Nous partageons donc à ce point de vue l'avis exposé dans le rapport de M. Drouets (1).

En conséquence, nous proposons de supprimer l'expression « les noms des associés » de l'article 14 et de supprimer l'alinéa 2 de l'article 20.

§ XII

Articles 15 et 16. — FORMALITES DE PUBLICITE DANS LE CAS OU LA SOCIETE A DES SUCCURSALES ET PERSONNES CHARGEES DE SIGNER L'EXTRAIT

Ces deux articles n'ont subi aucune critique. Quant à nous, nous ne voyons, non plus, rien à leur reprocher. Nous proposons donc de les laisser tels quels.

§ XIII

Article 17. — FORMALITES DE PUBLICITE A L'OCCASION DES CHANGEMENTS INTERVENUS DANS LA SOCIETE

Il est regrettable que cet article soumette à des formalités compliquées, sous peine de sanctions sévères, les modifications résultant de tout changement d'associé.

Constatons, une fois de plus, qu'à ce sujet, l'article 9 *bis* du projet de M. Percerou était mieux rédigé. Il ne prévoyait la publicité que pour les changements intervenus dans la personne des gérants.

(1) Rapport déjà cité.

Nous préférons cette expression de « gérants » à celle de « personnes chargées de la gestion », proposée par M. Drouets dans son rapport déjà cité. En effet, on peut comprendre dans l'expression « personnes chargées de la gestion » les directeurs ou les fondés de pouvoirs de la société. Or, ce serait une formalité coûteuse et compliquée que de procéder à des publications toutes les fois qu'on aurait changé de fondés de pouvoirs ou de directeurs.

Nous proposons donc de remplacer l'article 17 de la loi de 1925 par le texte suivant :

« Sont soumis aux formalités et aux sanctions prescrites par « les articles 12 et 13 tous les actes et délibérations ayant pour « objet la modification des statuts ainsi que tous les changements « survenus parmi les gérants de la société. »

§ XIV

Articles 18 et 19. — PUBLICITE FAITE PAR LA SOCIETE PENDANT SON EXISTENCE

Les articles 18 et 19 de la loi du 7 mars 1925 sont copies respectivement d'après les articles 64 et 63 de la loi du 24 juillet 1867. (Remarquons que la loi allemande n'oblige pas, comme la loi française, de mettre l'indication du montant du capital sur les imprimés de la société).

En faisant la critique de l'article 4, nous avons parlé des avantages qu'il y aurait pour les associés de pouvoir obliger la société à leur délivrer sur demande une copie des statuts.

Nous adoptons donc la proposition contenue dans le rapport de M. Drouets (1) tendant à ajouter un alinéa à l'article 19. Cet alinéa serait ainsi conçu :

« Tout associé peut également exiger qu'il lui soit délivré au « siège de la société une copie certifiée conforme des statuts origi- « naux et de divers actes et délibérations qui les ont modifiés. »

(1) Rapport déjà cité.

DEUXIÈME SECTION

REGIME DES PARTS SOCIALES

§ 1

Article 21. — REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES

L'article dont il s'agit interdit de représenter les parts sociales par des titres négociables. Cela ne veut pas dire qu'on ne pourra délivrer aux associés en représentation de leurs apports aucune espèce de titre. Il sera permis de leur donner des certificats de parts sociales non négociables (1).

§ II

Articles 22 et 23. — CESSION DES PARTS

Il est à remarquer que la restriction à la négociation des parts est une mesure qui existe, en droit anglais mais que la loi allemande ne connaît pas.

A remarquer, également, que la loi française ne s'occupe que de la cession entre vifs et ne s'occupe point des cas où les parts peuvent être transférées par voie de décès ou de vente forcée (2).

Plusieurs questions se posent au sujet des articles 22 et 23 : Peut-on prévoir dans les statuts une clause contraire au calcul par tête ? Il faudrait l'admettre. En effet, l'article 22 de la loi du 7 mars 1925 n'emploie pas l'expression « *nonobstant toute clause contraire de l'acte de société* » qui se trouve dans l'article

(1) Voir dans ce sens Pic et Baratin : « De la part sociale dans les sociétés à responsabilité limitée. » (*Revue des sociétés*, 1926, pages 113 et suivantes.)

(2) Lire à ce sujet l'article de M. Chéron : « La société à responsabilité limitée en droit allemand et en droit français. » (*Annales de droit commercial*, 1925, pages 209 et suivantes). Voir également Lepargneur : « La loi nouvelle sur les sociétés à responsabilité limitée. » (*Journal des sociétés* 1925, pages 257 et suivantes.)

28 de la même loi. Il en résulte que les statuts pourraient stipuler une clause contraire pour le calcul de la majorité par tête (1).

Le gérant et ses parts peuvent-ils entrer dans le calcul des majorités prévues pour les cessions des parts ? Il faudrait l'admettre, la loi ne les en excluant pas (2).

Les statuts peuvent-ils prévoir des majorités moindres que celles de l'article 22 ? Non, car l'article 22 n'emploie pas l'expression « sauf stipulation contraire des statuts » (3).

L'exigence de la loi est sévère, car il serait souvent très difficile de disposer des deux majorités, en capital et en nombre.

Elle pourrait même être cause d'inconvénients graves. Ce serait le cas, par exemple, si par suite de la survenance du décès d'un associé possédant de nombreux successeurs, un groupe se trouvait privé de la majorité en nombre dont il bénéficiait avant et qui lui permettait d'avoir la prépondérance dans les délibérations de la société.

Il serait préférable, dans ces conditions, de supprimer la majorité en nombre et de maintenir seulement celle en capital (4).

MM. Troullier et d'Ayguande proposent au contraire de maintenir la double majorité de l'article 22. D'après ces auteurs, le régime de la double majorité est le seul qui corresponde au caractère mixte des sociétés à responsabilité limitée. Si l'on supprimait la majorité en nombre au profit de la majorité en capital, ce serait réaliser l'assimilation des sociétés à responsabilité limitée aux sociétés anonymes (5).

La loi n'ayant pas prévu la transmission par suite de vente forcée, d'héritage ou de legs, il y a lieu de s'en occuper si les statuts ne stipulent pas dans quelles conditions les parts pourraient être transférées dans ces derniers cas.

Nous proposons, en conséquence, de modifier l'article 22 comme suit :

« Les parts sociales ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement d'associés représentant les trois quarts au moins du capital social.

« Lorsqu'il s'agit de parts ayant fait l'objet de ventes forcées

(1) Lire à ce sujet l'article de M. Wahl : « Le vote plural. », article déjà cité.

(2) Dans ce sens Pic et Baratin : « De la part sociale... », article déjà cité.

(3) Lire à ce sujet l'article de M. Wahl : « Des modifications aux statuts dans les sociétés à responsabilité limitée ». (*Journal des Sociétés*, 1926, pages 641 et suivantes.)

(4) Voir le rapport de M. Drouets déjà cité.

(5) MM. Troullier et d'Ayguande. « A propos des sociétés à responsabilité limitée. De quelques modifications à apporter au régime actuel de ces sociétés. » (*L'Economie Nouvelle*, n° de décembre 1927.)

« ou transmises à la suite de décès, les associés représentant le
« même capital que ci-dessus devront, dans le cas où ils refuse-
« ront d'agréer comme associés ceux à qui seront échues les parts
« dont il s'agit, les leur acheter.

« Sauf disposition contraire des statuts :

« 1° L'achat devra être fait par les associés ayant voté le
« refus dans un délai de six mois depuis la date de leur décision.

« 2° Le prix d'achat des parts sera obtenu en capitalisant au
« taux des avances de la Banque de France, du 1^{er} janvier de
« l'année où aura eu lieu le refus des associés, le chiffre moyen
« des dividendes des 1, 2, 3, 4, 5 dernières années suivant que la
« société a eu 1, 2, 3, 4, 5 exercices clôturés ; si la société n'a
« distribué aucun dividende, le taux d'achat des parts sera égal
« à leur valeur nominale.

« 3° Les associés devront prendre les décisions concernant
« l'agrément ou le refus de ceux à qui seraient échues les parts
« dont il s'agit dans le mois du jour où les intéressés les auront
« mis en demeure de se prononcer. La mise en demeure pourra
« avoir lieu par simple lettre recommandée avec accusé de
« réception.

« 4° Le délai de six mois dont il est question plus haut
« commencera à courir à l'expiration du mois dont il s'agit, que
« les associés se soient prononcés ou non.

« 5° Si après l'expiration de ce délai de six mois les associés
« n'ont pas acheté les parts dont il s'agit, ceux à qui elles seront
« échues deviendront, de droit, associés de la société. »

En ce qui concerne la transmission des parts à cause de mort, MM. Troullier et D'Ayguarde (1) interprètent l'article 36 de la loi du 7 mars 1925 en ce sens que les héritiers quels qu'ils soient, *ab intestat* ou testamentaires, vont entrer de plein droit dans la société. Toutefois, pour obvier au danger signalé précédemment, ils proposent qu'en cas de décès d'un associé, ses successeurs, quel que soit leur nombre, ne compteront que pour une seule tête en vue du calcul de la majorité en nombre qu'ils maintiennent à côté de la majorité en capital.

D'autre part, ils établissent une distinction entre les héritiers en ligne directe, qui, sauf clause contraire, doivent entrer de plein droit dans la société, et les autres successeurs *ab intestat* et testamentaires qui doivent rester soumis à l'article 22 actuel de la loi. Au cas où la collectivité des associés refuserait d'agréer les héritiers et légataires, ils proposent d'insérer dans la loi une disposition obligeant les associés survivants à racheter les parts

(1) Article précité.

sociales, ce qui nécessiterait l'introduction dans les statuts d'une clause de préemption.

A défaut de rachat la difficulté serait résolue par le droit pour les ayants cause de demander la dissolution de la société.

L'article 22 serait alors ainsi conçu :

« Art. 22. — Les parts sociales ne peuvent être cédées entre
« vifs à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement
« de la majorité des associés représentant au moins les trois
« quarts du capital social.

« Sauf stipulation contraire des statuts, la transmission des
« parts sociales d'un associé décédé s'opère de plein droit au profit
« de ses héritiers en ligne directe qui, même après la cessation
« de l'indivision ayant existé entre eux, ne comptent que pour
« une tête pour le calcul de la majorité en nombre prévue au pré-
« sent article et à l'article 31 ci-après.

« Tous autres successeurs *ab intestat* ou testamentaires ne
« deviennent membres de la société que s'ils sont agréés par une
« décision des associés prise aux conditions de majorité ci-dessus
« fixées. A défaut d'agrément, les associés survivants sont tenus
« de racheter ou de faire racheter par tous tiers de leur choix les
« parts sociales dévolues auxdits successeurs, sur la base des
« conditions fixées aux statuts ou arrêtées d'un commun accord
« entre les intéressés. A défaut de rachat, les successeurs non
« agréés du défunt ont la faculté de provoquer la dissolution anti-
« cipée de la société. »

TROISIÈME SECTION

LES GERANTS

§ I

Article 24. — LES FONCTIONS DES GERANTS

L'expression de « gérants » a été critiquée par différents auteurs. En effet, en droit français, on a l'habitude d'appeler gérants ceux qui sont indéfiniment responsables alors que dans

les sociétés à responsabilité limitée la responsabilité des gérants, comme celle des autres associés, est limitée aux apports qu'ils ont effectués (1).

La loi est muette sur les rapports des gérants entre eux. Que faut-il faire, notamment, s'ils ne sont pas d'accord sur la présentation des comptes ?

La loi ne dit pas, non plus, qui a le droit de révoquer les gérants. Sont-ce les associés ? Dans ce cas, à quelles conditions de majorité de capital et de personnes sera soumise leur décision ? Il est plus probable que c'est le tribunal qui aura le droit de révoquer les gérants (2).

Les pouvoirs illimités des gérants (article 24) leur ont été accordés sur les instances de la chambre de commerce de Strasbourg (3).

Les statuts peuvent-ils limiter leurs pouvoirs ?

M. Wahl, dans son article « Les pouvoirs des gérants dans les sociétés à responsabilité limitée » (4) conclut par l'affirmative. « En effet, dit-il, « *limitation contractuelle* » ne veut pas dire statutaire ».

Par conséquent, les statuts pourraient limiter les pouvoirs des gérants et cette limitation statutaire de leurs pouvoirs ne serait pas sans effet à l'égard des tiers.

Il est à remarquer que l'article 9 du projet déjà cité de M. Percerou supprime les termes de l'article 37, alinéa 2 de la loi allemande, qui donnait aux gérants les pleins pouvoirs, règle prévue par l'article 252, alinéa 2 du code de commerce allemand se rapportant aux sociétés anonymes.

Ce pouvoir illimité que l'on accorde aux gérants met la société complètement à leur discrétion et cela sans remède aucun, si l'on n'adopte pas l'opinion de M. Wahl, d'après laquelle les pouvoirs pourraient être limités par les statuts (5).

On ne voit pas pourquoi la loi ne laisserait pas aux statuts la latitude de stipuler les cas dans lesquels les gérants pourraient être révoqués. Cette disposition a été critiquée par certains auteurs (6).

(1) MM. Thaller et Percerou, op. cit., appendice n° 7.

(2) Lire M. Wahl : « Les comptes annuels dans les sociétés à responsabilité limitée. (*Journal des Sociétés*, 1927, pages 321 et suivantes.)

(3) V. Drouets, op. cit. n° 314.

(4) Article précité.

(5) Voir à ce sujet le rapport déjà cité de M. Drouets, dont nous adoptons entièrement les conclusions ainsi que la proposition de modification de l'art. 24.

(6) Voir notamment à ce sujet le rapport de M. Drouets, dont nous adoptons entièrement les conclusions.

L'article 24 sera, en conséquence, modifié comme suit :

Le premier alinéa restera tel quel.

La deuxième phrase du deuxième alinéa sera conçue dans les termes suivants :

« Sauf stipulation contraire des statuts, ils ont tous les pouvoirs, pour agir au nom de la société en toutes circonstances. »

Enfin, le troisième alinéa sera rédigé comme suit :

« Sauf clause contraire des statuts, les gérants nommés par l'acte de société ou par un acte postérieur ne sont révocables que pour des causes légitimes. »

§ II

Article 25. — RESPONSABILITE DES GERANTS

Cet article est copié d'après l'article 44 de la loi du 24 juillet 1867 et il ne soulève aucune critique. Nous proposons, en conséquence, de le laisser tel quel.

QUATRIÈME SECTION

LES ASSOCIES

§ I

Article 26. — LES DIFFERENTS MOYENS MIS A LA DISPOSITION DES ASSOCIES POUR EXPRIMER LEURS DECISIONS

Cet article soulève la remarque suivante :

Est-il permis de convoquer une assemblée si le nombre des associés est inférieur à 20 membres ? La question peut se poser, étant donné que l'article 26 de la loi de 1925 dit que lorsque le nombre des associés n'est pas supérieur à 20 « chaque associé » *recevra* le texte des résolutions ou décisions à prendre... *et émettra son vote par écrit.* »

Du moment donc que « chaque associé recevra le texte des résolutions... et émettra son vote par écrit », il en résulte qu'il ne peut pas y avoir d'assemblée (1).

Les associés pourront-ils amender le texte des résolutions ou des décisions qu'ils recevront ?

Il résulterait de l'article 26 sus cité qu'ils ne peuvent qu'approuver les décisions des gérants, les rejeter ou ne pas se prononcer. Ils ne peuvent donc pas les amender s'ils ne sont pas réunis en assemblée (2).

§ II

Article 27. — MAJORITES REQUISES POUR LA VALIDITE DES DECISIONS

De quelle manière faut-il interpréter la première phrase de l'article 27 ? La décision doit-elle être prise par la majorité des membres de l'assemblée qui, elle, représenterait plus de la moitié du capital social, ou par des associés qui représenteraient plus de la moitié de ce capital ? Dans les deux cas, les situations ne seraient pas les mêmes. Prenons, par exemple, le cas d'une société à responsabilité limitée au capital de 100.000 francs. Supposons que l'assemblée se compose de 20 membres et que ces 20 membres détiennent des parts d'un montant de 55.000 francs, qui représenteraient, par conséquent, plus de la moitié du capital social. Si la décision est prise par douze associés détenant à eux environ 30.000 francs de parts, comme ces douze associés représentent la majorité de l'assemblée composée dans l'hypothèse susdite de 20 membres, la décision aurait été prise par la majorité des associés mais les associés composant cette majorité ne représenteraient pas plus de la moitié du capital social.

Supposons, par contre, que l'assemblée se compose de 20 membres détenant pour 80.000 francs de parts et que la décision est prise par 5 de ses associés possédant à eux seuls des parts d'un montant de 60.000 francs. Cette décision aurait été prise par des associés qui n'ont pas eu la majorité, mais qui représentaient plus de la moitié du capital social, ainsi que l'exige l'article 27. La question qui se pose est celle de savoir si la décision est valable dans le premier cas ou dans le deuxième cas. Nous croyons qu'elle ne serait valable dans aucun de ces deux cas et qu'il faudrait, pour que la loi soit respectée, que les associés ayant pris

(1) M. Wahl, l'article déjà cité : « Les comptes annuels ».

(2) Voir l'article ci-dessus de M. Wahl.

la décision soient en majorité et que, de plus, ils représentent plus de la moitié du capital social.

La difficulté vient du fait que l'article 27 est mal rédigé. Il n'y est pas plus question de quorum que du nombre de voix des associés.

La première disposition de l'article 27 est en contradiction avec le reste de cet article, qui prévoit le cas où les associés seraient convoqués une seconde fois. Dans cette hypothèse, les décisions seraient prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

Nous sommes donc d'avis d'adopter à ce sujet les suggestions contenues dans le rapport de M. Drouets (1).

On substituerait, par conséquent, au texte actuel de l'article 27, la rédaction suivante :

« Sauf stipulation plus rigoureuse des statuts, aucune décision n'est valablement prise, dans tous les cas autres que ceux prévus par l'article 31 ci-après, qu'à la majorité des voix attachées à l'ensemble des parts qui composent le capital social.

« Si cette majorité n'est pas atteinte lors de la première convocation, soit en assemblée générale, soit par correspondance, les associés sont convoqués ou consultés une deuxième fois par lettre recommandée et les décisions sont prises à la majorité des voix émises, quel que soit le nombre des parts sociales possédées par les associés qui ont pris part au vote. »

Nous remarquerons, pour finir, que les dispositions de la deuxième phrase de l'article 27, tel qu'actuellement rédigé, permettent l'application du vote privilégié. C'est même le seul cas où ce vote pourrait s'exercer (2).

§ III

Article 28. — DROIT DE VOTE DES ASSOCIÉS

Cet article imite l'article 252 du code de commerce allemand. Il paraît se rapporter par sa place aux décisions autres que celles concernant la cession des parts et la modification des statuts.

Peut-on « stipuler que des parts de même capital n'auront pas le même nombre de voix et que, dans le calcul de la majorité

(1) Rapport déjà cité.

(2) Lire à ce sujet l'article précité de M. Lepargneur : « Le vote privilégié dans les sociétés à responsabilité limitée ».

« des personnes, divers associés n'auront pas le même nombre « de voix ? » (1).

La réponse à cette question est en fonction de celle que l'on ferait concernant l'expression « nonobstant » se trouvant en tête de l'article 28. Cette expression régit-elle seulement la première phrase de cet article ou sa deuxième phrase ? Si elle ne régit que la première phrase de l'article 28, alors l'acte de société pourrait stipuler une clause contraire à celle qui y est prévue et en vertu de laquelle chaque associé aurait un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il posséderait. On tirerait une conclusion contraire si l'expression « nonobstant » régissait les deux phrases de l'article 28.

Même dans ce dernier cas, on pourrait créer des parts à vote privilégié. En effet, la loi de 1925 a été calquée sur celle de 1867. Or, l'article 31 de cette dernière loi prévoit que tout actionnaire peut prendre part aux délibérations avec un nombre de voix égal aux actions qu'il possède.

Mais, pour ce qui concerne l'article 31 de la loi du 24 juillet 1867, on admet que l'on peut donner à certaines catégories d'actions plusieurs voix par action, à condition que chacune des actions ait un droit de vote. On pourrait donc faire de même pour ce qui concerne les parts des sociétés à responsabilité limitée.

On sait, d'autre part, que malgré les dispositions de l'article 34 du code de commerce, aux termes duquel « le capital social « des sociétés par actions se divise en actions et même en coupons d'action d'une valeur *nominale égale* », on admet que les actions peuvent être d'un montant inégal. On peut en conclure qu'il serait également admis de créer des parts d'un montant inégal.

Enfin, comme la loi du 7 mars 1925 ne dit pas, à l'instar de la loi du 24 juillet 1867, article 31, que l'actionnaire a un nombre de voix égal aux actions qu'il possède, sans *limitation*, il en résulterait que dans les sociétés à responsabilité limitée, on pourrait limiter le nombre des voix auxquelles aurait droit une personne.

Pour éviter cette difficulté d'interprétation, il serait bon de remplacer l'article 28 par le texte suivant, se trouvant dans le rapport de M. Drouets : « nonobstant toute clause contraire de « l'acte de société, tout associé peut prendre part aux décisions « avec un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il « représente, sans limitation. »

(1) M. Wahl : « Le vote plural... », article déjà cité.

§ IV

Article 29. — ASSEMBLEE D'ASSOCIES

La loi dit bien qu'à défaut du gérant ou du conseil de surveillance, les associés représentant plus de la moitié du capital social peuvent convoquer l'assemblée.

Mais comme il n'y a pas obligatoirement une assemblée lorsque la société à responsabilité limitée n'a pas plus de 20 membres, on peut se demander si, dans ce cas, les associés représentant plus de la moitié du capital peuvent consulter les autres (1).

La loi a omis de statuer dans cette hypothèse.

On peut se demander, dans ces conditions, s'il ne serait pas possible aux gérants de ne jamais consulter les associés, — à moins qu'il ne s'agisse d'une modification des statuts ou d'une cession de parts, — dans les sociétés ayant moins de 20 membres.

Pour remédier à ces lacunes, M. Drouets, dans son rapport, propose de remplacer l'article 29 par le texte suivant :

« Le droit de convoquer l'assemblée générale ou de consulter
« les associés par correspondance appartient aux gérants ou à
« chacun d'eux s'ils sont plusieurs, à leur défaut au conseil
« de surveillance, s'il en existe un, et, en l'absence de celui-ci ou
« faute par lui d'agir, à tout associé ou à tout groupe d'associés
« possédant plus de la moitié du capital social.

« Dans les sociétés comptant plus de 20 associés, il doit être
« tenu chaque année au moins une assemblée générale à l'époque
« fixée par les statuts.

« Dans toutes les autres sociétés, les associés doivent égale-
« ment, une fois par an, être convoqués en assemblée générale ou
« être consultés par correspondance. »

§ V

Article 30. — COMMUNICATIONS A FAIRE AUX ASSOCIES

Le texte de l'article 30 est mal rédigé. En effet, il s'exprime de la même manière pour les sociétés ayant plus de 20 membres et pour les sociétés dont les associés sont inférieurs à ce nombre.

D'autre part, il n'autorise pas les associés à demander la liste des autres associés. Cela s'explique pour cette raison que la liste des associés doit se trouver déposée au registre du commerce, au

(1) Voir à ce sujet M. Wahl : « Les comptes annuels... », article déjà cité.

greffe de la justice de paix et du tribunal de commerce. Il est donc possible de s'y adresser pour se la procurer.

Mais comme nous proposons de ne plus publier les noms de tous les associés, mais seulement ceux des gérants, il paraît utile, dans ce cas, de permettre aux associés d'exiger la liste de tous les associés de la société.

Dans ces conditions, il serait bon de modifier l'article 30 en lui substituant le texte suivant proposé dans le rapport de M. Drouets :

« Tout associé peut, par lui ou par un fondé de pouvoirs, prendre au siège social communication de l'inventaire, du bilan, de la liste des associés et du rapport du conseil de surveillance, s'il en existe un. Tout associé peut également se faire délivrer copie du bilan résumant l'inventaire et, le cas échéant, du rapport du conseil de surveillance.

« Dans les sociétés de plus de 20 membres, la communication ci-dessus n'est permise que pendant les 15 jours qui précèdent l'assemblée générale annuelle. »

§ VI

Article 31. — MODIFICATION DES STATUTS

On pourrait se poser, au sujet de cet article, la question de savoir s'il ne serait pas possible de prévoir une clause contraire au calcul par tête. Il serait possible de pencher pour l'affirmative. En effet, l'article 31 ne porte pas, comme l'article 28, une disposition restrictive (1).

A ajouter que l'article 31 de la loi de 1867 prévoit également l'unanimité des associés pour changer la nationalité de la société et augmenter les engagements de ses membres. Or, il est admis pour les sociétés anonymes que les statuts peuvent prévoir la non unanimité pour le changement de la nationalité de la société et pour l'augmentation des engagements de ses associés.

Cette même solution pourrait s'appliquer pour les sociétés à responsabilité limitée (2).

Nous avons déjà parlé en faisant la critique de l'article 22 de la difficulté qu'il y aurait à réunir les deux majorités en capital et en nombre. Et nous avons proposé de maintenir seulement la majorité de capital.

Nous sommes donc d'avis de modifier l'article 31 ainsi que le propose M. Drouets dans son rapport.

(1) Voir en ce sens M. Wahl, l'article déjà cité sur : « Le vote plural... »

(2) Voir dans ce sens l'article précité de M. Wahl : « Des modifications aux statuts... ».

L'article dont il s'agit serait donc rédigé comme suit :

« Sauf stipulation plus rigoureuse de l'acte de société, aucune modification des statuts ne peut être valablement décidée qu'à la majorité des 3/4 des voix attachées à l'ensemble des parts qui composent le capital social. »

« Les associés ne peuvent, toutefois, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la société ou obliger un associé à augmenter son apport. »

CINQUIÈME SECTION

Article 32. — CONSEIL DE SURVEILLANCE

Cet article est copié d'après les articles 5 et 6 de la loi du 24 juillet 1867.

L'alinéa 2 de l'article 10 de la même loi qui est cité dans l'article 32 est rédigé dans ces termes : « Ils (c'est-à-dire les membres du conseil de surveillance) font, chaque année, à l'assemblée générale, un rapport dans lequel ils doivent signaler les irrégularités et inexactitudes qu'ils ont reconnues dans les inventaires, et constater, s'il y a lieu, les motifs qui s'opposent aux distributions des dividendes proposées par le gérant. »

Au sujet de cette proposition de dividendes, que faut-il décider dans le cas où il y a plusieurs gérants, s'ils ne se mettent pas d'accord pour la présentation des comptes ? Peut-on admettre que chacun de ces gérants présente un compte différent ou que plusieurs gérants présentent un compte et qu'un autre compte soit présenté par les autres gérants de la société ? Peut-on, également, admettre que les comptes ne soient pas présentés par l'unanimité des gérants ? Tous ces points n'ont pas été tranchés par la loi, qui, du reste, n'a rien statué au sujet des rapports des gérants entre eux (1).

Lorsque les gérants ne sont pas d'accord pour la présentation des comptes, il faudrait que le tribunal nommât, à la demande des intéressés, un gérant provisoire qui présenterait les comptes à la place des gérants de la société.

Il serait souhaitable que les statuts prévoient ce cas pour éviter des difficultés dans la gestion de la société.

(1) Lire à ce sujet l'article déjà cité de M. Wahl : « Les comptes annuels... »

SIXIÈME SECTION

DISPOSITIONS DIVERSES

§ I

Article 33. — LA RESERVE LEGALE

Cet article est copié d'après l'article 36 de la loi du 24 juillet 1867. Une seule différence : alors que l'article 36 dont il s'agit parle des bénéfices *nets*, l'article 33 de la loi du 7 mars 1925 emploie simplement l'expression « bénéfices ».

Or, les bénéfices et les bénéfices nets sont notions différentes. Ainsi, une société peut avoir un chiffre important de bénéfices et présenter un exercice en déficit du fait des frais généraux et autres qui auraient été supérieurs au montant de ses bénéfices, alors que les bénéfices nets représentent l'excès des bénéfices bruts sur les frais et amortissements de l'entreprise.

Le prélèvement destiné à la formation du fonds de réserve ne peut avoir lieu que s'il y a des bénéfices nets.

Nous proposons, en conséquence, de substituer dans le texte de l'article 33 l'expression de « bénéfices nets » à celle de « bénéfices ».

Lorsque la société est à capital variable, le fonds de réserve cessant d'être obligatoire, alors qu'il atteint le dixième du capital social, il s'ensuit que son maximum sera également variable étant en fonction du capital variable de la société.

§ II

Article 34. — LA CLAUSE D'INTERETS FIXES

La loi du 7 mars 1925 admet la possibilité de servir des intérêts aux associés, même en l'absence de bénéfices, à condition que cette clause soit prévue par les statuts et qu'elle soit réglementée.

On sait que, dans les sociétés anonymes, il est également permis, sous certaines réserves, de servir des intérêts aux actionnaires, même en l'absence de bénéfices.

L'article 34 spécifie que le montant des intérêts ainsi payés doit être compris parmi les frais de premier établissement. Il ajoute que ce compte de frais de premier établissement ainsi formé devra être amorti sur les années qui présenteront des bénéfices.

Or, les comptes de frais de premier établissement sont amortis dans la pratique des sociétés, qu'il y ait ou non des bénéfices (1).

M. Drouets propose à ce sujet de ne pas employer l'expression de frais de premier établissement, afin que le montant des intérêts ne soit amorti que dans les années présentant des bénéfices.

Nous sommes d'un avis opposé et nous pensons que pour la clarté et la sincérité du bilan, il serait bon de faire disparaître ce compte le plus tôt possible, ainsi que cela a lieu en pratique. Nous gardons l'expression de frais de premier établissement et proposons que ce compte soit amorti même dans les années où il n'y a pas de bénéfices. Le dernier alinéa de l'article 34 serait, en conséquence, modifié comme suit :

« Le montant des intérêts ainsi payés doit être compris parmi
« les frais de premier établissement et réparti avec ces frais,
« suivant le mode et dans le délai que doivent fixer les statuts,
« tous les ans, que les exercices se soldent ou non par des bénéfices. »

§ III

Article 35. — LA REPETITION DES DIVIDENDES

Cet article est copié d'après l'article 10 de la loi du 24 juillet 1867. Seulement, alors que l'alinéa 3 de l'article 10 ne veut pas que l'action en répétition de dividendes soit exercée contre les actionnaires s'ils ont été de bonne foi, l'article 35 de la loi du 7 mars 1925 admet l'action en répétition des dividendes contre les associés, même s'ils ont été de bonne foi.

Nous ne comprenons pas du tout cette différence. Si les associés ont été de bonne foi, il est juste que l'action en répétition de dividendes ne puisse pas s'exercer contre eux. Or, elle ne peut pas s'exercer contre eux s'ils sont en société anonyme. Pourquoi en serait-il autrement s'ils se trouvaient en société à responsabilité limitée ?

Les vrais coupables doivent être punis. Les associés seront

(1) Voir le rapport déjà cité de M. Drouets.

présumés l'être si les dividendes étaient distribués en l'absence de tout inventaire, ou en dehors de ses résultats. Dans le cas contraire, l'action en répétition ne pourrait s'exercer que contre les gérants de la société qui ont proposé la distribution de dividendes correspondant à des bénéfices non réellement acquis.

Nous proposons, en conséquence, de remplacer l'article 35 par le texte suivant :

« Aucune répétition de dividendes ne peut être exercée contre les associés, si ce n'est dans le cas où la distribution en aura été faite en l'absence de tout inventaire ou en dehors des résultats constatés par l'inventaire.

« Dans ce dernier cas, on déduira les dividendes distribués à tort des premiers bénéfices réalisés par la société.

« Il ne sera pas distribué de dividendes tant que l'on n'aura pas déduit l'intégralité des dividendes fictifs des bénéfices de la société.

« Si, faute de bénéfices, on ne peut en déduire les dividendes fictifs, ce sont les gérants sous la gestion desquels on en a décidé la distribution qui seront solidairement tenus à en verser la contre-valeur à la société.

« L'action en répétition, dans les cas où elle est ouverte, et celle en restitution contre les gérants se prescrivent par cinq ans à partir du jour fixé pour la distribution des dividendes. »

§ IV

Article 36. — DISSOLUTION DE LA SOCIÉTÉ

Peut-on appliquer aux sociétés à responsabilité limitée l'article 1871 du Code civil, aux termes duquel « la dissolution des sociétés à terme ne peut être demandée par l'un des associés avant le terme convenu qu'autant qu'il y en a de justes motifs, comme lorsqu'un autre associé manque à ses engagements, ou qu'une infirmité habituelle le rend inhabile aux affaires de la société, ou autres cas semblables, dont la légitimité et la gravité sont laissées à l'arbitrage des juges » ?

Un jugement du Tribunal de commerce de la Seine du 26 février 1926 en a décidé ainsi (1).

Peut-on appliquer aux mêmes sociétés l'article 1869 du Code

(1) *Gazette des Sociétés*, numéro de juin 1926. Voir dans le même sens un jugement du Tribunal de commerce de la Seine du 8 novembre 1927 (*Rev. Soc.* 1928, page 271).

civil ? On sait que la jurisprudence applique cet article à toutes les sociétés dont la durée dépasse une génération, c'est-à-dire environ trente ans.

Il faudrait, par conséquent, décider que l'article 1869 du Code civil peut s'appliquer à toutes les sociétés à responsabilité limitée dont la durée est supérieure à trente ans.

On ne comprend pas pourquoi l'article 36 défendrait à la société de prévoir dans ses statuts une clause contraire à celle par laquelle elle ne serait pas dissoute par l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés, alors qu'il est permis de faire une stipulation de cet ordre pour la mort de l'un d'eux.

En effet, comme le gérant peut être pris parmi les associés de la société, il s'ensuivrait que celle-ci pourrait avoir à sa tête comme gérant, un interdit ou un failli. C'est là un résultat qu'il faudrait éviter (1).

L'article 36 serait, en conséquence, modifié comme suit :

« Sauf stipulation contraire des statuts, la société n'est pas
« dissoute par la mort, l'interdiction, la faillite ou la déconfi-
« ture de l'un des associés. »

§ V

Articles 37, 38 et 39. — PEINES PREVUES CONTRE LES FONDATEURS ET LES GERANTS

Il n'y a rien à dire au sujet des articles 38 et 39.

Par contre, l'article 37 est mal rédigé. En effet, il punit les gérants qui ont ouvert une souscription publique pour le compte de la société. Mais il n'y a pas de gérants tant que la société n'a pas encore été fondée. Il s'ensuivrait que ses fondateurs pourraient recourir à une souscription publique pour former son capital nominal.

Or, la loi a voulu, non seulement empêcher la société de recourir au crédit public pendant son existence, mais même pour se former.

Nous sommes donc d'avis de modifier l'article 37 ainsi que le propose M. Drouets dans son rapport, en ajoutant la mention « les associés originaires » à côté de celle de « gérants ».

(1) Voir à ce sujet le rapport de M. Drouets, dont nous adoptons la conclusion.

§ VI

Article 40. — CLAUSE DE VARIABILITE DU CAPITAL

L'article 40 dont il s'agit renvoie aux articles 48 et 54 de la loi du 24 juillet 1867.

Or, cet article omet de viser plusieurs dispositions de la loi du 24 juillet 1867, notamment l'alinéa 3 de l'article 61, l'article 62 et l'alinéa 2 de l'article 64, bien que ces dispositions puissent s'appliquer aux sociétés à responsabilité limitée.

D'autre part, il y a, parmi les articles 48 à 54 de la loi de 1867, certains d'entre eux, notamment l'article 49 relatif au chiffre originaire du capital qui ne peut être porté au-dessus de la somme de 200.000 fr., l'article 50 relatif à la forme et au mode de transmission des actions et l'article 51, alinéa 3, concernant le montant des versements sur les actions, qui ne peuvent pas s'appliquer aux sociétés régies par la loi du 7 mars 1925.

L'article 40 aurait donc besoin d'être modifié.

Nous devons remarquer, au sujet de cet article, que les statuts prévoyant la clause de variabilité du capital ne peuvent pas se contenter de prévoir seulement l'augmentation ou la diminution de celui-ci. Il faut prévoir l'augmentation en même temps que la diminution. Les statuts de la société devront également fixer le chiffre jusqu'à concurrence duquel le capital pourra être augmenté ou diminué, chiffre qui ne devra pas être inférieur à 25.000 fr. ou au dixième du capital, conformément à l'article 51, alinéa 2, de la loi de 1867. Ils devront également prévoir les conditions dans lesquelles on pourrait exclure les associés ou celles qui permettraient à ceux-ci de se retirer de la société.

La clause de variabilité a pour effet d'éviter de consulter la collectivité des associés et de procéder à la publication particulière en cas d'augmentation du capital, c'est-à-dire qu'elle fait l'économie de toutes les règles relatives à la constitution de celui-ci (1).

Pour tenir compte de la remarque que nous avons faite plus haut et suivant en cela les conclusions du rapport de M. Drouets, nous sommes d'avis que l'on pourrait modifier l'alinéa 2 de l'article 40 comme suit :

« Les sociétés dont les statuts renferment la disposition ci-dessus sont soumises, indépendamment des règles contenues dans la présente loi, aux dispositions de la loi du 24 juillet

(1) Lire à ce sujet l'article déjà cité de M. Drouets : « Les sociétés à capital variable ».

« 1867 relatives aux sociétés à capital variable, sans que le mon-
« tant du capital originaire de la société ou celui de l'augmen-
« tation annuelle du capital soit limité à 200.000 fr. »

§ VII

Article 41. — TRANSFORMATION DE SOCIÉTÉS

On peut se poser à ce sujet la question de savoir si la transformation des sociétés engendre la création d'un être moral nouveau. Cette question a une importance pratique, étant donné que si la transformation avait pour effet de créer une société nouvelle, il y aurait lieu de payer les droits d'enregistrement de 3 p. 100 sur le montant du capital de la société. Par contre, si la transformation n'a pas pour effet de créer un être moral nouveau, au lieu de payer les droits d'enregistrement de 3 p. 100 sur le montant du capital, il suffirait de verser le droit fixe de 22 fr. 50.

La question n'a pas été résolue par la loi, mais elle a été tranchée par l'administration de l'enregistrement dans son instruction n° 3851 du 11 avril 1925. Elle a été, de plus, confirmée par de nombreuses réponses du ministre des Finances à des questions qui lui avaient été posées par des parlementaires.

La loi omet de dire dans quelles conditions les sociétés antérieures à la loi du 7 mars 1925 pourront se transformer en sociétés à responsabilité limitée, étant donné qu'elles ne pouvaient pas prévoir dans leurs statuts cette transformation. Est-ce que le fait de n'avoir pas prévu cette transformation dans les statuts aura pour résultat d'entraîner la naissance d'un être moral nouveau ? Vu l'instruction citée de l'administration de l'enregistrement, nous ne le pensons pas (1).

Il y a, toutefois, lieu d'ajouter que la transformation n'aura pour effet de créer une société nouvelle qu'autant que l'objet social de la société n'aura pas été modifié sensiblement ou pour autant, également, que la durée de la société et son capital n'auront pas été changés.

Pour ce qui concerne les conditions dans lesquelles les sociétés en nom collectif ou en commandite et les sociétés anonymes pourraient se transformer en société à responsabilité limitée, il y a lieu de faire les remarques suivantes : Dans les sociétés en nom collectif, le consentement unanime des associés sera nécessaire.

(1) Voir à ce sujet MM. Thaller et Percerou, op. cit., appendice n° 11.

Même solution s'il s'agit d'une société en commandite simple.

Pour ce qui concerne les sociétés par actions, il y a lieu de distinguer les sociétés en commandite des sociétés anonymes. Il y a lieu également de distinguer les sociétés créées antérieurement à la loi du 1^{er} août 1893 et les sociétés dont la création est postérieure à cette date.

Pour ce qui concerne les sociétés antérieures à la loi du 1^{er} août 1893, si la transformation a été prévue par les statuts, elle pourra avoir lieu si on se conforme à l'ancien article 31 de la loi du 24 juillet 1867.

Si la transformation n'a pas été prévue par les statuts, le consentement unanime des associés sera exigé.

Quant aux sociétés postérieures à la loi de 1893, s'il s'agit de sociétés anonymes, elles pourront être transformées — que cette transformation ait été ou non prévue dans les statuts — en se conformant à l'article 31 de la loi de 1867, modifié par la loi de 1893, c'est-à-dire qu'il faudrait que la transformation soit décidée par une assemblée générale réunissant les trois-quarts du capital social et à la majorité des deux tiers des voix des membres présents.

S'il s'agit de sociétés en commandite par actions postérieures à la loi du 1^{er} août 1893, elles ne pourront être transformées en sociétés à responsabilité limitée que du consentement unanime des associés, sauf lorsque la transformation a été autorisée par les statuts (1).

§ VIII

Article 42. — IMPÔT SUR LE REVENU DES VALEURS MOBILIÈRES

On ne comprend pas pour quelles raisons on a accordé aux gérants des sociétés à responsabilité limitée la faveur de ne pas payer l'impôt sur les valeurs mobilières, sur les « dividendes, intérêts, arrérages et autres produits qui peuvent leur revenir ».

On a essayé de justifier cette faveur par le fait que les gérants des sociétés à responsabilité limitée peuvent être assimilés aux associés des sociétés en nom collectif qui, eux non plus, ne paient pas l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, sur les produits pouvant leur revenir.

(1) Moreau et Berot, op. cit. pages 50 et 56. Lire également le rapport de M. Drouets.

On a oublié que la société à responsabilité limitée n'est pas une société de personnes, comme celle à nom collectif. Il est vrai qu'elle n'est pas tout à fait, non plus, une société de capitaux. Elle est intermédiaire entre la société de personnes et la société de capitaux.

Ainsi, l'article 22 de la loi du 7 mars 1925 donne à la société à responsabilité limitée un caractère privé alors que son article 36 en fait une société de capitaux (1).

La faveur ainsi accordée aux gérants des sociétés à responsabilité limitée a pour effet d'inciter les fondateurs de ce genre de société à nommer très souvent autant de gérants qu'il y a d'associés. De sorte que tous les associés étant gérants, aucun d'eux ne paie l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, sur les produits pouvant leur revenir (2).

Nous proposons, en conséquence, de modifier l'article 42 en lui substituant le texte suivant :

« L'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers édicté par
« l'article premier de la loi du 29 juin 1872, l'article 31 de la loi
« du 29 mars 1914 et l'article 50 de la loi du 25 juin 1920 ne
« s'applique pas dans les sociétés prévues par la présente loi aux
« dividendes, intérêts, arrérages et autres produits revenant au
« gérant unique ou au gérant principal de la société.

« Le gérant principal est celui qui est ainsi désigné dans l'acte
« le nommant.

« Il ne peut y avoir qu'un seul gérant principal dans une so-
« ciété à responsabilité limitée.

« Ces sociétés sont assujetties aux communications prescrites
« par les articles 16 et 28 de la loi du 5 juin 1850, l'article 22
« de la loi du 23 août 1871 et l'article 7 de la loi du 21 juillet
« 1875, sous les sanctions édictées tant par ces lois que par l'ar-
« ticle 5 de la loi du 17 avril 1906. »

§ IX

Article 43. — DISPOSITIONS APPLICABLES

A L'ALGERIE ET AUX COLONIES

Nous avons copié, dans la première partie de ce livre, le texte de la loi du 10 février 1926 concernant le régime des sociétés à

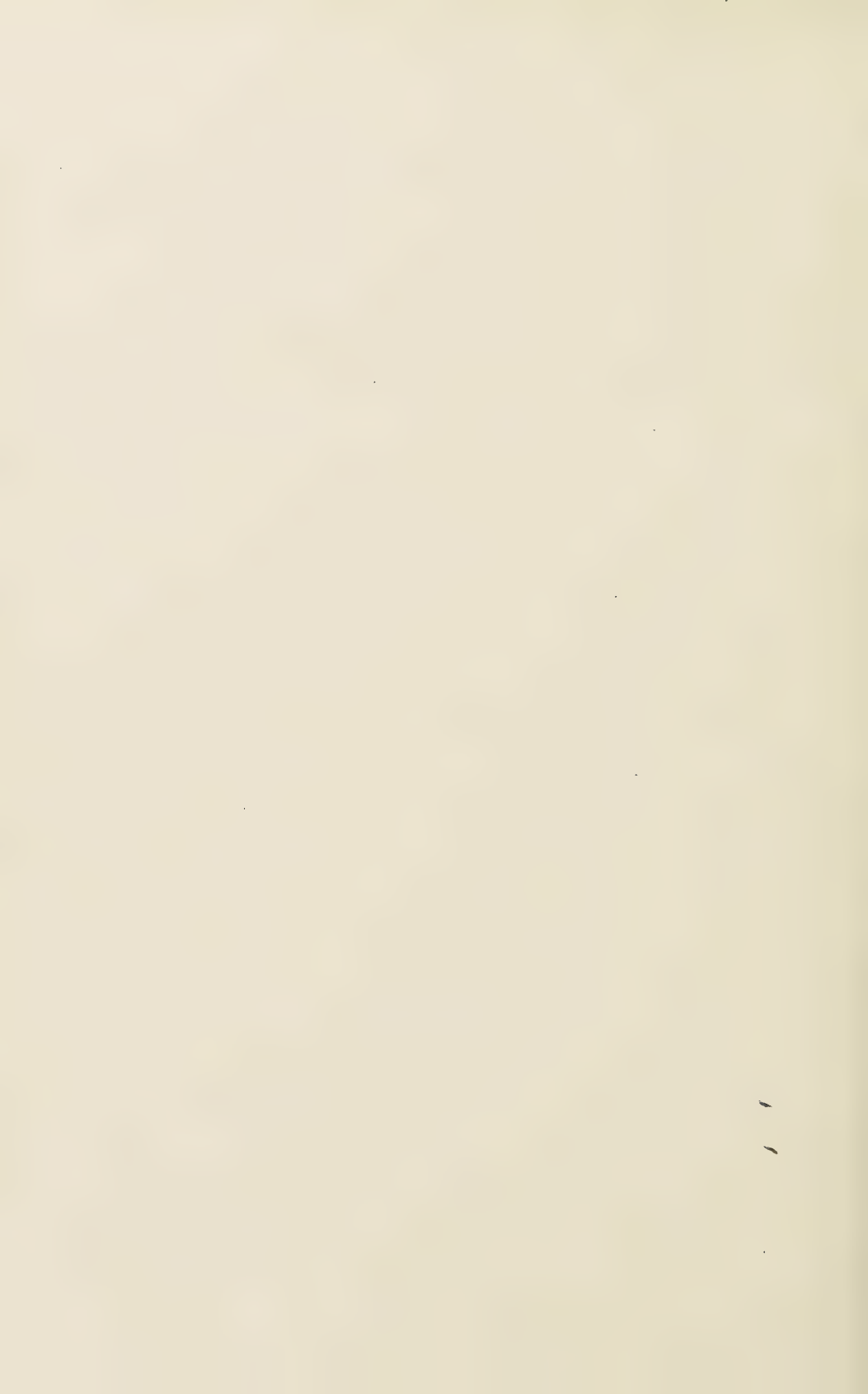
(1) Bourcart et Leroy : « A propos des sociétés à responsabilité limitée ». (*Journal des Sociétés*, 1925, p. 532 et suivantes).

(2) Lire le rapport de M. Drouets déjà cité.

responsabilité limitée dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle et celui de la loi du 13 janvier 1927 fixant les conditions d'application aux colonies de la loi du 7 mars 1925 relative aux sociétés à responsabilité limitée.

Nous n'avons rien à ajouter à ces dispositions et notre critique des articles de la loi du 7 mars 1925 prend fin ici.

Nous examinerons dans le deuxième chapitre quelques questions qui, tout en n'étant pas prévues par la loi du 7 mars 1925, sont en liaison étroite avec celle-ci.



CHAPITRE II

Différentes questions en liaison avec la loi du 7 mars 1925.

§ I

L'IMPOT GENERAL SUR LE REVENU

Les gérants des sociétés à responsabilité limitée devront-ils payer l'impôt sur le revenu du chef des sommes mises en réserves ?

En effet, un arrêt du Conseil d'Etat du 25 février 1925 frappe de l'impôt sur le revenu les réserves des sociétés en nom collectif et les soumet aux dispositions du décret du 17 janvier 1917 applicable aux commerçants et industriels exploitant seuls.

Faut-il appliquer cet arrêt aux gérants des sociétés à responsabilité limitée ?

On pourrait l'admettre, étant donné que les gérants des sociétés à responsabilité limitée ont été assimilés aux associés des sociétés en nom collectif pour ce qui concerne l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers sur les produits leur revenant. Les uns et les autres en sont exemptés. Malgré cela, M. le ministre des Finances, répondant à la question de M. le député Thoumyre, du 12 mars 1925, a décidé le contraire (1).

Comme les réponses de l'administration n'ont pas force de loi, il aurait été préférable que la loi s'expliquât clairement à ce sujet.

(1) MM. Thaller et Percerou, op. cit., appendice n° 16.

§ 11

LES ASSOCIES ET LES GERANTS DES SOCIETES
A RESPONSABILITE LIMITEE SONT-ILS COMMERÇANTS ?

La question a été agitée et on a soutenu notamment que la faillite de la société à responsabilité limitée devait entraîner celle de ses gérants. Or, cette solution ne peut être acceptée que si les gérants sont commerçants.

Le Tribunal de commerce de la Seine, dans un jugement du 14 janvier 1927, s'est prononcé contre la mise en faillite des gérants des sociétés à responsabilité limitée.

Nous ne pensons pas que les gérants, à plus forte raison les associés des sociétés à responsabilité limitée, soient commerçants et puissent, en conséquence, être déclarés en état de faillite.

En effet, aux termes de l'article premier du code de commerce « sont commerçants ceux qui exercent des actes de commerce et « en font leur profession habituelle ».

Or, les associés des sociétés à responsabilité limitée autres que ses gérants ne prennent aucune part à la gestion et peuvent, d'autre part, ne faire aucun acte de commerce. Ils ne sont donc pas commerçants. Quant aux gérants, s'ils font des actes de commerce, ce n'est pas en leur nom, mais au nom de la société qu'ils dirigent. Comme pour être commerçant il faut faire des actes de commerce en son nom, les gérants des sociétés à responsabilité limitée, pas plus que les autres associés de ces sociétés, ne devraient être considérés comme commerçants.

La loi du 8 décembre 1883, relative à l'élection des membres des tribunaux de commerce, et celle du 19 février 1908 relative à l'élection des membres des chambres de commerce, confèrent l'électorat et l'éligibilité aux commerçants patentés ou aux associés en nom collectif et à certaines catégories de personnes qui n'ont pas la qualité légale de commerçants ; parmi celles-ci, il convient de citer les capitaines au long cours et maîtres de cabotage ayant commandé des bâtiments pendant cinq ans, les administrateurs des sociétés anonymes, etc. (Voir les articles 1 et 8 de la loi de 1883.)

L'énumération de la loi de 1883 a un caractère limitatif ; de sorte que les gérants des sociétés à responsabilité limitée ne peuvent bénéficier des dispositions de cette loi. Il serait cependant conforme à la logique de conférer aux gérants de ces sociétés les prérogatives réservées aux administrateurs des sociétés anonymes. C'est pourquoi la commission de la Société d'Etudes Légis-

latives chargée d'examiner les modifications à apporter à la loi du 7 mars 1925 s'est prononcée à l'unanimité en faveur d'une modification de la loi de 1883. (Voir le rapport de M. Drouets.)

§ III

LA SOUSCRIPTION AUX PARTS EST-ELLE UN ACTE DE COMMERCE OU UN ACTE CIVIL ?

L'acte dont il s'agit ne fait pas partie des actes réputés actes de commerce par les articles 632 et 633 du code de commerce.

La raison en est bien simple : au moment de la rédaction de cet article, on ne connaissait pas en droit français les sociétés à responsabilité limitée telles que définies par la loi du 7 mars 1925.

Dans ces conditions, on peut se poser la question de savoir si la souscription aux parts d'une société à responsabilité limitée est ou non un acte de commerce.

Une question de même nature a été agitée pour ce qui concerne les actions, et la majorité des auteurs, ainsi que la jurisprudence est d'accord pour reconnaître que la souscription aux actions est un acte de commerce s'il s'agit d'actions qui ne sont pas libérées intégralement dès leur souscription. Par contre, cette souscription est un acte civil si les actions sont libérées dès la souscription.

Or, dans les sociétés à responsabilité limitée, les parts doivent être libérées dès la fondation de la société. On pourrait en conclure que la souscription aux parts d'une société à responsabilité limitée ne constitue pas un acte de commerce. Il y a toutefois lieu d'ajouter que si l'on s'accorde à reconnaître le caractère non commercial à la souscription aux actions entièrement libérées, c'est parce que, de par suite du versement total, il ne peut plus y avoir matière à procès, ce qui serait le cas si le versement était appelé et non libéré. Mais étant donné qu'aux termes de l'article 8 de la loi du 7 mars 1925 tous les associés sont solidairement responsables de la valeur attribuée aux apports en nature, cette solidarité pourrait entraîner des procès. Nous serions donc d'avis de décider que la souscription aux parts des sociétés à responsabilité limitée n'est pas un acte de commerce lorsque cette société n'a pas d'apports en nature et qu'elle l'est dans le cas contraire.

§ IV

LES PARTS SONT-ELLES DES ACTIONS OU DES PARTS D'INTERET ?

On sait qu'il est très difficile de distinguer l'action de la part d'intérêt. Ce qui caractériserait l'action ce serait le fait qu'elle serait facilement négociable. Une autre caractéristique de l'action c'est que ces titres sont de la nature des sociétés de capitaux, alors que les parts d'intérêt sont de la nature des sociétés de personnes.

La difficulté vient du fait que les sociétés à responsabilité limitée ne sont ni des sociétés de capitaux, ni des sociétés de personnes.

Comme, d'autre part, les parts des sociétés régies par la loi du 7 mars 1925 sont difficilement négociables, nous serions d'avis de les considérer comme étant des parts d'intérêt

§ V

LES SOCIETES A RESPONSABILITE LIMITEE PEUVENT-ELLES CREER DES PARTS DE FONDATEURS, DES PARTS BENEFICIAIRES OU DES OBLIGATIONS ?

Certains auteurs admettent que les sociétés à responsabilité limitée peuvent créer des parts de fondateurs et des parts bénéficiaires à condition que ces titres ne soient cessibles que dans les mêmes conditions que les parts (1).

D'autres auteurs concluent dans le sens contraire (2).

Quid des obligations ?

M. Auger, dans l'article précité, admet que les sociétés à responsabilité limitée pourraient créer des obligations, à condition que celles-ci ne soient placées que dans le cercle des relations des membres de la société, afin d'éviter toute souscription publique.

MM. Pic et Baratin sont du même avis : « Les obligations « peuvent être créées, disent-ils, à condition que les titres ne circulent pas. »

(1) Auger : « Au sujet des sociétés à responsabilité limitée. De quelques points contradictoires », article précité.

(2) Pic et Baratin : « De la part sociale », article précité.

§ VI

LES SOCIETES A RESPONSABILITE LIMITEE
PEUVENT-ELLES CREER DES PARTS PRIVILEGIEES
OU DE JOUISSANCE ?

MM. Pic et Baratin, dans l'article sus cité, reconnaissent aux sociétés à responsabilité limitée la possibilité de créer des parts privilégiées et des parts de jouissance.

Nous ne voyons pas, quant à nous, pourquoi cette faculté, qui est accordée aux sociétés par actions serait refusée aux sociétés à responsabilité limitée.

Nous n'y ajouterons qu'une seule réserve : les parts privilégiées n'auront pas droit au vote plural, mais simplement à un prélèvement, avant les autres parts, sur les bénéfices de la société ou sur son actif, en cas de dissolution.

§ VII

LES SOCIETES A RESPONSABILITE LIMITEE
DOIVENT-ELLES PRESENTER
UN COMPTE DE PROFITS ET PERTES ?

La loi du 7 mars 1925 ne prévoit pas pour les sociétés à responsabilité limitée l'obligation de présenter un compte de profits et pertes (1).

Toutefois, en pratique, les sociétés à responsabilité limitée seront obligées d'établir un compte de profits et pertes.

En effet, d'un côté, le compte de profits et pertes est un des postes du bilan. D'autre part, en vertu de la loi fiscale du 4 avril 1926, les sociétés faisant un chiffre annuel de bénéfices de plus de 50.000 francs doivent, en faisant leur déclaration, la justifier par la production de leur compte de profits et pertes.

(1) Lire à ce sujet l'article déjà cité de M. Wahl : « Les comptes annuels... »

§ VIII

PEUT-ON AUGMENTER LE CAPITAL DES SOCIÉTÉS
À RESPONSABILITÉ LIMITÉE PAR L'INCORPORATION
DES PLUS-VALUES OU DES RÉSERVES ?

La question ne se pose pas seulement pour les sociétés à responsabilité limitée, elle se posait déjà pour toutes les sociétés. Pour ce qui concerne l'incorporation des plus-values, il faut faire une distinction suivant qu'il s'agit de plus-values définitivement acquises ou de plus-values sujettes encore à dépréciation. Dans le premier cas, ces plus-values pourraient être incorporées au capital. Ce serait, par exemple, le cas de titres achetés il y a quelques dizaines d'années à un taux qui depuis a triplé. Supposons que leur valeur d'achat était de un million de francs et que leur valeur actuelle est de trois millions de francs. La plus-value en serait de deux millions. Nous ne sommes pas d'avis d'incorporer la totalité de cette plus-value au capital, mais on pourrait en incorporer tout au moins une partie.

Tandis que s'il s'agit de plus-values qui ne sont pas définitivement acquises, comme par exemple du prix de certaines marchandises ayant acquis une certaine plus-value par rapport à leur cours d'achat, plus-value qui peut disparaître, il serait téméraire de l'incorporer au capital.

Quant à l'incorporation des réserves, nous n'y voyons aucun inconvénient. Il y a toutefois lieu d'en exclure la réserve légale qui, elle, ne peut pas être incorporée au capital.

§ IX

LES GERANTS DES SOCIÉTÉS À RESPONSABILITÉ
LIMITÉE PEUVENT-ILS ÊTRE DÉCLARÉS
EN ÉTAT DE BANQUEROUTE ?

D'après le droit français (Code de commerce, articles 437 et suivants et loi du 4 mars 1889, article premier), seuls, les commerçants peuvent être déclarés en faillite ou en état de liquidation judiciaire. Or, la banqueroute étant une faillite aggravée et les gérants des sociétés à responsabilité limitée n'étant pas, ainsi que nous l'avons déjà dit plus haut, des commerçants, il ne peuvent donc pas être déclarés en état de banqueroute.

Cette solution, du reste, a été affirmée par tous les auteurs

et a été consacrée dans un jugement récent du Tribunal de commerce de la Seine (1).

On a toutefois pensé que ce fait peut avoir pour conséquence d'inciter les gérants des sociétés à responsabilité limitée à commettre des actes qui pourraient tomber sous le coup des peines établies par les articles 584 et suivants du code de commerce et dont ils sont affranchis parce qu'ils ne sont pas commerçants.

A remarquer que les administrateurs des sociétés anonymes échappent également aux mêmes conséquences. Il en résulte que si l'on voulait modifier les lois de façon à déclarer en état de banqueroute des personnes non commerçantes, il n'y aurait pas lieu seulement de modifier la loi du 7 mars 1925, mais, d'une façon générale, toutes les lois sur les sociétés de commerce (2).

§ X

PEUT-IL Y AVOIR UN DROIT DE SOUSCRIPTION DANS LES SOCIÉTÉS À RESPONSABILITÉ LIMITÉE ?

Ce droit, qui existe dans les sociétés par actions, peut fort bien être utilisé dans les sociétés à responsabilité limitée. Il semble toutefois qu'il ne devra pas être en contradiction ni avec l'article 4 interdisant l'émission par souscription publique de valeurs mobilières, ni avec l'article 21 et suivants de la loi du 7 mars 1925, relatifs à la cession des parts.

Sous ces réserves, on fera bien de prévoir dans les statuts des sociétés à responsabilité limitée le droit de souscription et de le réglementer. Il peut, en effet, rendre de multiples services (3).

Vu : *le Président*,
J. PERCEROU

Vu : *le Doyen*,
H. BERTHÉLEMY

Vu et permis d'imprimer :
le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

(1) V. dans le même sens, Paris 18 mai 1928 (*Petit Capitaliste* de mai 1928). Ce dernier arrêt affirme l'absence de commercialité du gérant.

(2) Lire à ce sujet le rapport déjà cité de M. Drouets.

(3) Pour plus de détails à ce sujet, lire les très intéressants articles de M. Alfred Jauffret : « Le droit de souscription dans les sociétés à responsabilité limitée ». (*Le Quotidien juridique* des 18 et 19 juin 1928).



BIBLIOGRAPHIE

I. OUVRAGES

- AUGER (B.) et MICHEL (R.), avec la collaboration de MM. Lecerclé.
— *Traité et formulaire des sociétés à responsabilité limitée*.
(2^e édition, 1926).
- AWANDT. — *Umwandlung von Aktiengesellschaften in G. m. b. H.*,
(Wien, 1912.)
- BAUDOUIN-BUGNET (P.). — *Les sociétés à responsabilité limitée en France*. (Loi du 7 mars 1925). (1925).
- BAUDOUIN-BUGNET (P.). — *La transformation des sociétés à responsabilité limitée en Alsace-Lorraine* (1926).
- BIRKENBIHL. — *Das Reichsgesetz betreffend die G. m. b. H.*,
(vom 20. IV, 1892. Berlin, 1893.)
- CHAPSAL (F.). — *Des sociétés à responsabilité limitée*. (Leur régime d'après la loi du 7 mars 1925, 2^e édit. 1926.)
- COSACK (C.). — *Lehrbuch des Handelsrecht*. (Stuttgart, 1910.)
- CRUGER ET CRECELIUS. — *Gesellschaften mit beschränkter Haftung*.
- DEFRÉNOIS (Ch.). — *Traité et formulaire des sociétés à responsabilité limitée* (1926).
- DOLBEAU (A.) ET GALLIÉ (L.). — *Traité théorique et pratique des sociétés commerciales*. (Supplément à la 5^e édition, 1928).
- DROUETS (G.). — *La compagnie privée (private Cy) et la société à responsabilité limitée*. (Paris 1922, 1 vol. in-8°. Les Presses Universitaires de France.)
Le régime fiscal des sociétés à responsabilité limitée (2^e édition 1926, 1 vol. in-8°).
- Traité théorique et pratique des sociétés à responsabilité limitée* (2^e édition 1927, Librairie de la Société du Recueil Sirey, 1 vol. in-8°).
- EZZAONI (R.). — *Les sociétés à responsabilité limitée* (1928).
- FORTSCH. — *Gesetz betreffend die G. m. b. H. in der am 1. Januar 1900 in Wirksamkeit tretenden Fassung*, Leipzig, 1899.

- GAIN (R.). — *Manuel formulaire des sociétés à responsabilité limitée*. (3^e édition 1928, Paris, Dalloz, 1 vol. in-8°.)
- GAIN (R.) ET PERRAULT DE JOTEMPS. — *Guide fiscal des sociétés à responsabilité limitée* (1927).
- GELLER. — *Kommentar zu dem österreichische Gesetz*.
- GRUNHUT. — *Die G. m. b. H. nach österreichischem Recht*.
- GUILIANI. — *Les sociétés à responsabilité limitée*.
- HOUPIN ET BOSVIEUX. — *Traité général des sociétés civiles et commerciales*. (6^e éd., 1927, 1928. Paris, Société Recueil Sirey, tomes III.)
- JORDAN. — *Private Companies*. (1918.)
- LEFEBVRE (R.) ET LEFEBVRE (J.). — *La société à responsabilité limitée, son régime fiscal, ses avantages*.
- LEHMANN. — *Lehrbuch des Handelsrechts*. (1908.)
- LEPARGNEUR (J.). — *La société à responsabilité limitée*. (1926.)
- LIEBMANN. — *Kommentar zum Gesetz betreffend die G. m. b. H.*, (Berlin, 1906.)
- LUCIANO. — *Sociedades de responsabilidad Limitada*.
- LYON-CAEN (Ch.) ET RENAULT (L.). — *Manuel de droit commercial*. (15^e éd., Paris 1928).
- MOREAU. — *Avez-vous intérêt à vous constituer ou à vous transformer en société à responsabilité limitée ?*
- MOREAU (R.) ET BEROT (G.). — *Guide pratique des sociétés à responsabilité limitée* (2^e édit., 1926.)
- MOURLAQUE. — *Transformation des sociétés existantes en sociétés à responsabilité limitée*.
- NEUKAMP. — *Das Reichsgesetz betreffend die G. m. b. H.* (Berlin, 1907.)
- PALMER. — *Private companies*. (1921.)
- PARIDANT. — *La société privée à responsabilité limitée*. (Bruxelles, 1926.)
- PIC (P.) ET BARATIN (F.). — *Traité théorique et pratique des sociétés à responsabilité limitée*. (1927.)
- PIOT (G.). — *Traité théorique et pratique des sociétés à responsabilité limitée*. (1926.)
- POTTIER (A.). — *Les sociétés à responsabilité limitée*. (Paris, Dunod, 1926, 1 vol. in-8°.)

RANDA. — *Oesterreichisches Handelsrecht.*

ROMIGUIÈRE. — *Les sociétés à responsabilité limitée.*

STAUB-HACHENBURG. — *Kommentar zur G. m. b. H.* (Berlin 1909.)

THALLER (E.) ET PERCEROU (J.). — *Traité élémentaire de Droit commercial.* (7^e édit., appendice, 1 vol. in-8°, Paris 1925, Rousseau et Cie.)

II. ARTICLES, THESES, BROCHURES, RAPPORTS ET DIVERS

AUGER (B.). — *Transformation des sociétés existantes en sociétés à responsabilité limitée.* (Revue des Sociétés 1925, pages 163 et suiv.)

La disparition des sociétés à responsabilité limitée du droit local en Alsace-Lorraine. (Revue des Sociétés, 1926, pages 161 et suiv.)

Au sujet des sociétés à responsabilité limitée. De quelques points controversés. (Revue des Sociétés, 1927, pages 121 et suivantes.)

Les sociétés à responsabilité limitée. (Revue Not. du 30 mars 1925.)

AUSCHER (R.). — *Les sociétés à responsabilité limitée*, avec préface de M. Albert Wahl. (1925, 1 broch.)

BASSIN. — *La société à responsabilité limitée en Allemagne.* (Thèse, Poitiers, 1923.)

BAUDOIN-BUGNET (P.). — *Les sociétés à responsabilité limitée.* (Bull. de la Société Industrielle de l'Est, 1920, p. 156 et s.)

BONAN. — *Régime légal et fiscal des sociétés à responsabilité limitée* (Journal des sociétés, 1927, pages 449 et suiv.)

BOSVIEUX (H.). — *De l'augmentation du capital des sociétés à responsabilité limitée.* (Journal des Sociétés, 1926, pages 321 et suiv.)

BOURCART (G.). — *Observations sur le projet de loi du 16 mars 1920.* (Journ. des Soc., 1920, pages 373 et suiv.)

La situation actuelle des sociétés alsaciennes et lorraines. (Journal des Sociétés, avril 1925.)

BOURCART ET LEROY (F.). — *A propos des sociétés à responsabilité limitée.* (Journal des Sociétés, 1925, pages 532 et suiv.)

- BOURCART ET PERCEROU (J.). — *L'introduction en Alsace-Lorraine des lois commerciales françaises*. (Annales de droit commercial, 1920, pages 20 et suiv.)
- CARLOT (Jeanne). — *Le régime fiscal des sociétés à responsabilité limitée*. (Thèse, Nancy, 1926.)
- CHAMBRE DE COMMERCE DE STRASBOURG. — *Avís et observations sur le projet de loi relatif aux sociétés à responsabilité limitée*. (Journ. Soc., 1920, pages 385 et suiv.)
- CHÉRON (A.). — *La société à responsabilité limitée en droit allemand et en droit français*. (Annales de Droit Commercial, 1925, pages 209 et suiv., 299 et suiv.)
- DEFRÉNOIS (Ch.). — *Sociétés à responsabilité limitée*. (Répertoire général du Notariat.)
- DROUETS (G.). — *La compagnie privée en droit anglais*. (Annales de Droit Commercial, 1921, pages 184 et suiv.)
- Les sociétés à responsabilité limitée à capital variable*. (Journ. des Soc., 1926, pages 129 et suiv.)
- A propos des sociétés à responsabilité limitée de Banque*. (« Banque », n° de sept. 1928.)
- Rapport présenté au nom de la commission de la Société d'études législatives chargée d'examiner les modifications à apporter à la loi du 7 mars 1925 qui a institué les sociétés à responsabilité limitée*. (Bulletin de la Société d'études législatives, 1927, pages 235 et suiv.)
- Les augmentations de capital dans les sociétés à responsabilité limitée*. (Gazette des Sociétés, 1926, p. 211 et suiv.)
- DUPUICH. — *Les sociétés à responsabilité limitée*. (Revue Politique et Parlementaire, 10 avril 1922.)
- Rapport*. (Bulletin de la Société d'études législatives, 1921, pages 166 et s.)
- FÉDÉRATION DES INDUSTRIELS ET COMMERÇANTS FRANÇAIS. — *Travaux*. (Economie nouvelle, juillet 1920.)
- FLEURENT. — *Sociétés à responsabilité limitée*. (Répertoire pratique de Droit et de Jurisprudence d'Alsace et de Lorraine.)
- GARÇON (M.). — *Les sociétés à responsabilité limitée*. (L'Economiste Français du 11 août 1923.)
- GARRAUD (P.). — *Le régime pénal des sociétés à responsabilité limitée*. (La Semainejuridique, pages 881 et suiv.)
- GED (A.). — *Les sociétés à responsabilité limitée*.

- HAMEL (J.). — *Notes parlementaires*. (Revue trimestrielle de droit civil, 1925, pages 468 et suiv.)
- HATT. — *La société à responsabilité limitée en droit allemand contemporain*. (Thèse, Paris, 1908.)
- INSTRUCTION N° 3.851 DU 11 AVRIL 1925 DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ENREGISTREMENT SUR LE RÉGIME FISCAL DES SOCIÉTÉS A RESPONSABILITÉ LIMITÉE. — (Journal des Sociétés, 1925, pages 599 et suiv.)
- JAUFFRET. — *Le droit de souscription dans les sociétés à responsabilité limitée*. (Le Quotidien juridique des 18 et 19 juin 1928.)
- LAURENT (Ch.). — *Rapport à la F.I.C.F. sur l'abrogation éventuelle ou la modification de la loi du 7 mars 1925 sur les sociétés à responsabilité limitée*. (L'Economie nouvelle, 1927, pages 529 et suiv.)
- LEPARGNEUR (J.). — *La loi nouvelle sur les sociétés à responsabilité limitée*. (Journal des Sociétés, 1925, pages 257 et suiv. et pages 321 et suiv.)
- Le vote privilégié dans les sociétés à responsabilité limitée*. (Journal des Sociétés, 1927, pages 257 et suiv.)
- LESCOT (P.). — *Le projet de loi tendant à introduire dans la législation française les sociétés à responsabilité limitée*. (Revue des Sociétés, 1924, pages 283 et suiv.)
- MAGNET. — *Les sociétés à responsabilité limitée*. (Journal du Notariat, 1925, pages 289 et suiv.)
- MARQUIS (H.). — *Exposé de la loi relative aux « private companies » du droit anglais*. (Revue des Sociétés, 1925, pages 405 et suivantes.)
- MOLIÉRAC (J.). — *Les sociétés à responsabilité limitée devant la législation fiscale*. (Revue des Sociétés, 1926, p. 397 et suiv.)
- NICOLAY (J.). — *Les sociétés à responsabilité limitée*. (Gazette des Sociétés, 1925, pages 155 et suiv.)
- PERCEROU (J.). — *La société à responsabilité limitée*. (Annales de Droit commercial, 1925, pages 91 et suiv.)
- PIC (P.) ET BARATIN (F.). — *Des sociétés à responsabilité limitée*. (Revue des Sociétés, 1925, pages 137 et suiv.)
- De la part sociale dans la société à responsabilité limitée*. (Revue des Sociétés, 1926, pages 113 et suiv. et 170 et s.)
- PIC (P.). — *Définition et caractères spécifiques de la société à responsabilité limitée*. (Revue des Sociétés, 1925, pages 393 et s.)

- PIOT (G.). — *Les sociétés à responsabilité limitée*. (Journal des notaires et des avocats, 1925, pages 390 et suiv.)
- PRIOU (J.). — *La société à responsabilité limitée en droit allemand*. (Revue des Sociétés, 1928, pages 257 et suiv.)
- PRUDHOMME. — *Des sociétés à responsabilité limitée*. (Revue du Notariat des 30 avril et 15 mai 1919.)
- RAYMOND MICHEL. — *Commentaire pratique de la loi du 7 mars 1925*. (Recueil juridique des sociétés, 1925, pages 81 et suiv.)
- TROULLIER (A.). — *Les sociétés à responsabilité limitée*. (Revue des Sociétés, 1922, pages 500 et suiv.)
- TROULLIER (A.) ET D'AYGURANDE (Ch.). — *A propos des sociétés à responsabilité limitée. De quelques modifications à apporter au régime actuel de ces sociétés*. (L'Economie Nouvelle, n° de décembre 1927.)
- TRUCHY. — *La société à responsabilité limitée*. (Bulletin fiduciaire 1925, numéros de mars et d'avril.)
- TRYSTRAM. — *Considérations sur la loi du 7 mars 1925*. (Gazette des Sociétés, 1926, pages 61 et suiv.)
- VALÉRY (J.). — *Des mesures de précaution à prendre dans les rapports avec les sociétés à responsabilité limitée*. (Revue des Sociétés, 1926, pages 213 et suiv.)
- WAHL (Albert). — *Les pouvoirs des gérants dans les sociétés à responsabilité limitée*. (Journal des Sociétés, 1926, p. 193 et s.)
Des modifications aux statuts dans les sociétés à responsabilité limitée. (Journal des Sociétés, 1926, pages 641 et suiv.)
Les comptes annuels dans les sociétés à responsabilité limitée. (Journal des Sociétés, 1927, pages 321 et suiv.)
Le vote plural dans les sociétés à responsabilité limitée. (La Semaine juridique, 1927, pages 401 et 402.)
-

TABLE DES MATIÈRES

LA LOI DU 7 MARS 1925 SUR LES SOCIÉTÉS À RESPONSABILITÉ LIMITÉE

	Pages
INTRODUCTION	7

PREMIÈRE PARTIE

LA LOI DU 7 MARS 1925 SUR LES SOCIÉTÉS À RESPONSABILITÉ LIMITÉE	13
---	----

CHAPITRE I

Les avantages et les inconvénients des sociétés à responsabilité limitée en général	13
Première section : Avantages	15
§1. Le risque limité à l'apport	15
§2. Minimum d'associés, de formalités et de frais.....	19
1) Minimum d'associés	19
2) Minimum de formalités et de frais.....	20
Deuxième section : Inconvénients	22
§1. Interdiction des émissions publiques.....	22
§2. Restriction à la négociation.....	24
1) Empêchement de l'intrusion des tiers.....	24
2) Possibilité pour les fondateurs de garder la maîtrise de l'affaire.....	25
3) Empêchement de la spéculation sur les titres.....	25
§3. Crédit discuté	26

CHAPITRE II

La loi du 7 mars 1925	31
Première section : Historique de la loi du 7 mars 1925.....	31
Deuxième section	33
§1. Texte de la loi du 7 mars 1925 tendant à instituer des sociétés à responsabilité limitée.....	33
§2. Texte de la loi du 10 février 1926 concernant le régime des sociétés à responsabilité limitée dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.....	40

	Pages
§3. Texte de la loi du 3 mai 1928, prorogeant les délais précédemment impartis aux sociétés commerciales des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle pour se conformer à la législation française.....	41
§4. Texte de la loi du 13 janvier 1927 fixant les conditions d'application aux colonies de la loi du 7 mars 1925 relative aux sociétés à responsabilité limitée.....	42
Troisième section : Avantages de la loi du 7 mars 1925.....	42
§1. Responsabilité limitée aux apports.....	42
§2. Minimum d'associés, de formalités et de frais.....	43
§4. Le fondateur de la société peut en garder la direction....	45
§4. Avantages fiscaux	46
1. Exemption de droit de timbre.....	46
2. Exemption de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers sur les produits revenant aux gérants....	46
3. Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.	47
4. Patente	48
5. Impôt général sur le revenu.....	48
6. Transformation de sociétés	49
Quatrième section : Inconvénients de la loi du 7 mars 1925.....	50
§1. Interdiction de l'émission publique.....	50
§2. Restriction à la négociation.....	50
§3. Garantie solidaire des associés.....	50
§4. Responsabilité pour la nullité de la société.....	51
§5. Pouvoirs indéfinis des gérants.....	51
§6. Libération intégrale des apports.....	53
§7. Distribution de dividendes fictifs.....	53
§8. Formalités pour tout changement d'associé.....	54

DEUXIEME PARTIE

LES RECENTS PROJETS DE REFORME DE LA LOI DU 7 MARS 1925	59
--	-----------

CHAPITRE I

Critiques et projets de réforme de certains articles de la loi du 7 mars 1925	61
Première section : Règles de constitution et de publicité.....	61
§1. Article 1 ^{er} : Titre de la société.....	61
§2. — 2 : Objet de la société.....	62
§3. — 3 : Caractère commercial des sociétés à responsabilité limitée	63
§4. Formalités de constitution des sociétés à responsabilité limitée	64
1. Article 4 : Preuve du contrat de société.....	64
2. — 7 : Libération intégrale des parts.....	65
§5. Article 5 : Nombre des associés	66
§6. — 6 : Capital de la société	66

	Pages
§7. — 8 : Apports en nature	69
1. Responsabilité solidaire pour l'évaluation des apports.....	69
2. Prescription de la responsabilité.....	70
§8. Article 9 : Nullité de la société.....	70
§9. — 10 : Responsabilité pour raison de nullité de la société	71
§10. — 11 : Désignation de la société.....	72
§11. — 12, 13, 14 et 20 : Formalités de publicité à la constitution de la société.....	72
§12. — 15 et 16 : Formalités de publicité dans le cas où la société a des succursales et personnes chargées de signer l'extrait.....	73
§13. — 17 : Formalités de publicité à l'occasion des changements intervenus dans la société.....	73
§14. — 18 et 19 : Publicité faite par la société pendant son existence	74
Deuxième section : Régime des parts sociales.....	75
§1. Article 21 : Représentation des parts sociales.....	75
§2. — 22 et 23 : Cession des parts.....	75
Troisième section : Les gérants.....	78
§1. Article 24 : Les fonctions des gérants.....	78
§2. — 25 : Responsabilité des gérants.....	80
Quatrième section : Les associés.....	80
§1. Article 26 : Les différents moyens mis à la disposition des associés pour exprimer leurs décisions... ..	80
§2. — 27 : Majorités requises pour la validité des décisions	81
§3. — 28 : Droit de vote des associés.....	82
§4. — 29 : Assemblée d'associés	84
§5. — 30 : Communications à faire aux associés.....	84
§6. — 31 : Modification des statuts.....	85
Cinquième section : Article 32 : Conseil de surveillance.....	86
Sixième section : Dispositions diverses.....	87
§1. Article 33 : La réserve légale.....	87
§2. — 34 : La clause d'intérêts fixes	87
§3. — 35 : La répétition des dividendes.....	88
§4. — 36 : Dissolution de la société	89
§5. — 37, 38 et 39 : Peines prévues contre les fondateurs et les gérants	90
§6. — 40 : Clause de variabilité du capital	91
§7. — 41 : Transformation de sociétés	92
§8. — 42 : Impôt sur le revenu des valeurs mobilières.....	93
§9. — 43 : Dispositions applicables à l'Algérie et aux colonies	94

CHAPITRE II

Différentes questions en liaison avec la loi du 7 mars 1925.....	97
§1. L'impôt général sur le revenu	97
§2. Les associés et les gérants des sociétés à responsabilité limitée sont-ils commerçants ?	98

	Pages
§3. La souscription aux parts est-elle un acte de commerce ou un acte civil ?	99
§4. Les parts sont-elles des actions ou des parts d'intérêt ?..	100
§5. Les sociétés à responsabilité limitée peuvent-elles créer des parts de fondateurs, des parts bénéficiaires ou des obligations ?	100
§6. Les sociétés à responsabilité limitée peuvent-elles créer des parts privilégiées ou de jouissance ?	101
§7. Les sociétés à responsabilité limitée doivent-elles présenter un compte de profits et pertes ?	101
§8. Peut-on augmenter le capital des sociétés à responsabilité limitée par l'incorporation des plus-values ou des réserves ?	102
§9. Les gérants des sociétés à responsabilité limitée peuvent-ils être déclarés en état de banqueroute ?	102
§10. Peut-il y avoir un droit de souscription dans les sociétés à responsabilité limitée ?	103
Bibliographie	105
Table des matières	111

